









Souvenirs & documents  
sur l'état des affaires religieuses  
en Alsace pendant la révolution,  
Fournis par M.

Copie faite par ma fille Flora, en 1857,  
sur un MSS. que m'a communiqué  
M<sup>r</sup> Ziunberlin, curé d'Orschwihr.



N<sup>o</sup> 126 des lois de la République française an 3.  
Loi sur l'exercice des cultes, Du 3 Ventose.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis, décrète:  
Art 1. Conformément à l'article VII de la Déclaration des Droits de l'homme, et à l'article CXXII de la constitution l'exercice d'aucun culte ne peut être trouble.

2. La République n'en fait aucun.

3. Elle ne fournit aucun local, ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement des ministres.

4. Les cérémonies de tout culte sont interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice.

5. La loi ne reconnaît aucun ministre du culte; nul ne peut paraître en public avec les habits, ornemens ou costumes affectés à des cérémonies religieuses.

6. Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque, est soumis à la surveillance des autorités constituées. Cette surveillance sera exercée dans des mesures de police et de sûreté publique.

7. Aucun signe particulier à un culte ne peut être placé dans un lieu public, ni extérieurement, de quelque manière que ce soit.

Aucune inscription ne peut désigner le lieu qui lui est affecté. Aucune proclamation ni convoca-



tion publique ne peut être faite pour y inviter les citoyens.

8 Les communes ou sections de commune, en nom collectif, ne pourront acquérir ni louer de local pour l'exercice des cultes.

9 Il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle ou viagère, ni établi aucune taxe pour en acquiescer les dépenses.

10 Quiconque troublerait par violence les cérémonies d'un culte quelconque, ou en détruirait les objets, sera puni suivant la loi.

Du 22 Juillet 1791. sur la police correctionnelle.

11. Il n'est point dérogé à la loi du 2 des Sans-culottes d'ancienneté, sur les pensions ecclésiastiques, et les dispositions en seront exécutées suivant leur forme et teneur.

12. Tout décret, dont les dispositions seraient contraires à la présente loi, pris par les Représentants du peuple dans les Départements, est annulé.

Suit la teneur d'un arrêté du District de Belfort: Extrait du registre des délibérations du Directoire du District de Belfort, séance du 18 Ventose 3<sup>ème</sup> année Républicaine, sur le réquisitoire de l'agent national substitué au District de Belfort.

Le Directoire du District de Belfort arrête provisoirement que dépenses sont faites à toutes les municipalités de l'arrondissement de laisser rassembler dans les ci-devant Eglises, aucun citoyen, pour



motifs d'exercice d'un culte quelconque ni de les convoquer au son de la cloche laquelle restera exclusivement destinée pour convoquer les citoyens en assemblées de communes dans le cas prévu par la loi, ou dans le cas d'alertes ou d'événements extraordinaires, et quel effet les municipalités se feront remettre les clefs des églises devant églises et demeureront responsables de l'exécution du présent arrêté sauf aux citoyens l'exercice de leur culte ainsi et comme ils ariseront bon être et conformément aux lois. Arrêté enfin qu'à l'expédition du présent arrêté sera adressé tant au comité de salut public qu'à celui de législation. Fait les jours, mois et an que dessus. Signé les administrateurs. Sur l'extrait que j'ai transcrit est écrit: un Député président, et pour extrait conforme, l'ordonne avec paraphe.

Les copies, tant de la loi ci-dessus du 3 Ventose que de l'arrêté du 18 Ventose ont été faites sur celles envoyées à nos municipalités.

Signé Berdolit, curé de Thaffans.

La loi du 20 septembre 1792, avait voulu que les actes destinés à constater les naissances, mariages et décès, pour tous les citoyens indistinctement, fussent reçus et conservés pour les municipalités, et que tous les registres dans lesquels ils auraient été inscrits jusqu'à cette époque fussent transférés des églises paroissiales, presbytères et autres dépôts, dans la maison commune de chaque municipalité, d'où d'aut expressément à toutes personnes de s'immiscer



D'aujourd'hui dans la tenue de ces registres, et dans  
 la réception de ces actes. Il ne paraissait pas s'en-  
 suivre que cette loi destinée à établir l'uniformité  
 dans la manière de constater l'état civil de tous  
 les citoyens, ayant obtenu son but, fut faite aussi  
 pour ôter aux citoyens la liberté de se faire inscrire  
 dans des registres particuliers de leur culte, et pour  
 interdire aux pasteurs en chefs des différents cultes  
 la satisfaction de tenir ces registres particuliers  
 ou de simples catalogues de ceux qui, par exemple,  
 auroient reçu les sacrements de baptême et de mar-  
 iage, comme ils ont toujours tenu, sans conséquence,  
 des registres particuliers des premières communion et  
 de la confirmation; parce qu'aucune de ces inscriptions  
 n'a plus la forme ni l'authenticité propres à constater  
 l'état civil des citoyens, et que la liberté des citoyens  
 loin d'être enchaînée par cette inscription, qui ne les  
 gêne aucunement, puisqu'elle pourrait même le  
 faire sans qu'ils s'en aperçussent, c'est que leur liberté  
 est en ce point parfaitement dégagée de toute coaction,  
 puisqu'ils ne sont inscrits que parce qu'ils le désirent,  
 et qu'ils le demandent eux-mêmes, et que cette forme  
 ne nuit à personne. Mais la révolution ayant occa-  
 sionné des mesures de sûreté générale qui par la mal-  
 veillance dégénèrent en système de terreur dirigée  
 spécialement contre les prêtres et la religion, il ne  
 fut plus possible aux pasteurs de tenir de ces cata-  
 logues particuliers des baptêmes, mariages et sepul-



tures pour reconnaître leurs orailles, et les enfants  
 de l'Eglise, sans s'exposer en pure perte à être regardés  
 comme suspects, coupables d'insurrection contre la loi,  
 de contre révolution, ennemis de la patrie et traités  
 comme tels, une qui n'ont fait que l'union, la paix,  
 le zèle et l'amour de la patrie et le respect pour la loi,  
 une qui ont empêché les complots, les insurrections, les  
 devastations et les mauvais coups, qui ont maintenu la  
 tranquillité et le respect pour les propriétés, une enfin  
 qui sont restés fidèles à la loi et à leur patrie.

Le système de terreur ayant cessé par la loi du 3 Ven-  
 -tose / 21 Février 1795 / j'ai recueilli des Registres des  
 officiers publics de l'état civil de toutes les communes de  
 mon paroisse le catalogue qui suit et qui comprend  
 tous les enfants de cette paroisse nés depuis le 22 Janv-  
 -ier 1793 jusqu'au 24 Juillet 1794 et qui tous avaient  
 été baptisés par moi ou par d'autres prêtres de ma part  
 avec toutes les cérémonies de l'Eglise. le catalogue sera  
 suivi de celui des enfants nés depuis ledit jour 24 Juillet  
 dernier pendant l'arrestation des prêtres et la cessation  
 du culte public, qui n'avaient pas été baptisés ou qui n'  
 avaient été qu'ondoyés par les femmes et qui ont été bap-  
 -tisés par moi dès le 15 Mars 1795.

Note de M. Berdoret pour lors curé à Phaffans.



Copie de la loi relative à la célébration des cultes dans les édifices qui y étaient ordinairement destinés au cahier N<sup>o</sup> 150. N<sup>o</sup> 878 page 22.

Du 11 Ploiréal, 30 Mai 1795, an 3 de la République.

La convention nationale voulant assurer et faciliter de plus en plus le libre exercice des cultes, Décrète:

Art 1. Les citoyens des communes et sections de communes de la République auront provisoirement le libre usage des édifices non aliénés destinés originairement aux exercices d'un ou de plusieurs cultes, et dont elles étaient en possession au premier jour de l'an 2 de la République. Ils pourront s'en servir sous la surveillance des autorités constituées, tant pour les assemblées ordonnées par la loi, que pour l'exercice de leurs cultes.

2. Les édifices sont remis à l'usage desdits citoyens, dans l'état où ils se trouvent, à la charge de les entretenir et réparer ainsi qu'ils verront sans aucune contribution forcée.

3. Il ne sera autorisé qu'un seul de ces édifices pour chacun des douze arrondissements de Paris.

4. Lorsque des citoyens de la même commune ou section de commune, exerceront des cultes différents ou prétendus tels, et qu'ils réclameront concurremment l'usage du même local, il leur sera commun; et les municipalités, sous la surveillance des corps administratifs, fixeront pour chaque culte les jours et heures les plus convenables, ainsi que les moyens de maintenir la décence et d'entretenir la paix et la concorde.



6. L'enseignement des lettres, des sciences et des arts  
- y compris la philosophie - est la base de l'éducation, et les professeurs qui enseignent  
sont les premiers à former les citoyens et à leur inculquer les principes de la morale et  
de la politique. Ils doivent donc être choisis avec soin, et leur éducation doit être  
soignée et complète. Ils doivent être encouragés à poursuivre leurs études et à se perfectionner  
dans leur art, afin de pouvoir transmettre leurs connaissances à leurs élèves.

been in London since 1844, and I am not yet 40 years of age. I am  
 a native of the city of London, and I am now in the city of London.

*Handwritten notes:*

4. 1. 1891. ... ..  
6. 1. 1891. ... ..

perhaps, but I am not sure, and I do not know  
 how much the story is really true or not.

[illegible]

*Syntherisma*, as, four under a division.



2. Les ministres d'un culte qui feraient ou provoqueraient de pareilles convocations, ou qui instruits de la publication de la convocation d'une assemblée, excuseraient qu'un acte relatif à leur culte, seraient punis pour la première fois d'une année de prison; en cas de récidive ils seraient condamnés à la déportation.

Le conseil des anciens a converti cette résolution en loi. Le décret du 4 Vendémiaire an 4 de la République française / 30<sup>e</sup> <sup>bre</sup> 1795 / sur la police est tenu en respect.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation

considérant qu'aux termes de la constitution, nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi; que nul ne trouble la liberté des dépenses d'un culte, et que l'État n'en fait aucun; et

considérant que ces bases fondamentales de la liberté des cultes étant ainsi posées, il appartient d'un côté de réunir en lois ou conséquences nécessaires qui en découlent; et d'un autre, de réunir en un seul corps, de modifier ou compléter celles qui ont été rendues; et de l'autre, d'adopter des dispositions locales qui en facilitent l'exécution.

Considérant que les lois auxquelles il est nécessaire de se conformer dans l'exercice des cultes ne statuent point sur ce qui est au domaine de la conscience, sur les rapports de l'homme avec les objets de son culte, et qui s'occupent et ne peuvent occuper que du culte.



Comme on ne s'est pas occupé de police et de justice



4. *lax* - 11.11.11.

*Arctostaphylos uva-ursi*.

[illegible][illegible]

144. Les obligations de l'Etat sont de deux ordres. Elles  
est, d'une part, envers les citoyens, les communes, les  
fonctionnaires publics, et, d'autre part, envers la police, la  
maintien de la paix et la sécurité des citoyens.

of the ginn.

*Le via garanti cinque uscite decompressori in tutti i cuili.*

115. Not se poate organiza ministerul de Justiție.











me excite à le faire. Si je le vois de fait ou violente, la peine sera celle de la loi pénale. Si la voie de fait commise est qualifiée de simple, le coupable sera puni d'emprisonnement, qui ne pourra excéder six mois, ni être assorti d'une amende qui ne pourra excéder 500 fr., ni être prononcée de 100 fr.

Section 2<sup>nd</sup>

Des ruisseaux il est réprimé & plume les signes & fonctions  
à un G. 4.

Art 13. Pour mieux faciliter à un culte ou pour l'élever, fixe on affecte à quelque lieu que ce soit, le soin d'un édifice ou d'une place particulières, si ce n'est dans l'enceinte d'un exercice d'un autre culte, ou dans l'intérieur des maisons des particuliers, dans les églises ou chapelles, les écoles et marchandes ou les loges publiques destinés à rassembler les hommes de la paroisse.

14. Les requêtes sont adressées de tout arbitre, de l'autorité municipale, de me de la police, des juges, et de tous autres commissaires des divers tribunaux, au département. Ils auront attention d'en prévenir les habitants, et d'en procéder de manière à prévenir les troubles.

15. L'auteur qui se livre à la publication de  
présent écrit, aura fait paraître sur le tableau de tels signes sont  
et ailleurs que sur les livres publiés en sa faveur, une  
de placement sur le tableau sera condamné à une amende  
de qui ne pourra être inférieure, ni le moindre de 100 fr. et à  
un emprisonnement de un mois, pour la première fois, ni  
le moindre de six mois.



Section 3<sup>ème</sup>

Destinées aux cérémonies, des cultes sont interdites.

Art 16. Les cérémonies de tous cultes sont interdites hors de l'enceinte de l'église choisie pour leur exercice. Cette prohibition ne s'applique pas aux cérémonies qui ont lieu dans les maisons particulières, pourvu qu'elles ne soient pas de nature à troubler le même domicile, il n'y ait pas d'occasion de mêmes cérémonies, un rassemblement excédant dix personnes.

17. L'enceinte choisie pour l'exercice d'un culte, sera indiquée et déclarée à l'adjoint municipal dans les communes au-dessus de cinq mille âmes; et dans les autres aux autorités municipales du canton ou du district. Cette indication sera transcrite sur le registre ordinaire de la commune, et en sera envoyée expédition en triple à la police correctionnelle du canton. Il est défendu à tous ministres de culte et à tout individus, d'usage de l'enceinte, avant d'avoir rempli cette formalité.

18. La contravention à l'un des articles 16 et 17 sera punie d'une amende qui ne pourra excéder 500<sup>fr</sup>, ni être moindre de 100<sup>fr</sup>, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois ans, ni être moindre d'un mois. En cas de récidive, le ministre du culte sera condamné à dix ans de réclusion.

19. Nul ne peut sous les peines portées en l'article précédent, paraître en public, aux fêtes, ornements ou cérémonies affectées à des cérémonies religieuses, ou aux ministres du culte.

Section 4<sup>ème</sup>

Concurrençant les actes de l'état civil.

Art 20. Il est défendu à tous juges, administrateurs, et autres











qui ne pourra excéder six mois, ni être surchargé de travaux.

### Titre 6<sup>ème</sup>

De la compétence, de la Procédure, et des amendes.

Art 26. Lorsque selon la nature de l'accusation, il n'y a que des amendes, ou un emprisonnement, le tribunal de police correctionnelle en connaissance, à la chambre de l'appel au tribunal criminel de l'arrêt.

27. Les jugements de la police correctionnelle seront exécutés par provision notwithstanding l'appel. Il est défendu aux tribunaux criminels d'accorder aucune surseance, ou peine de mort, d'êlre, et d'une amende de 500 fr.

28. Les officiers de police, de sûreté, directeur de jures et tribunaux de police correctionnelle, pourront réserver des mandats d'arrêter ou d'amener.

29. Lorsque la nature du délit sera telle qu'il pourra être jugé par le tribunal de police correctionnelle, ou observer les principes et la procédure ordinaires pour la conviction d'un sort de délit, sans cette modification; que le jury de jugement sera tenu au sort sur la liste des jurés spéciaux, faite conformément à la loi.

30. La condamnation à l'amende emportera de plein droit, l'obligation de payer. Néanmoins le condamné ne pourra être tenu, pour le seul défaut de paiement, plus de 3 mois. Lorsque l'amende concourra avec la condamnation d'un emprisonnement, les trois mois courront qui se comptent de l'expiration de la condamnation à l'emprisonnement, pourvu que le maximum n'excède pas deux ans.

31. Les précédentes lois sont abrogées en tout ce qui serait contraire.



et en mesure.

32. Jusqu'à l'organisation des autorités constituées en vertu de la constitution, les fonctions attribuées par la présente loi aux juges de paix municipaux, dans les communes au-dessous de cinq mille âmes, seront remplies par les municipalités. Les fonctions attribuées aux commissaires du directoire exécutif, le seront par les procureurs des communes, procureurs généraux de districts ou de départements; et les affaires de premier appel au tribunal criminel de départements, en matière de police correctionnelle, le seront au tribunal de districts.

33. L'insertion du décret présent au bulletin de correspondance, tiendra lieu de publication. Vire, signé: Enjubaunt, Collecteur; une signé: J. C. L. Baudin / Des ardenes / Résident; Alger, Gourdan sursitaires.

Les dispositions de cette loi du 4 Vendémiaire an 4 de la République qui avaient déjà été en vigueur, quant à la disparition de tout signe de culte dans un lieu qui n'y serait pas destiné, par un arrêté du département du Haut-Rhin en date du 3 Brumaire an 2 de la République / 24 Octobre 1793 / dont voici les principales dispositions.

Art 1. Toutes les croix, chapelles, Ex-voto et autres monuments de cette nature existant sur les voies publiques, chemins de communication, dans les forêts et autres lieux quelconques du département du Haut-Rhin, et qui ne servent point particulièrement recueils à l'exercice d'un culte religieux, seront détruits dans la semaine;.... à la diligence des municipalités....

Art 2. Les citoyens curés sont invités à faire transférer les dits croix et autres images consacrées à la dévotion, dans l'église paroissiale.



...particulièrement destinée à recevoir les objets qui lui sont  
 destinés, et qui sont destinés à son service. Les deux propriétés  
 distinctes et séparées de la transition se passent une partie de l'existence  
 et leur rapport à ces objets.

Art. 3. Les procureurs des communes rendront compte de leur  
 administration... de l'exécution de l'arrêté du 10. Et signé par l'Asche  
 vice président et secrétaire général.

Les 25 Ventose 3<sup>me</sup> année Républicaine, l'an de grâce mil  
 sept cent quatre vingt quinze, le 15 Mars, les troubles, opposés  
 au libre exercice des cultes étant etant devenus devenus devenus devenus  
 le décret de la convention nationale du 3 Ventose an 1<sup>er</sup> 1792  
 665, et 126. les fonctions publiques ne pouvant cependant servir  
 à, par les troubles opposés à l'exercice de la religion du district  
 de la Seine du 13 Ventose an 1<sup>er</sup> 1792, par le ou par la même circonstance  
 au présent registre, j'ai administré le serment de pureté  
 sous conviction et avec les cérémonies de l'Eglise, dans la chapelle  
 par la suite de la messe faite sans ma propre maison, au  
 enfants d'ont sont tombés, mes parents le 6 Thermidor an 1<sup>er</sup>  
 24 Juillet 1794, et qui n'avaient été ordonnés par les communes.

Berthelot curé.

Copie de la lettre de l'agent national Vossee adressée au  
 aux municipalités de son département du 15 Thermidor, an  
 2 de la République française 15 Août 1794.

Les signes extérieurs de tout culte doit disparaître; tel est le  
 vœu de la loi, citoyens, tel est pareillement celui des communes  
 l'arrêté des Représentants du peuple et commandant les troupes  
 de vos temples sont encore surmontés de croix, et présentent ainsi  
 passants le symbole de la superstition, aussi bien que les croix.



terisent une indifférence blâmable pour l'exécution des lois :  
je vous invite, citoyens, de faire entrer sans délai tout monument  
cette marque indicative d'une culte particulier; aucun de ces  
bâties ne doit souiller l'œil républicain. Nous vous recommandons  
de vous en faire saisir et en faire saisir subsister les titres légers  
empreinte dans l'arrondissement qui vous est confié. J'aime à  
croire que non moins frappés de l'utilité, même du besoin  
de suppression, que jaloux de vous montrer stricts observateurs  
de la loi, vous mettrez toute votre attention et tous vos soins à  
retirer tous signes religieux qui pourraient encore exister dans  
votre canton et à les faire disparaître et vous en faire saisir  
inductions à la loi. Saluts et fraternité.

Signé Blosse. Voyez la page suivante.

NB. Les Eglises ont été remises à l'usage des citoyens par le Directoire  
le 11 Nivôse, 30 Nivôse 1795, libre à eux d'exercer leur culte, à  
charge de les entretenir et réparer ainsi qu'ils remontent, sans aucune  
contribution oner.

Le 1<sup>er</sup> Floréal 3<sup>ème</sup> année Républicaine. 20 Avril 1795  
Eglise d'ici / Chaffans/, comme beaucoup d'autres du District,  
a été donnée en administration pour le Directoire du District de  
Bellevue pour une année seulement, et elle a été adjugée à Jacques  
Rijer, le jeune de Blange, qui ne l'a administrée que pour la com-  
modité de la paroisse et pour l'exercice de la religion. Le prix  
de l'administration est de quinze livres pour l'année, et cette admi-  
nistration, ainsi que de celles des autres Eglises, s'est faite au plus  
appant et dernier enchérisseur. Après quoi le 3<sup>ème</sup> Dimanche  
après Pâques 26 Avril 1795, nous y avons célébré les offices divins  
habituellement et avec affluence des paroissiens, nous y avons



recommencer les fonctions paroissiales et donner le baptême  
ainsi qu'il suit.

Memo. M. Vassé, ancien député de l'Alsace aux assemblées  
législatives de la première révolution, et ancien avocat au conseil  
souverain de cette province, vient de mourir à Gromagny/Haut  
Rhin, à l'âge de 89 ans. Étoit des viles du journal et des  
campagnes de 28 ans 1832.

Copie de l'arrêté de M. ilhaud et Guyardin. Représentants du  
peuple près l'armée du Rhin, sur l'enlèvement de l'argent  
des églises etc.

### Liberté — Égalité.

Considérant qu'il est urgent de montrer que les ressources de  
la république sont aussi inépuisables que les vœux du peuple,  
est innommable, et voulant employer les ressources du peuple  
pour éteindre une guerre impie, dont il est lui-même la  
victime.

Contraire de cette grande vérité proclamée même par un des  
pères les plus illustres de l'Église, qui disoit que dans les temps  
où l'on se servoit de corbeilles de bois, les prêtres étoient d'or  
que lorsque les corbeilles étoient d'or, les prêtres étoient de bois.

Voulant autant qu'il est en leur pouvoir rallier les hommes  
autour de l'autel de la nature, et leur inspirer les principes éternels  
de la morale universelle, qui seule doit être la religion d'un  
peuple libre.

arrêté le 10 suit :

Art. 1. L'usage de tout culte est libre dans les temples  
publiques ou particuliers.

Art. 2. Tout culte est libre et égal devant la loi.



et de la religion, et de la morale.

Art. 3. Les auteurs et éditeurs de tout ouvrage imprimé, écrit ou gravé, qui aura pour objet la religion, la morale, la science, la littérature, ou la politique, et qui sera susceptible de nuire à la religion, à la morale, à la science, à la littérature, ou à la politique, seront tenus de déposer un exemplaire de leur ouvrage dans la bibliothèque de la ville de Paris, et de le faire inscrire sur le catalogue de cette bibliothèque.

Art. 4. Les auteurs et éditeurs de tout ouvrage imprimé, écrit ou gravé, qui aura pour objet la religion, la morale, la science, la littérature, ou la politique, et qui sera susceptible de nuire à la religion, à la morale, à la science, à la littérature, ou à la politique, seront tenus de déposer un exemplaire de leur ouvrage dans la bibliothèque de la ville de Paris, et de le faire inscrire sur le catalogue de cette bibliothèque.

Art. 5. Les auteurs et éditeurs de tout ouvrage imprimé, écrit ou gravé, qui aura pour objet la religion, la morale, la science, la littérature, ou la politique, et qui sera susceptible de nuire à la religion, à la morale, à la science, à la littérature, ou à la politique, seront tenus de déposer un exemplaire de leur ouvrage dans la bibliothèque de la ville de Paris, et de le faire inscrire sur le catalogue de cette bibliothèque.

Art. 6. Les auteurs et éditeurs de tout ouvrage imprimé, écrit ou gravé, qui aura pour objet la religion, la morale, la science, la littérature, ou la politique, et qui sera susceptible de nuire à la religion, à la morale, à la science, à la littérature, ou à la politique, seront tenus de déposer un exemplaire de leur ouvrage dans la bibliothèque de la ville de Paris, et de le faire inscrire sur le catalogue de cette bibliothèque.

Art. 7. Les auteurs et éditeurs de tout ouvrage imprimé, écrit ou gravé, qui aura pour objet la religion, la morale, la science, la littérature, ou la politique, et qui sera susceptible de nuire à la religion, à la morale, à la science, à la littérature, ou à la politique, seront tenus de déposer un exemplaire de leur ouvrage dans la bibliothèque de la ville de Paris, et de le faire inscrire sur le catalogue de cette bibliothèque.

Art. 8. Les auteurs et éditeurs de tout ouvrage imprimé, écrit ou gravé, qui aura pour objet la religion, la morale, la science, la littérature, ou la politique, et qui sera susceptible de nuire à la religion, à la morale, à la science, à la littérature, ou à la politique, seront tenus de déposer un exemplaire de leur ouvrage dans la bibliothèque de la ville de Paris, et de le faire inscrire sur le catalogue de cette bibliothèque.

Le présent décret sera imprimé dans toutes les formes, et sera envoyé à tous les citoyens, pour qu'ils puissent en prendre connaissance.











- pourraient faire soupçonner d'indivision ; les les dénommer ainsi en  
 vertu de surveillance des communes où ils habitent.
- Art 5. de faire remettre par les municipalités l'état des colporteurs  
 vagues, .... en souliers, chemises, bas etc. .... ils tiendront notes  
 des communes où il se aura été fait aucun arrêt de colportage.
- Art 8. Dans tous les cas où les commissaires civils croiraient remarquer  
 des papiers ou traits de complots contre la révolutionnaires dans les son-  
 nettes ou effets des personnes suspectes, détenues ou non encore arrêtées, ...  
 ils pourront requérir le juge ou même un canton, ou à son défaut  
 les municipalités de faire arrêter les susdites et,
- Art 9. Les commissaires civils sont autorisés de faire toutes visites  
 domiciliaires pour la recherche des personnes et choses suspectes et.
- Art 10. Les commissaires civils s'informeront si les communes qui  
 auraient coutume d'approvisionner les marchés ... contiennent ces  
 approvisionnements, ou quel usage les habitants font de ces objets ;  
 s'ils les laissent périr ; s'ils les vendent au détail ou en gros ; s'ils  
 les vendent en détail ou en gros ; s'ils les vendent en détail ou en gros ;  
 s'ils les vendent en détail ou en gros ; s'ils les vendent en détail ou en gros ;
- Art 11. Les commissaires civils prendront des renseignements sur  
 les fortunes des citoyens, et spécialement des riches et des hommes  
 riches, pour leur en faire un rapport au conseil de la commune.
- Art 12. Les commissaires civils inscriront des procès-verbaux de  
 mutations faites par eux et les enverront ... au comité central.  
 Ils pourront pour l'exécution de leurs opérations requérir qu'ils  
 soient valables sans les citoyens, pour en faire usage.
- Art 13. Les commissaires civils ... sont tenus de charger ... de l'informa-  
 tion, dans chaque commune, si toutes les lois, ordonnances et régle-  
 ment.



Plus, affichés. — si les contributions sont payées exactement, — si les déclarations forcées de l'imprimé sont faites, — si les biens meubles et immeubles des émigrés sont dûment déclarés, rendus si le service des hôpitaux se fait exactement tel.

(Art 14. Pour débarrasser la ville de tous les ennemis de la révolution, la force révolutionnaire fera rapidement la chasse et la capture de tous les mauvais citoyens. On nommera de ceux qui appellent la surveillance. Les plus sévères sont spécialement indiqués:

- 1<sup>o</sup> Les juifs, peaux de pays.... infames agitateurs,
- 2<sup>o</sup> Les ex-nobles presque toujours insensibles à la philosophie, à l'humanité, et violemment ennemis d'une révolution qui les désaville.
- 3<sup>o</sup> Les gardes des forêts, la plupart nobles des ex-nobles, les persimaciens, les ennemis de la révolution.
- 4<sup>o</sup> Les prêtres et les curés constitutionnels, en général non moins antiques que les républicains, et ne renouant presque jamais à leur esprit sacerdotal d'équisme et de domination.
- 5<sup>o</sup> Les employés aux douanes.
- 6<sup>o</sup> Les pêcheurs et bateliers parvenus à se faire entendre avec les pêcheurs de l'étranger et les pêcheurs de l'étranger.
- 7<sup>o</sup> Les individus jacobins qui sont forcés de sortir du territoire de la France, sous le prétexte d'aller en pèlerinage à notre Dame ou à sainte, et d'être Dame de la nation.
- 8<sup>o</sup> Les français et étrangers entrant et sortant avec des passeports délivrés par des municipalités.
- 9<sup>o</sup> Les instituteurs étrangers, et professeurs, établis à l'école de l'étranger, qui ont mis la main sur les livres.
- 10<sup>o</sup> Les individus des deux sexes qui se livrent à leurs traîtres secrets.

les jours de Fête, affilant de libérer le ci devant Vainqueur, sort pour la fermeture des boutiques, sort pour leur costume d'homme de 11<sup>e</sup> classe qui refaitent ou différencient de présenter publiquement sur leurs maisons les signes extérieurs de l'unité, indivisibilité de la République. De l'égalité, liberté, etc.

Art 15. Il sera rigoureusement tenu à toutes les écoles d'enseignement ou d'enseignement ou.

Art 16. L'étude de la nature étant le seul culte qui convienne à un peuple libre, et devant remplacer les religions mensongères, qui ont trop longtemps fait le malheur de notre humanité les commissaires civils feront incessamment célébrer dans chaque chef-lieu de canton de leur ressort une fête de la raison, à l'instar de celle qui aura lieu le 11 thermidor dans le chef-lieu du Département, et ils procèderont aux mesures nécessaires pour qu'une heure de chaque jour de Fête soit employé à instruire les citoyens de leurs droits et leurs devoirs.

Art 17. Les commissaires civils rendront compte de leurs opérations journalières au comité central. Ils sont responsables de l'exécution de toutes leurs opérations etc.

Le Colmar le 2 jour de Frimaire an 2 de la République française une et indivisible. 22 Novembre 1793. Signé Héroult.

Copie d'un arrêté du même Représentant Héroult dans le département du Haut Rhin, en date du vendredi 3<sup>e</sup> Decembre de thermidor an 2 de la République française / 14 Novembre 1793 pour assurer révolutionnairement dans ce Département les mesures de sûreté générale. Sous n° 3524.

Le Représentant du peuple misse extraordinairement sous le sceau de la République.

Le Représentant du peuple misse extraordinairement sous le sceau de la République.





Copie de l'arrêté des Représentants du peuple, du 22 Ventôse an 2, de la République française, unanime, et insinué le 22 Ventôse 1794, pour l'arrestation générale de tous les prêtres réfractaires dans le Haut et Bas Rhin et du Mont terrible, et leur transportation à l'île de Basenon. N° 4139.

Liberte, Egalité.

En vertu du même Français.

Les Représentants du peuple, envoyés près les armées du Rhin  
 (voir tome 1 de la Mosaïque). Instruits par leurs propres yeux de l'état  
 (page 100). Réplorable on se trouve l'esprit public dans les départements  
 du Haut et Bas-Rhin, et du Mont terrible, que là, et nota-  
 mment dans ces deux derniers départements, les prêtres exercent  
 un pouvoir révoltant; tiennent les citoyens dans une vaine  
 acécialement pendant plusieurs jours de fêtes, sous prétexte du  
 culte religieux, tandis que la terre demande des bras, tandis qu'  
 une riche moisson reste sur le sol, et qu'on voit se prolonger une  
 disette qui aurait déjà dû finir, et dont les différends de la  
 patrie souffrent encore, qu'ils profitent de cette vaine, qu'ils  
 commandent, pour prêter la révolte, corrompre les mœurs et  
 exciter le désordre,

Que l'ignorance et la superstition sont telles dans ces départements  
 que le peuple est toujours sous le despotisme et méconnaît la révolu-  
 tion, que ceux qui se sont emparés de la confiance se gardent bien de  
 lui faire connaître et aimer.

Que l'impudence des prêtres est portée à un si haut point, qu'une  
 commune du district d'Altkirk, plusieurs d'entre eux ont  
 osé que, au rassemblement de superstition, et l'occasion d'en



l'âge, qu'ils ont perverti le peuple pendant l'exercice de  
leur culte, de manière à le porter à la révolte contre le gouverne-  
ment; qu'enfin ils se sont livrés à des orgies qui se sont prolongées  
en avant dans la nuit, pendant que des hommes trompés par  
une fausse amitié ont écrit des chansons contre révolutionnaires, et allé-  
ment avec eux triser l'arbre de la liberté avec des imprécations  
contre le gouvernement républicain; / voyez à ce sujet, à la fin du  
présent arrêté, la note de M<sup>e</sup> Aboupoint vicairie chez M<sup>e</sup> Berthollet  
curé de Chaffans: / qu'il est prouvé par une foule de renseignements  
sur les autres communes de la patrie; que les émigrés ont  
par les piques et ramifications de leurs complots criminels; que  
leurs vices dépravés ont ennuies les riches du pays, dont ils sont les  
ennemis à cause de ce qu'ils en reçoivent, les portent à favori-  
ser les vices du premier et de la correspondance qui subsi-  
ste entre les émigrés et les aristocrates de l'intérieur sur une frontière  
où les malveillants abondent.

Qu'ils séduisent les femmes et corrompent les mœurs: / en latin  
équivoque: / qu'ils machinent en secret la contre-révolution, qu'ils  
ont trahi dans leurs mœurs, même quand ils parlent de leur  
attachement aux lois, langage équivoque dans leurs bouches.

Que le résultat de leurs manœuvres dans ces départements; est  
une ignorance totale des lois de la liberté, le mépris de la mon-  
naie républicaine porte à un tel degré, que les propriétaires  
dans quelques endroits, préfèrent laisser périr les productions de  
la terre, à en faire l'échange contre cette monnaie, et que les  
défenseurs de la patrie, ne peuvent obtenir les denrées nécessaires  
à leur subsistance, s'ils ne peuvent les payer avec le vil métal  
des monnaies; que la république est en danger sans une unité.

est déjà préparée avec tant de soins, qu'un cultivateur de la commune de Dammarié a bien eu l'audace au milieu de ses riches moissons, d'annoncer en présence des Répresentants du peuple sous-ignés, que la récolte de cette année, quoiqu'elle soit si abondante qu'elle paraît, n'équivaudrait pas à celle de l'année dernière, et que les gerbes sans nombre que l'on transporterait dans les granges, ne donneraient point de grain; un dédain profond pour les signes de la récolte, remplais presque partout par des signes de ralliement de nos tristes conspirateurs, tandis que la bouche est au lieu de l'arbre sec, plantée par les portraits.

D'un autre côté, non moins funeste de ces précipitations audacieuses et fanatique est un relâchement de l'esprit public, une habitude de tous les désordres et un avilissement tel que les satrapes qui s'en plaignent élèvent la voix faiblement pour les arrêter, que les administrateurs qui les voyent s'ébranlent à peine pour y porter remède; de sorte qu'à lois qu'il est prouvé que les conspirateurs trahissent de trahir la patrie en correspondant avec les ennemis rassemblés sur l'autre côté de la frontière; qu'ils appellent la guerre et la mort sur ces contrées qui les reçoivent; qu'ils veulent dévaster les moissons qui les nourrissent; qu'ils ont ceux qui souffrent, conduire les ennemis de la liberté dans ses chemins, producteurs, et livrer au feu des troupes, et la guerre civile, et la mort ces mêmes communes qui les accueillent en regardant leur.

Les autorités constituées frappées d'une horrible inertie se contentent de blâmer froidement les désordres, et n'osant ou ne voulant apaiser la bouche vengeresse des lois sur le méchant qui ne respire contre la sûreté ou l'oppression.

Enfin ce qui suit comme mesure d'abolition publique.



Art. 1. La maison où se sont rassemblés les prêtres qui ont arraché ou fait arracher l'arbre de la liberté, dans la commune de Hirsingen, sera rasée sur le champ; l'église de cette commune sera fermée, tous les objets du culte seront enlevés; elle sera démolie employée à des objets d'utilité publique; son clocher sera détruit; son armoiries abolie; l'administration du Bas-Rhin (sauf l'exception de l'arrondissement de Hirsingen) dans le plus court délai aux représentants du peuple sa réunion provisoire à une autre commune; les prêtres qui sont portés sur la liste ci-dessus ne pourront exercer leur ministère; les maires et officiers municipaux qui les ont soufferts seront arrêtés et détenus comme suspects.

Art. 2. Tous les prêtres des trois départements ci-dessus désignés, seront sur le champ mis en arrestation, conduits à la citadelle de Belfort, où ils seront enfermés et traités comme gens suspects.

Art. 3. Le nommé Beringard, cultivateur de la commune de Dammervill, pour sa présence au milieu du peuple suscitée à chercher à répandre l'inquiétude sur la révolte de l'Allemagne, sera mis en état d'arrestation comme suspect.

Art. 4. Le chef général de division commandant à Strasbourg, et chargé de l'exécution du présent arrêté. Il se rendra sans délai à Colmar, à Elt-Kirch, et partout où sa présence sera utile; il donnera les ordres nécessaires à la force armée, chargée de l'enlèvement des prêtres. Tous les commandants militaires s'efforceront à la répression et à ses ordres. Les administrateurs de départements et de districts, et les municipalités lui donneront, sans délai tous les renseignements dont il aura besoin.

Art. 5. Les administrateurs sont collectivement et individuellement responsables des délits de toute nature qui leur échappent ou leur

criminelle insouciante pouraient laisser commettre de nouveau dans l'étendue de ces départements.

Art 6. Le présent arrêté sera imprimé, affiché et publié dans les deux langues dans les communes des trois départements ci-dessus désignés.

Signes Heritz et Gourjon.

Note de M<sup>e</sup> Mounpoint sur l'une des calomnies contre les prêtres, rapportée dans le précédent arrêté.

Une seule calomnie reconnue par après: Il parle d'un jour où l'on célébra le patron de Hirsingen; ils étaient deux prêtres qui joints au curé du lieu solennisaient la fête; un dîner prêtres les vertus du saint, et tout fut paisible. Il arriva que selon la coutume du pays, un petit arbre fut planté le 1<sup>er</sup> Mai devant la maison du curé. L'arbre, les rivaux ou méchants le coupèrent avant le nuit, le maire s'en plaignit au district d'Altkirch; De suite on prétendit calomnieusement que le respectable arbre de la liberté avait été coupé, on en dressa un procès-verbal qui fut envoyé au comité de salut public, qui fit mener contre cette commune les mesures les plus rigoureuses, on rasa la maison curiale; la tour fut démolie, et cependant l'arbre de la liberté n'avait pas été touché, il était intact; il n'y avait pas là de rassemblement séditieux, et point d'égorgés.

Seconde note de M<sup>e</sup> Mounpoint sur le même arrêté.

Cet arrêté fut exécuté dans toute la forme et tenor, et dans l'espace de vingt quatre heures tous les prêtres de ces trois départements furent saisis, conduits à la maison d'arrêt de Belfort, puis ensuite par des escortes de gendarmerie et de garde nationale à la citadelle de Besançon; on arriva, tous furent fouillés, et jetés enfin dans les prisons, qui n'ayant pu suffire pour tous les contenir, on fut



soixante pour remplir l'église de la dite citadelle. On y était pieu-  
mielle, catholiques, Protestants, Arabes, Juifs et la vermine; elle  
regardait surtout dans les salles de discipline, ou prisons, ou écuries  
entre les premiers arrivés. On était sous la surveillance d'un boiteux  
nommé Chazerau commandant de la citadelle, homme rude et  
méchant à l'excès, qui joignait à ces qualités l'inquiète la plus raf-  
finée. On se trouvait quinze, seize dans une chambre ou prison, qui  
contenait quatre ou cinq lits de fer, plus souvent moins; on était  
obligé de faire ses besoins naturels dans ses chambres, et ensuite  
escorté par deux fusiliers, on allait vider le baquet ou urinoir  
qui servait à cet objet.

On s'y attendait journellement à être mitraillé; le canon fut,  
sous les yeux des prêtres, chargé à mitraille, la mitraille continuellement  
réunie à côté, et un canonier de faction, avec ordre de tuer la  
pièce, pour peu de bruit qu'il entendrait. Le quartier où l'on était  
enfermé était tout investi à la distance, de douze pas, en douze pas,  
de sentinelles.

Un bourgeois, pour lors général commandant la ville de Besançon, vint  
trouver les prêtres détenus et après avoir cherché à aggraver le sort de ces  
malheureux par les réprimandes et les menaces qu'il leur fit, il leur dit  
cette phrase: „N'ay garde à vous, s..... sachez que vous n'êtes pas avec des contre-  
révolutionnaires, Vous ..... si vous remuez la moindre chose, nous av-  
ons des canonniers, des canons, de la poudre et de la mitraille, et ceux que  
je canonnerai, mes bajonnettes ne les épargneront pas.”

Les mitrailleurs se tenus sous clefs et verroux, on ne pouvait respirer  
entre les grilles qui entouraient les grilles épaisses ou barreaux  
qui étaient aux portes.

Une ressource que l'on avait pour dissiper le mauvais air, qui

regardait à l'occasion des ordres naturels que l'on avait dans la prison, consistait à fumer de temps en temps. Et bien, cette mode, que et triste ressource leur fut encore eue. Le Général Tubergois accompagné du commandant Chazeron, de l'aide major Gallon, qu'on avait été un prêtre ainsi que de frustiers pour leur surseoir, vint avec un langage rempli d'imprécations et de menaces, saisit toutes ces pipes, briquets, ardoises etc avec la menace, que si quelqu'un avait gardé la moindre chose de ces objets, il le mettrait au échot les bras aux pieds et aux mains.

! Son langage était à la vérité plus expressif, mais beaucoup moins honnête selon l'ouïement révolutionnaire qui était les premiers.

Ainsi ces prisons aient été bien brutes, bien malpropres et bien insalubres, cependant elles n'avaient pas encore eue de défauts pour ces prêtres, et aussi y eut de cette infame brutaire Chazeron, il fallait les réduire à ne pas même voir le jour; c'est pourquoi à l'arrivée du premier convoi de prêtres, il fait allumer la lanterne, et veut les introduire dans les casemates, lieux infects, remplis d'insectes de toute espèce, et qui n'avaient pas le moindre air. L'aide major Gallon fut obligé d'entraîner le premier des prêtres, une de ces frustiers vint et dit, que les prêtres et les prêtres se trouvaient dans un état déplorable, et que si les prêtres ne venaient pas, ils verraient la prison se remplir de prêtres. Et ainsi, tant bien que si bien ferait le tombeau au moins de quelques-uns. Il retourna la parole à Chazeron, il lui dit, qu'il n'était pas possible, ni probable que ces hommes se fussent entassés et logés dans ces casemates, que ce lieu était tout malpropre, rempli d'insectes etc, qu'il fallait les loger ailleurs. Alors le commandant à jambe de bois



les fit conduire dans les 120 logis, 40 prisonniers qui sont à la gauche  
du corps de garde dans une espèce de cul-de-sac. Il y avait les 12 cham-  
bres toutes semblables, chacune de 15 et 16 pieds. Les uns arrivèrent  
quand ces 12 chambres furent remplies, furent mis dans l'église,  
et ils y étaient au nombre de 206.

Le spectacle de ces malheureux prisonniers déteints causait encore une  
triste curiosité, on venait les voir depuis la ville; les parents ou  
paroissons venaient de quinze, vingt lieues voir leurs pères, leurs  
frères, leurs amis, leur offrir des secours; mais il fallait dire tout  
haut en prison de ce commandant s'il n'y a rien de bon, ce qu'on avait  
à se dire mutuellement de la conservation qu'il était tenu de faire, alors  
p.... donne ou dis ce que tu veux dire, et dépeins-le! Il était l'in-  
terlocution qu'il fallait à ceux qui venaient de loin voir leurs parents  
amis ou amis, comment cela va-t-il, disait l'étranger, il fallait  
répondre "bien, assez bien", contre toute espèce de vérité, et aussitôt on  
se séparait, chacun la femme à l'œil, et les femmes se ferraient.  
Quand le prisonnier était un peu plus long que celui qui est resté, on  
allons f.... as-tu bientôt fini, je commence à me lasser, disait vite  
le commandant, et il fallait finir.

Ceux qui venait voir ces prisonniers depuis la ville étaient tous et tous  
Paris et même même temps, on avait la parole pour eux, on leur  
donne, on leur donne, on leur donne, on leur donne, on leur donne,  
mouvements pour la patrie" etc. La chapelle contenait d'excellents  
musiciens qui avaient leurs instruments: ceux-là avaient l'avantage  
de pouvoir changer à tout, à la demande de l'organe, pour les  
musiciens, pour les amis, pour les amis, pour les amis, pour les amis,  
disait, alors, jouez-moi de beaux airs, disait lui-même en  
enthousiasme ainsi qu'un et aller qu'il avait dit, et puis

il fallait être ainsi le presetemps de ces messieurs et de ces dames au  
mante la musique.

Cependant de jour en jour, on apprenait des nouvelles rassurantes.  
On avait déjà appris l'arrestation de Robespierre; on parvint à voir les  
espions, en bien-pourant; mais cette douleur qui endormait des espérances  
aux détenus sur l'amélioration prochaine de leur sort, insensiblement  
l'horreur de quel les brigands de destructeurs et assassins de la patrie, cette  
douleur leur fut bien tôt retirée. Ils apprenant plus que quelques mots,  
qu'on entendait à droite et à gauche, et qu'ils se voyaient environnés,  
qui les rassuraient. En fin on apprit par des lettres particulières que  
le comité de surveillance de Belfort, la municipalité, le district,  
la société populaire s'intéressaient au sort malheureux des prêtres  
détenus à Besançon, et qu'ils réclamaient leur élargissement et  
rebut le près du représentant du peuple Soussadoire. On respira  
enfin, et on attendait avec impatience, le jour au jour 13 Clout 1794  
ou plutôt, l'on entend crier qu'on était élargi au nombre de six prêtres,  
et que le restant le serait sous peu. Le jour de particulier, c'  
est que ceux qui avaient contribué et travaillé à l'arrestation des  
prêtres, furent ceux qui s'offraient pour les aller chercher et leur  
annoncer leur élargissement. C'est que sans doute les circonstances  
changées par l'arrestation et mort de Robespierre, les sectateurs  
voulant se tourner du côté qui pouvait les mettre à l'abri. Quoi  
qu'il en soit, le nommé Delaporte de Belfort, dit l'ange,  
parce qu'il l'est réellement, se chargea de venir chercher ceux qui  
l'arrête du représentant Soussadoire rendrait à la liberté; mais  
voilà les tenus suit:

Quel de l'arrête du représentant du peuple Soussadoire délégué dans  
les départements du Rhin: Du 24 thermidor 2 année de la république



Barroise, 11 août 1794.

Liberté, Egalité, Fraternité ou la mort.

Au nom du peuple français.

L'assemblée représentant du peuple français délégué dans les départements du Haut-Rhin.

Informé qu'en exécution de l'arrêté pris par les représentants du peuple Stentz et Gengenot, du 4 courant, tous les ci-devants prêtres encore existants dans le département du Haut-Rhin ont été mis en arrestation et importés à la citadelle de Besançon.

Considérant que cette mesure générale a enveloppé dans l'arrestation, sans distinction, des individus coupables d'avoir arrêté les progrès des lumières et la marche de la révolution, et des hommes paisibles, qui se sont expressément excusés les lois, et d'en propager les principes.

Il est important que les innocents ne soient pas confondus avec les coupables, et que ceux qui n'ont point troublé l'ordre public jouissent dans la société de la tranquillité que la loi assure à tous les bons citoyens.

L'assemblée du procès-verbal du jour d'hier rédigé par les administrateurs du district, ceux de la commune, et les commissaires désignés par la société populaire de Belfort, réunis au comité de surveillance par l'invitation du représentant, que les ci-après dénommés sont du nombre de ceux que les bons citoyens ne dénoncent pas, et qui ont toujours manifesté le plus pur patriotisme, et la plus entière soumission aux lois.

Arrêté par les citoyens:

Gallot,

Bourrier,

Jean-Philippe de Buse,

Borne de Banvillars,  
 Lother,   
 Girardeij,  
 Donze de Vezelois,  
 Courol de Botans,  
 François Messert,  
 Villet,  
 Chaque de Fontaine,  
 Chaque de S<sup>t</sup> Germain  
 Abailot de Létit-lois,  
 Collety de S<sup>t</sup> Cosme,  
 Girardin de Delle,  
 Brunat de Grandvillars  
 Simonin de Courcelles,  
 Donze de Fesche l' Eglin,  
 Cent livres de Tréide Fontaine,  
 Aboupoint de Grandvillars,  
 Kaunotry de Lufhan,  
 Duclaus de Maubach,  
 Nusbaumer de Wäldwiler,  
 Lejion de la Chapelle sous chaux,  
 Lejion de Vauthermont,  
 Raichet de Fougouette,  
 Weiss de Maseranx  
 Chaque du même lieu  
 Viciard de Lhann,  
 Donze d'Argest,  
 Quelleren de Delle,



Thové de Bermont,  
 Clavey de Dampjustin,  
 Derboux de la Collonge,  
 Berdolet de Schaffens,  
 Richerot du même lieu,  
 Woland,  
 Deyler d'Odern,  
 Baïssier de Mollac,  
 Guiry de Belfort,  
 Bourgeois de Battenheim,  
 Clerc du Pais,  
 Feltin de Bavilliers,  
 Hamelard de Chavannes-sur-l'étang,  
 Jacotey de la Moirée,  
 Bernard de Mougemont,  
 André Bétrich,  
 Meff de Chauvin, &c.  
 L. C. Schmidt d'Esquisheim, seront incessamment remis en liberté  
 par les soins de l'agent national du district, et qu'il en sera donné  
 avis sans retard au comité de salut public.  
 Fait le 24 Thermidor 2<sup>e</sup> année de la République française une  
 et indivisible, 11 août 1794. Signé Tournécoire.  
 Note. Les prisonniers qui restèrent à la citadelle de Besançon après l'ôt  
 argement de ceux portés au présent arrêté, furent aussitôt après la  
 sortie de ces derniers, mis en liberté; ils ne furent plus tenus si strictem-  
 ent tenus sous clef, avaient liberté de sortir dans la cour de temps  
 en temps, pour respirer l'air, et aller même par toute  
 la citadelle. Le commandant Chozeau ayant appris qu'ils n'étaient

été dévoué à la société populaire de Belfort, en prison du 1<sup>er</sup> épi-  
 rant. Fouscatoire, auquel on exposa tous les mauvais traitements  
 qu'il avait fait souffrir à ses prisonniers, qu'il traitait avec moins d'hu-  
 manité que des animaux, commença ainsi à traiter mieux ceux qui  
 restaient, toucha même d'en donner un certificat des restants, comme  
 ils étaient et avaient été bien traités, et qu'ils ne pouvaient se  
 plaindre de lui; mais tous à l'exception d'un ou deux qui le lui  
 auraient accordé, refusaient de lui donner cette attestation. Bientôt  
 après un certain nombre fut encore élargi, et les autres conduits  
 à M'heauville en châtillon, où ils eurent pleine et entière liberté  
 dans la ville. Leur élargissement ne tarda pas de s'ensuivre aussi;  
 et à nombre d'habitants fut restituée, et conduit dans une forteresse  
 à ..... pour y être fermé jusqu'à la paix. Il put alors accéder  
 à son aïe cet ancien et ne fais pas autre, ce que tu ne pourras  
 pas qu'on te fait.

Copie d'un arrêté des représentants du peuple Stentz et Gouyon,  
 en date du 21 messidor an 2 de la République française une et  
 indivisible, 9 Juillet 1794, pour l'établissement d'une commission  
 révolutionnaire ambulante.

Après de longs considérants toujours exagérés, et ne respirants que  
 la révolutionnaire, et la destruction qu'ils disent qu'ils vont porter  
 jusqu'à dans le sein des ennemis intérieurs du peuple ..... suivent  
 enfin les dispositions de l'arrêté.

Art 1. Il sera fait dans les départements demandant de l'armée  
 du Rhin, une recherche exacte de tous les conspirateurs des contre-re-  
 volutionnaires, et des gens suspects, et notamment de ceux qui par quelque  
 moyen que ce soit. Déterminent les assignats, ou autres .....  
 dont l'un en main écarte et l'autre en assignats; qui font le commerce



l'argent, et qui gardent les denrées de première nécessité dont ils font habituellement commerce; qui ne les vendent qu'à un prix mesuré en assignats; ou qui refusent absolument de les vendre pour des assignats. De ceux qui séduisent le peuple par le fanatisme, et le portent à la révolte, et au mécontentement contre la République.

Art 2. Tous les prisonniers des délits ci-dessus, seront sur le champ mis en état d'arrestation. Le procès-verbal qui constatera leurs délits sera dans le jour adressé aux Représentants du peuple près l'armée de l'Rhin, et au comité de sûreté générale. Les Représentants du peuple enverront les contre-révolutionnaires au tribunal révolutionnaire. Ils feront mettre les autres en arrestation comme gens suspects.

Art 3. Pour l'exécution des dispositions ci-dessus, il sera établi une commission composée de trois membres. Les deux premiers seront les citoyens Chasseloup, député de la commune de Strasbourg, et Hanley, Mayoran, ancien municipal de Belfort, et James, à l'écart, député dans les transports et conversations.

Art 4. Cette commission sera ambulante; elle surveillera les trois-arts, soit sur les lieux des délits, soit ailleurs, sur des rapports de citoyens. Elle est autorisée à requérir la force publique pour la mise en arrestation des prisonniers.

Art 5. La commission n'exercera pas les fonctions dans les communes de Strasbourg, où le zèle et le patriotisme de la plèbe et des fonctionnaires publics sont suffisants, elle leur dénoncera les délits qui pourront être à sa connaissance, et les autorités constituées prendront les mesures nécessaires par les dits dénonciations en conséquence du présent arrêté: elles en rendront compte aux représentants du peuple.

Art 6. La commission n'existera que jusqu'à ce que toutes les autorités

constitués ayant été renouvelles dans les départements ci-dessus mentionnés, on vint le gouvernement révolutionnaire avait acquis la même victoire.

Art 7. Le présent arrêté sera traduit en allemand, imprimé dans les deux langues, est envoyé aux départements des Haut et Bas-Rhin, du mont Terrible et des Vosges, où il sera publié et affiché dans toutes les communes.

Signé: Herault; et Gouyon.

Art 8. Le souvenir douloureux des horreurs commises dans le département du Haut-Rhin en vertu des arrêtés révolutionnaires des Herault, Gouyon, Herault et des commissaires infames qui en étaient la suite, s'efface difficilement. Il n'y avait alors dans le département de vrais citoyens, de vrais patriotes, c'en était des révolutionnaires brigands, ou parmi la clique des hommes de sang, qui se faisaient peur, que pour se prouver ceux que l'injustice avait dévorés. L'homme vertueux et tranquille qui ne savait pas dénoncer les concitoyens, surtout les riches était un modéré, et devenait l'objet de la fureur des commissaires civots, qu'on craignait plus qu'on ne craint les voleurs, les assassins; celui qui n'était pas sale et suant; qui n'avait pas un bouton rouge, des mains tachées, et un grand sabre, était un misérable, autre espèce à poursuivre. Ceux qui par leur vertu, leur talents, leur probité avaient de tout temps mérité l'estime de leurs concitoyens, n'étaient plus que des feuillans, parce qu'attachés au bonheur de leur patrie, ils croyaient que l'injustice qui était à l'ordre du jour, et les extravagances révolutionnaires n'était pas ce qui établirait le gouvernement heureux que l'on désirait. Ceux qui ne savaient pas parler dans les assemblées populaires, dans les clubs, ceux qui ne savaient pas dénoncer, fierer les hommes en place, les



administrations toutes entières. Les directeurs des postes, les directeurs des hôpitaux, les médecins chirurgiens, les marchands, etc. étaient regardés comme des tristes d'Aristocrates, des féodalistes, des conspirateurs, des contre-révolutionnaires.

Ceux qui ne mélaient pas à leur langage les propres grossiers, les imprécations, les blasphèmes, les juréments : ceux qui par une garde touchaient encore le propos de Bon Dieu, d'Eglise, de messe, de prière, et plus que tous les autres les prêtres qui continuaient leurs fonctions ecclésiastiques, les fidèles qui allaient à l'église : qui priaient chez eux, qui s'occupaient pour le rétablissement des bonnes mœurs et de la religion, tous cela enfin, on avait encore le culte catholique, et ainsi s'empresaient pas de le briser au tel, d'ôter, foute baptêmeaux, de faire au feu tous les objets du culte, n'étaient plus regardés que comme des fanatiques, des superstitieux, des gens embêtés; leurs maisons, leurs démarches étaient espionnées; on examinait s'ils chantaient les Dimanches, s'ils étaient bien habillés et s'ils se trouvaient par hasard quelques-uns ensemble, aussitôt ils étaient dénomés comme formant des complots contre-révolutionnaires; bientôt après sur le dire d'un polisson ou d'un bonnet rouge, tous ces individus n'existaient pas aux yeux des dévots; qu'ils n'étaient pas au dehors de leurs maisons un bonnet rouge, qu'ils avaient un père ou un frère malade, ils étaient tout d'un coup et livrés aux maisons d'arrêt. Celui qui sur un meuble, un monument antique, un tableau, un fourneau, une cheminée, ou quelque chose de ce soit, avait une fleur de lys, même imperceptible, une armoirie insignifiante, une trophée ou un saint couronné, ou quelque autre chose de cette nature, et qui de suite, au risque de briser son meuble, son fourneau, sa cheminée, ou de défigurer et gâter son tableau, ne faisait pas disparaître tout cela qui effrayait un œil révolutionnaire, et

laisaient briser les monnaies touchées des Dogues sans pour dévorer la moitié de la France, celui-là n'était plus un royaliste, un esclave qu'il fallait enchaîner, puisqu'il aimait encore les esclaves et lui rappelait son esclavage.

Le seul qui a cependant de particulier, c'est qu'on n'a vu ni le pape ni soit un commissaire civil, soit un dénominateur de monnaies touchées, soit un patriote pour en coller, dédaigner, ou rejeter les pièces d'écus frappés au coin de Louis quinze de Paris XVI, ni prêter des assignats à cette monnaie d'or et d'argent qu'ils entendaient soit pour eux, soit pour les besoins de la République. Et quand l'intégrité et la droiture de ces êtres-là se laissent tenter par l'appas de quelques louis, ou qu'on appelle vulgairement Louis d'or, qui leur étaient si précieuses afin qu'ils n'outrageassent pas l'homme juste et honnête, leur délicatesse ne les aura jamais fait refuser, sous quelque forme qu'ils portaient l'impression de la Monarchie. Tout cela était un aspect à un mauvais chien, afin qu'il ne mordît pas.

AB. Tous les articles de cette collection, depuis le commencement jusqu'à cette page, sont tirés d'un registre de l'apparition de Chaffans dans lequel ils ont été insérés en tant qu'écrits par M<sup>e</sup> Alphonse Berdole de la Cour et pendant la révolution écrite par M<sup>e</sup> Chaffans et en partie par M<sup>e</sup> Aboupiant son voisin.

estor. M. G. Kimberlin

cure de

Stambach le Haut



## Observations,

sur les principes de conduite pour les temps de troubles politiques.

L'homme sage doit dans tous les temps s'expliquer avec beaucoup de prudence sur les lois de sa patrie : dans tous les temps de troubles politiques, il ne doit se faire qu'avec la plus exacte réserve. Mais si cette extrême circonspection est un devoir pour tout bon citoyen, combien elle est plus indispensable pour les ministres de la religion ? Dépositaires d'une autorité qui ne s'acquiesce que pour la vérité, auine commande que la justice, tout esprit de parti leur est étranger ; toute discussion inutile ou dangereuse leur est interdite : ils ne se doivent qu'aux vertus nécessaires ; mais ils s'y doivent tout entiers, lorsque le gloire de la religion et les intérêts de la justice exigent qu'ils les fassent connaître.

Cette prudence s'aggrave dans les circonstances où toute la conduite des ministres de la religion est d'autant plus importante, qu'ils ont à se précautionner contre les pièges des hommes impies & perfides, qui tentent de les surprendre dans l'exercice même de leur saint ministère ; qui, sous les dehors trompeurs du repentir de leurs crimes, ne demandent que pour en faire le plus coupable des, pour corrompre la religion, et porter le trouble dans la société.

Les passions & les vices doivent être évacués, parce que le genre de Dieu veut les convertir, mais ils doivent être bien éprouvés par les saints. Les passions et des vices trop communs parmi les hommes ; et on se gardera de s'expliquer avec eux sur les objets relatifs aux troubles malheureux de la patrie et de la religion, pour ne point donner lieu à l'abus des avis qui leur seront donnés.

Nous allons établir quelques principes également utiles pour la religion.

et la sainte politique, qui nous paraissent propres à régler la conduite des bons citoyens et des vrais chrétiens dans ces temps d'exaltation, cet état est désorganisé dans toutes ses parties par les trames des factieux qui ont usurpé l'autorité.

*Soumission et fidélité* Cette soumission peut être envisagée dans l'ordre de la religion et dans l'ordre civil et politique. Les rois de ce monde ont un droit de souveraineté qui a néanmoins ses bornes et ses exceptions plus ou moins étendues, suivant la nature de l'autorité qui régit.

La puissance légitime exige des citoyens et des sujets la soumission la plus entière dans tout ce qui est de l'ordre civil; elle oblige même à un concours actif à l'exécution de ses lois. La stabilité des empires, la paix des nations, et le bonheur des peuples dépendent de la fidélité à ses lois et de son pouvoir indispensable qui est également imposé à tous les membres de la société par le principe de l'Évangile et les maximes de S. Paul.

Obéis-tu ou aussi étroitement obligé à la soumission et la fidélité à une puissance usurpatrice, qui, par droit de conquête, ou par les suites d'une révolte intérieure, s'est élevée sur la ruine du légitime Souverain ?

Le droit de conquête est universellement reconnu par les puissances: ainsi un conquérant est en droit d'exiger le serment de fidélité de ses nouveaux sujets, et ils doivent le lui prêter; mais ce serment ne dispense pas ces sujets de faire des vœux pour le rétablissement du légitime souverain dans ses états, et son autorité.

Le droit de conquête ne peut pas appartenir à des sujets révoltés; mais si, par un effet de la révolte, le souverain est déposé, la souveraineté couronne est abolie; si la puissance usurpatrice dure des lois, et que'elle seule ait la force en main pour se faire obéir; si elle est vraiment établie, et reconnue par les puissances étrangères, si tout espoir de rétablissement de l'autorité légitime est perdu; alors il faut adorer les

Des rois  
dans ces  
religieuses



Dessins de la providence qui permet souvent la chute des empires les  
meux affermis; et d'aut se soumettre au nouveau gouvernement, quelque  
criminelle qu'en soit l'origine.

Mais si la ruine de la puissance légitime n'est pas entièrement conso-  
mmée; s'il reste quelque espérance de la voir rétablie; le serment de fidi-  
lité entre le monarque et les sujets subsiste encore, de sorte que, si l'  
ordre des choses venait à changer au point qu'il fût possible de sauver  
le royaume pour retourner au légitime souverain, on serait obligé de concourir  
actuellement au rétablissement de son autorité. On ne peut donc pren-  
dre envers la puissance rebelle que des engagements négatifs, tels que  
celui de ne pas troubler l'ordre public, telle espèce d'engagement n'est  
qu'une soumission extérieure aux lois, qui n'en supprime ni l'adoption,  
ni l'approbation.

Dans cette hypothèse, l'obligation d'obéir la force n'est pas fondee  
sur le droit qu'elle a de commander, mais sur la nécessité que quelque  
un commande, parqu'il de tous les fléaux, le plus grand est l'anarchie.  
Le devoir est encore prescrit par l'intérêt général et particulier, afin d'en  
pas exposer soi-même et la société aux peines et aux inconvénients sans  
mesure d'un pouvoir usurpé, qui ne régnent pour l'ordinaire que par la  
terreur et les atrocités.

Il faut encore observer que, si l'autorité, quelque'elle soit, donneait  
des lois contraires à la religion, ou en matière de religion, dès lors la  
soumission serait un crime, et la désobéissance un devoir. "Il faut  
obéir à Dieu plus qu'aux hommes." act 5. 29.

Des lois Pour se former une idée juste des obligations qu'imposent les lois  
humaines sous ce rapport se intéressant, nous croyons d'abord devoir  
religieuses. établir d'abord quelques maximes dont tout homme raisonnable et  
chrétien sera toujours la règle de sa conduite.

art 1. Il n'est jamais permis de faire une action formellement con-  
ciliée, ou ordonnée, ou haïe ou au mépris de la religion.

art 2. D'abandonner le culte de la religion catholique pour en adop-  
ter un autre; parceque ce serait introduire l'indifférence des cultes, et  
par conséquent anéantir la religion. Il n'est permis qu'à ceux qui  
ont rendu descripteurs de son autorité de régler la manière dont  
il veut être servi.

3. De faire aucun acte qui annonce une adhésion, ou une partici-  
pation à l'incrédulité, à l'impiété, ou au schisme.

4. De se lier par serment à un ordre de choses contraire à la religion.

At la lumière de ces maximes qui sont d'une vérité incontestable,  
on peut parvenir à décider toutes les difficultés qui peuvent s'élever  
au sujet des nouveautés qu'on voudrait introduire dans un état rela-  
tivement au culte religieux et aux solennités établis, soit de droit  
divin, soit de l'autorité de l'Eglise.

Sanctification La sanctification du Dimanche, un exemple qui exige la cessation  
du travail, l'assistance aux saints offices, la prière, et la pratique des  
bonnes œuvres, ne peut jamais être transférée à un autre jour, ni  
moins par l'autorité temporelle. Ainsi toute loi, qui mépris le  
exemple divin et ecclésiastique, ordonnerait le travail, l'ouverture des  
boutiques, l'étalage et la vente des marchandises pendant ce saint  
jour, serait une loi injuste à laquelle on ne pourrait se fier  
volontairement, sans se rendre coupable: surtout, si cette même ques-  
tion d'un précepte divin et ecclésiastique était exigée, comme un signe  
de protestation ou d'obéissance à l'autorité de l'Eglise. Il est évident  
des circonstances où la loi de la cessation du travail peut souffrir des  
exceptions, tel serait le danger évident d'une persécution qui menacerait  
la vie ou la fortune: telle est la nécessité de combattre une révolte qui



ne peut souffrir aucun délai, ou tout autre ouvrage, pour ne pour-  
rait différer sans un dommage considérable et certain.

Si la puissance rebelle et impie, prétendait au mépris de  
la loi divine et de l'autorité de l'Eglise, substituer d'autres jours  
de fête aux saints jours du Dimanche; si elle voulait y rassembler  
les fidèles par l'assurance du travail et l'assistance à des cérémonies  
prétendues religieuses, serait-elle permis pour éviter la persécution de  
se soumettre à cette loi?

La cessation du travail paraît n'offrir aucune difficulté, parce  
qu'elle n'est contraire ni aux lois divines, ni aux lois ecclésiastiques,  
quin'ordonnent pas de travailler un jour plutôt qu'un autre.  
Cette cessation ne peut pas être regardée comme une adhésion à l'impié-  
té: elle est indifférente en elle-même; elle peut donc être permise aux  
maisons catholiques dont la conduite et les discours prouvent d'ailleurs  
qu'ils n'agissent pas en conséquence d'un prétendu culte religieux natu-  
rel, ni au mépris des fêtes et des Dimanches mais uniquement pour se  
soustraire à la persécution. Or, les malheureux affectueux et éclairés de  
cette conduite de fausseté conséquente, ce serait un scandale pharisaïque  
eux et non l'ennemi.

Il n'est pas ainsi des cérémonies par lesquelles on prétendrait  
solenniser ces jours criminellement substitués aux Dimanches et fêtes  
tablis par l'Eglise. Assister dans les temples ou dans les autres  
lieux où on célébrait ces fêtes, quand même elles ne tendraient qu'à  
introduire un culte indien et étranger à la religion chrétienne, et à faire  
abandonner celui qui a été prescrit par Dieu lui-même, et par son  
Eglise, prendre part à ce nouveau culte, ce serait se rendre coupable  
d'apostasie; et si elles avaient l'ordinaire caractère de fêtes payennes, ce se-  
rait toujours une espèce d'idolâtrie, d'autant plus condamnable, que si

objet en serait plus nil.

Mais il est possible que ces fêtes fussent purement civiques et qu'elles s'y mêlaient des impiétés et des indécences, elle n'auraient donc que du fait des particuliers, et ne seraient point une partie essentielle de la fête.

Dans cette supposition, on pense que ceux qui auraient assisté aux spectacles de fêtes, comme contrainte par les raisons graves de s'y trouver, ne pourraient pas être responsables de ces impiétés, et laissent ainsi sans aucun signe d'approbation.

Il est possible encore que, pour la célébration de la fête, interdiction religieuse, il y ait des choses indifférentes ou elle même, évènements par la suite de la vie, ou par suite de la mort, ou par suite de la naissance, imposant elles une stricte obligation de les fuir?

Qui, si ces choses indifférentes ou elles mêmes sont parties de la fête, et sont comme un accessoire; alors elles en contraignent la malice et l'impureté, et on ne peut s'y mêler sous quelque prétexte que ce soit.

Si ces choses indifférentes ont deux fins, une relative à la fête, et par conséquent criminelle; l'autre honnête, et distinguée de la fête, on doit encore s'en abstenir; si on le peut sans de graves inconvénients, parcequ'il n'est pas permis de faire, sans une raison suffisante, une action dont on prévoit qu'il s'en suivra de mauvais effet. Abscisi, mais si on ne peut, sans exposer à des inconvénients graves, on peut obéir en se proposant seulement la fin honnête, et en détestant celle qui est criminelle.

C'est le sentiment commun des Théologiens, d'après S. Thomas, 2<sup>e</sup> 2<sup>e</sup> 2<sup>e</sup>. Pient-ils qu'une action a des deux effets également immédiats, l'un bon et l'autre mauvais, si on a une juste occasion de la faire, on peut vouloir le bon effet et permettre le mauvais. Si on ne peut pas, parce que tout acte doit être volontaire en lui-même ou dans sa cause; et dans dans cette hypothèse le mal n'est volontaire, rien lui-même, ni dans

Marci



sa cause, Il ne l'est pas en lui-même, puisqu'on ne le veut pas; et ne l'est pas dans sa cause, puisqu'on a une juste raison de faire l'action qu'on fait, & qu'on n'a en vue que le bon effet qu'elle produit.

### Mariages.

Un objet bien intéressant pour la religion et la société civile doit attirer notre attention; et les Evêques les bien sages se joignent à cet égard. Il s'agit des mariages contractés au contraire pendant le temps d'une persécution qui met dans l'impossibilité de se conformer aux lois canoniques de l'Eglise et de l'Etat. Il n'est pas dans notre plan de discuter tous les cas particuliers qui peuvent intervenir; mais nous nous bornons à quelques principes dont l'application devra être faite aux différentes circonstances.

Le mariage, chez toutes les nations polies, est l'engagement le plus important de la vie; dans le christianisme c'est encore un sacrement dont Dieu lui-même est l'auteur. On doit donc le considérer dans l'ordre religieux; et dans l'ordre civil. Dans tous les temps il est soumis à des lois dont il n'est jamais permis de s'écarter; & même une persécution ou une impuissance ne deviennent un titre légitime de dispense.

Le conseil de Trente pour obvier aux inconvénients des mariages clandestins, prononce dans le 24<sup>ème</sup> chapitre de la 24<sup>ème</sup> session la nullité des unions qui ne seraient pas contractées en présence d'un prêtre ou d'un prêtre dûment autorisé, et de deux témoins; et cette loi ecclésiastique est en même temps une loi civile par adoption qu'en fait les souverains dans des bulles ad hoc. Ainsi les lois de l'Eglise et de l'Etat, & même une loi pour frapper de nullité tous les mariages contractés contre cette disposition.

Mais dans la disposition ou exception de la loi civile, comme impossible par un bouleversement de l'Etat, qui aurait mis en fait les lois positives, & est néanmoins indispensable aux lois positives.

contrats des unions légitimes. Le mariage est de droit naturel, il faut donc qu'il soit toujours possible, et il ne le serait pas, si les lois irritantes de l'Eglise subsistaient dans toute leurs forces pendant les temps d'oppression et de tyrannie. On ne peut pas supposer que l'Eglise veuille, à ces époques funestes, interdire le mariage à ses enfants, et les mettre dans une sorte de nécessité de commettre un crime pour remplir le vœu de la nature.

De là la conséquence que la loi du Concile de Trente, qui annulle tous les mariages faits hors de la présence du propre curé ou d'un autre prêtre régulièrement commis, est suspendue par l'indulgence de l'Eglise dans les temps de persécution, et comme s'exprimant les théologiens, « ubi impossibilitatem vel non tutum ad pastorem recurrit. » Ainsi l'ordonnance de Henri XIV dans son célèbre édit sur les mariages des pays Bas, la congrégation des cardinaux interprète du Concile de Trente. Suarez dans son traité des lois, et tout récemment L'abbé VI par un rapport adressé à M. l'Evêque de Luçon, du 18 Mai 1793: et telle est aussi la doctrine de tous les théologiens français.

D'après toutes ces autorités, il paraît que les mariages contractés pendant la persécution, depuis l'époque où le recours au prêtre pasteur, ou à tout autre prêtre, devient autorisé ou le impossible ou extrêmement dangereux, seraient valables et licites, pourvu qu'ils soient faits en présence de témoins, et qu'ils s'inscrivent entre les parties contractantes avec respectivement d'irrévocabilité.

Si il y avait un doute bien fondé sur l'impossibilité de recourir au légitime curé à l'époque où un mariage a été contracté dans un cas où faudrait le réhabiliter, par ce que dans le doute il faut prendre la partie la plus sûre. Cependant on doit être recouru à prononcer sur ces mariages, dans la crainte de faire naître des doutes, par ce que les

Divorce

Rapport  
monnaie



Toutes en cette matière sont la source d'une infinité de crimes: et lorsque les parties sont dans la bonne foi, il ne faut pas les y troubler, si moins que la nullité de leur mariage ne soit évidente: il serait en néanmoins à craindre, selon que les circonstances pourroient le permettre, soit l'indifférence ou l'un est est que ces mariages, quelque rares qu'ils puissent être, soient surcroisés; représenter qu'un grand nombre des mêmes théologiens pensent que la force du sacrement du mariage n'est corrompue que par la bénédiction du prêtre: et qu'il est important de ne pas s'y méprendre.

### Divorce.

L'indissolubilité du mariage est un dogme catholique. Aucun ne le divorce, quoiqu'il soit autorisé par les lois, ne peut rendre la liberté aux personnes mariées. L'empêchement du lien résultant de leur mariage ne peut être levé par aucune puissance sur la terre. Ainsi tout mariage fait en conséquence de divorce est radicallement nul, et ne peut jamais être réhabilité. Les enfants nés de ces unions criminelles sont adultérins, et les pères et mères ont encouru les peines décernées par la loi contre l'adultère et la polygamie. Les personnes qui se permettent des actes de divorce simulé, se rendent coupables d'un crime qui tient de l'apostasie. Elles se basent également contre la charité qui défend de donner au prochain un exemple flétrissant et scandaleux.

### Papier-

### monnaie

La création d'un papier-monnaie dans un état est presque toujours un fléau public. L'histoire est la caution entière d'une impossibilité d'y résister, lorsque la circulation en est formée, et est formée à chaque production de sa force, par un grand nombre de particuliers obligés de supporter un fardeau qui doit peser également sur tous.

Enfin ceux qui ont vu du papier-monnaie en remboursement de leurs anciens créances, en paiement de leurs revenus, par les seigneurs et leurs

... et par le motif de leur commerce peuvent l'autoriser en  
 dire l'autorisation plus de même nature.

Mais on ne s'en va pas / quoique les opinions ne soit pas unifiées  
 sur ce point / on cause qui souffriraient de la bourse de l'argent  
 monnaie et s'élèverait à tel point, pour bénéficier sur le point de  
 ment d'anciens maîtres, soit d'anciens maîtres soit de ceux qui peuvent  
 se libérer en eux / on s'enrichissent à leurs dépens, et les  
 ouvrages des uns s'élèvent redoublés. De tout ce point d'argument  
 on s'élève à tel point, est à dire de l'existence de la monnaie sur le  
 papier monnaie et le point de vue de la monnaie.

Mais on s'en va pas / quoique les opinions sur l'usage permis du papier mon-  
 naie ne soient pas unifiées. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler  
 et l'argument fondamental sur lequel des théologiens de l'école  
 de l'école de l'école ont une nouvelle manière d'élaborer l'usage de la monnaie.

„ Il est même dit, ils, d'après la parole de l'école de l'école  
 „ la monnaie monnaie ; et si le papier est monnaie, on s'en va pas  
 „ par le motif de leur commerce sont devenus légitimes, des maîtres ont été monnaie  
 „ par la nature.

Il est même dit, ils, d'après la parole de l'école de l'école  
 „ la monnaie monnaie ; et si le papier est monnaie, on s'en va pas  
 „ par le motif de leur commerce sont devenus légitimes, des maîtres ont été monnaie  
 „ par la nature.





connaître ceux à qui ils auraient fait tort. Ils seraient dans le cas de restitutions certaines dont on s'acquitterait par des annuïtés ou autres bonnes venues au profit des aïeulx.

**Restitutions et acquisitions injustes.** Des injustices plus criantes encore peuvent être commises dans un état qui gémit sous le joug des tyrans. Belli seraient l'usurpation des biens, meubles, immeubles, et droits utiles de citoyens utiles à la patrie et citoyens de toutes les classes, et la vente de ces mêmes biens au profit des usurpateurs.

On chercherait en vain des raisons ou des prétextes pour couvrir la cause et l'injustice de ces spoliations, et pour dispenser les vendeurs, acquéreurs, détenteurs, vilains, etc., de ces biens, de les restituer à leurs légitimes propriétaires. La cupidité, la plus aveugle et la plus insatiable, pourrait à peine se faire illusion à cet égard. La restitution est donc un devoir indéniable et les principes d'après lesquels elle doit être faite sont connus. L'application de ces principes peut être embarrassante pendant le règne de la force et de l'injustice, parcequ'il ne serait pas possible aux injustes acquéreurs et détenteurs de rendre leurs mains en celles du véritable maître; parcequ'il n'est pas facile de déterminer; parcequ'ils n'ont pas les moyens qu'on emploierait pour ainsi compromettre la suite des personnes; parcequ'elles de ces restitutions qui auraient de nature à être dans la suite soumises à l'action des lois devraient être faites de manière à garantir les débiteurs des répétitions ultérieures en justice.

**Restitutions.**

Il est de principe pour tous les créanciers, vendeurs, détenteurs de biens meubles, immeubles, fruits, jusques, commutables et sont tenus à la restitution actuelle, lorsqu'elle peut être faite sans un grand dommage. Si elle n'est pas possible, ils doivent se conduire comme dépositaires des effets, ou de leur valeur, jusqu'à ce que cette restitution soit devenue possible.



Les cas ou ces sortes de restrictions actuelles seraient un devoir strict dépendent de circonstances particulières sur lesquelles on ne peut donner de règle générale. et sur ce qu'on doit généralement exiger de ceux qui se sont rendus coupables de ces injustices, c'est qu'il soient dans la disposition bien prononcée de faire toutes les restitutions qui leur seront enjointes en temps et en lieu, et de se soumettre à tout ce qui sera prescrit par les puissances légitimes, au rétablissement de l'ordre.

Pour la sûreté de cette disposition, il serait prudent qu'elle fût consignée par écrit; s'il étoit possible, et déposé en mains sûres; en cas de danger imminent, le marchand sera obligé de se faire passer un acte par lequel il se compromet de faire les restitutions ordonnées.

Si la restitution actuelle des biens qu'on pourroit injustement avoir et se faire sans danger, ou pour laquelle on ne pourroit s'engager envers les victimes de la persécution qui y ont un droit naturel et pressant.

On pourra saisir de ceux qui ont achetés des meubles, effets domestiques, etc, volés aux propriétaires, une reconnaissance des divers objets de leur état et valeur, laquelle serait déposée en lieu sûr, pour être, dans le temps, remise ou envoyée au propriétaire, en observant néanmoins de ne rien faire qui puisse exposer la sûreté des personnes.

On pense néanmoins que ceux qui n'auraient acheté de ces sortes d'objets que ce qui étoit absolument nécessaire à leur subsistance et à leur entretien ne se seraient point rendus coupables, s'ils n'avaient pas eu d'autres moyens de pourvoir à leurs besoins. Dans ces cas ils ne paraissent pas devoir être tenus à aucune restitution.

Il pourroit arriver que quelques acquéreurs, touchés de repentir, ou par quelque autre motif moins louable, fissent dans l'intention de

se dépense. Nos ordres des biens injustement acquis. Si cet abandon n'aurait été fait avec justice et auctorité; sans doute il faudrait le faire. mais pendant le silence des lois, et la suspension de l'autorité légitime, il ne parait pas possible,

1<sup>o</sup> pourquoi ne pourrait les remettre avec ceux administrés tels qu'ils étoient sans doute pour les posséder et les vendre, sont sans titre pour les recouvrer.

2<sup>o</sup> On ne peut les remettre à d'autres, parce qu'en ayant pas le pouvoir on ne saurait le transférer. Ainsi les acquéreurs n'ayant pour le moment aucun moyen légitime pour abandonner leur injuste acquisition seraient tenus de garder ces biens comme dépositaires jusqu'au temps où la restitution sera devenue praticable, conformément aux règles de la justice.

Les principes et les règles qu'on vient de donner aux vendeurs, acquéreurs, détenteurs des biens usurpés, en ce qui concerne l'obligation de restitution doivent s'appliquer aux calpitateurs, brigands, incendiaires, et enfin à tous ceux qui ont causé quelques dommages au public, ou qui ont concouru comme cause efficace et formellement injuste, par quelque cause que ce soit, qu'on est obligé de réparer le dommage.

Écrits  
sérieux

Il est trop évident dans un état républicain son légitime souverain de voir se répandre des droits ridicules remplis de maximes fausses, immorales, souvent impies, et propres à pervertir la masse entière de la nation. Les lois naturelles, divines ecclésiastiques et civiles réunissent pour élever des justes peines contre les auteurs, imprimeurs, colporteurs, lecteurs et détenteurs de ces faibles droits qu'on doit justement regarder comme une peste publique.

Écoles

Il n'est aucun moyen plus dangereux ni plus qu'on pourrait employer les publics pour affermir et perpétuer leur désastreux pouvoir: ce



mais des écoles publiques, où l'enseignement ne tendrait qu'à corrompre la jeunesse, en lui apprenant à secouer le joug qu'imposent les lois du christianisme, et les maximes de la saine morale.

Il est hors de doute que les pères & mères, obligés par le Droit na-  
tuel et divin de veiller sur les mœurs et la religion de leurs enfants  
doivent empêcher les principes qui seuls peuvent les rendre malheureux  
et hors d'eux-mêmes, doivent leur faire connaître les devoirs de leur état et le point  
de droit et de leur conscience; ils doivent même opposer la plus  
forte résistance possible aux droits qui obligent à les y obliger. Mais  
si la violence les leur arrachait, ils seraient alors tenus de recourir  
à tous autres moyens et à toutes les facultés impérieuses que l'un ou l'autre  
pourrait leur offrir pour les empêcher, leur donner des instructions  
propres à les empêcher de les commettre et à leur en faire connaître  
par leur exemple le fruit de leur usage.

Turners.

Les hommes se promettent les uns aux autres une fidélité qui a usage & l'utilité. Il est évident qu'il n'y a point de jurement qui n'ait son but, son usage & son fin. C'est pourquoi le jurement n'est pas un acte en soi, mais un acte qui a son but, son usage & son fin. Il est possible que ces serments soient exprimés d'une manière invidieuse, qui en cache le sens; mais les mots par lesquels il est exprimé présentent un sens honnête, et des choses bonnes en elles-mêmes. Dans cette supposition, nous devons pour nous-mêmes, qu'on ne doit pas connaître les mots en eux-mêmes, mais dans les circonstances qui en déterminent le sens: et c'est à celui qui y attache l'acte, qui en a le sentiment; et le public qui l'écoute. C'est ce sens unique, qu'il est permis d'adopter; s'il est juste, le serment peut être prouvé; s'il est injuste et invidieux, il doit être rejeté comme faux.

En supposant un tel sentiment injuste et inélégant, il a été prouvé;

avec connaissance du mal qu'il renfermait, il doit être formel-  
lement et publiquement rétracté. S'il a été fait par ignorance,  
ou sur la décision d'autorités parcs, la bonne foi peut excuser ;  
mais alors on doit expliquer dans quel sens on a cru prouver le bien.  
S'agissant que s'il a été condamné par l'Eglise, il faut se soumettre  
à son jugement, et pour le refus d'un serment, et pour la forme  
de la rétractation.

### Pensions

Il peut arriver que quelques personnes jouissent de pensions pour  
l'obtention de laquelle elles auraient prêté ce serment criminel. Elles  
ont gravement péché sans doute ; mais elles ne sont pas tenues à la  
restitution de ce qu'elles ont reçu. On pense même que elles peuvent  
continuer à en jouir, pourvu que cette jouissance ne soit pas  
regardée comme un renouvellement de leur serment, et qu'elles  
fussent au contraire tout ce que les circonstances pourraient leur  
permettre pour diminuer leur regret de l'avoir prêté, et leur par  
leur conduite, et même s'il est jugé à propos par une déclaration  
formelle de leurs sentiments, le scandale qu'elles ont donné ; et  
cette déclaration doit être telle, qu'il ne reste pas une goutte en  
public le moindre doute sur leur repentir.

### Lettres de pénitence

On peut prêter encore : / car il n'y a rien de pire pour les fan-  
tiques / que pour affermir leur injuste puissance, ils cherchent  
à consommer la ruine entière de la religion, en forçant les mini-  
stres d'albiser leur conscience, et en remettre les titres.

Est-il doute que les pasteurs qui souscriraient à cette loi impie en  
lisant leurs lettres de pénitence avec satisfaction de la tyrannie ; ne se  
rendraient coupables du crime des Traîtres, et annuieraient les  
peines portées contre l'apostasie. Il y aurait cependant une juste di-  
stinction à faire entre les coupables. Ceux qui, par la tradition

Des in-  
dignité  
civil



de leurs lettres, envenant ajoutée de vive voix, ou par un écrit, une obprobation formelle de leur conduite, mériteraient sans contredit d'être traités selon toute la rigueur des lois de l'Eglise et des saints Canons. Ceux au contraire qui ne venant tombés que par crainte ou par faiblesse, ou par une sorte d'ignorance, dans la ferme persuasion que la trahison de leurs lettres n'était point ainsi d'être, qu'un dépôt d'un secret fait à la tranquillité publique qui ne les déshonnait point de leur état auquel ils étaient bien éloignés de vouloir renoncer, paraissent dignes de plus d'indulgence. Il semble néanmoins qu'ils devraient être interdits des fonctions du sacerdoce pendant tout le temps qu'il aurait jugé à propos pour les supérieurs ecclésiastiques. Cet éloignement de l'autel serait pour ces prêtres une sorte de pénitence publique en réparation du scandale public qu'ils avaient donné.

Des lois Pour connaître les obligations qu'imposent les lois posées par l'autorité d'une puissance quelconque, il est nécessaire d'appréhender quelques principes généraux.

1. Il faut, pour s'envenir une loi, qu'elle émane d'une autorité légitime, quelle se soit par contrainte à la loi d. Dieu, quelle soit faite dans son objet, et qu'elle ait pour fin l'utilité publique.
2. Le défaut d'une seule de ces conditions suffit pour être à la loi sa force obligatoire.
3. Une loi posée par une puissance illégitime peut obliger en certains cas, lorsque son évocation tendrait à troubler l'ordre public.
4. Lorsqu'une loi nuit au bien public et viole les droits des particuliers, on n'est pas obligé de s'y soumettre. La loi peut cependant pour se relever de plus grandes vexations, punir ceux qui s'assent

on ne nuise pas au droit d'autrui.

Faisons l'application de ces principes à un petit nombre d'exemples: quelques exemples suffisent pour déterminer le jugement qu'on devra porter sur les autres.

Impôts. Les impositions ou charges publiques sont un droit de la souveraineté. Ce droit ne peut appartenir à un usurpateur. Il est donc permis d'y soustraire, pourvu qu'on puisse se faire sans troubler l'ordre public; on peut aussi les payer, par ce que c'est un sacrifice personnel fait à la nécessité et à la violence.

Contrebande. La prohibition de certaines marchandises, les droits établis sur les ventes et achats supposent une autorité et un pouvoir légitime, alors il faut s'y soumettre: mais sous un pouvoir usurpé ce droit est absolument nul; l'obéissance n'est plus un devoir, au moins que l'inconvénient de la loi, ne porte le trouble dans la société.

Taxe des marchandises. Une taxe des marchandises au-dessus de leur juste valeur, serait une loi évidemment injuste à l'égard des individus; elle ne serait pas moins nuisible au bien public: mais comme elle pèserait indistinctement sur toute la masse des citoyens, il serait également permis d'en profiter, ou de s'y soustraire.

On pourrait en profiter pour acheter les choses dont on a un vrai besoin, pourvu que, lorsque la loi en plus fort impose un fardeau commun à tous, personne n'est tenu de le supporter seul. On pour-rait y soustraire, pourvu qu'il est toujours permis d'alléger, de se soustraire même une charge injustement imposée, surtout par une autorité usurpée.

Mais on ne rendrait complice d'injustice, et on serait tenu à rébellion, si on abusait d'une telle loi pour enrichir, pourvu qu'on n'aurait droit d'une loi injuste au préjudice du prochain.

Successions. Une loi sur les successions, qui, contre les dispositions des lois

Des suc-  
cessions



existante, ennoient droit aux enfants ou héritiers, au même  
 degré de la succession par égales parts, et avec ainsi les testaments  
 ou donations faits antérieurement jusqu'à une certaine époque,  
 une telle loi pour-elle être obligée, et pour-elle en son pouvoir  
 en conscience ?

Quant aux principes établis : une loi émanée d'une autorité  
 incontestable reste sans conteste. Cependant, comme dans toute  
 société, il est nécessaire qu'il y ait un être qui règle la forme des  
 successions, les mêmes lois étant susceptibles sous l'empire de la  
 force, on est libre de se conformer aux nouvelles ; pourvu toutefois  
 qu'on soit dans la disposition bien venue de se soumettre à ce qui sera  
 ordonné par la seule par l'autorité législative, tant pour les formes  
 que pour les fruits. On peut aussi s'y soustraire, sous toujours le cas  
 où l'insubordination troublerait l'ordre public.

Cette décision, au reste, n'est applicable qu'au temps qui a  
 suivi la promulgation de la loi ; car si l'effet de ces effets s'étend  
 à des temps qui sont à l'épave des législations passées, on ne peut pro-  
 prement parler d'être autorisé à une époque ou à une forme.

Des raisons. Des observations ainsi tant se présentent à l'esprit à l'égard des  
les constitutions ou lois constitutionnelles, par les puissances impériales qui  
 n'étant point encore solennellement établies, ni reconnues par les puis-  
 sances étrangères, on est toujours au terme d'une rivalité continuelle.  
 Si une partie des lois émanées d'une telle puissance sont  
 injustes, ou mal et intelligibles, si on ne peut parvenir aux places  
 chargées de les faire exécuter, que par un moyen criminel, et des  
 préliminaires que la conscience réprouve, sera-t-il permis d'imp-  
 lorer les lois de plous ? et si ce les est, pourra-t-on sans con-  
 science les conserver.

On ne s'en pas qu'il puisse y avoir deux opinions sur la première question. La morale humaine et les principes de la religion se réunissent pour interdire l'usurpation de ces places à tout homme juste et chrétien. Il y a plus de difficulté à décider si ceux qui les occupent, et qui, pour y parvenir, ont prêté un serment criminel, sont indispensablement obligés de les quitter.

D'abord il est certain que les magistrats et officiers publics ne sauraient pas quitter leur ministère à l'iniquité, c'est une obligation étroite à tout chrétien de faire le sacrifice de sa vie plutôt que celui de la conscience. On se trouverait dans une position si pressante qu'on ne put obtempérer le crime et la mort, il n'y a pas d'homme, il faut mourir. Mais, si les fonctions de ces magistrats deviennent pour objet qui de faire exécuter des lois injustes, cruels ou irrationnelles, de telles places ne pourraient être conservées sans crime, il faut les quitter.

Même sous le gouvernement le plus tyrannique, il est encore toujours un certain ordre des choses dont l'objet est bon et utile, ou au moins nécessaire relativement aux circonstances. Les magistrats chargés de faire exécuter les lois, ont contracté des obligations envers la société, un service public et légitime est attaché à leurs places; et si est possible qu'en condamnant et rétrécissant au moins par leur conduite les crimes criminels pour lesquels ils y sont entrés, ils en contiennent leurs fonctions que pour s'opposer, autant qu'il est en leur pouvoir aux usurpations et aux injustices. D'ailleurs supposition est à faire pour le bien de la société que les places d'administration restent entre les mains de personnes honnêtes et bien intentionnées.

Servir

L'exemple des premiers chrétiens qui remplissaient les armées des



militaire en peurs rançons, la plupart usurpations de l'honneur et persécution de la foi, pour qu'on peut obéir aux réquisitions des tyrans pour le service militaire.

Etais pour juger d'écarter ou ce service peut être permis, et de ceux où il doit être interdit, il est besoin de connaître la nature des guerres où il est employé. Quelques principes généralement avoués vont servir de base aux décisions et aux règles de conduite dans cette matière.

1. Il n'est jamais permis de servir dans une guerre évidemment injuste; ce serait même s'immiscer à l'injustice.
2. Une guerre est injuste lorsqu'elle est faite sans autorité légitime et sans de justes motifs.
3. S'il y avait du doute sur la justice des motifs, la présomption serait en faveur du gouvernement, lorsque ce gouvernement est légitime, mais elle doit être contre un gouvernement évidemment usurpateur.

Si l'on arrivait qu'une guerre fût injuste de ces sortes que nous ne pouvons pas empêcher, l'injustice d'une des puissances belligérantes n'excuserait pas ceux qui combattent pour l'autre; mais ils seraient bien plus coupables, car ils le connaissent l'injustice et l'impureté des motifs et de la fin qui se propose la puissance pour laquelle ils combattent, et qu'ils passent dans le gouvernement où dans le doute sur la fin et les motifs de l'autre.

Deux principes il résulte qu'il n'est jamais permis de servir dans une guerre, dont le but principal est de détruire la puissance légitime, d'entraîner la religion, et de propager l'impureté; et pour peu qu'on puisse excuser le crime de ceux qui s'engageraient volontairement dans une armée destinée à l'extermination des hommes.

Dessins.

Remis.

9) La conséquence que ceux qui seraient requis par les autorités constituées, sont rigoureusement obligés d'employer tous les moyens possibles pour se soustraire aux réquisitions. Cependant les lois de sang peuvent imposer une telle contrainte, que par le refus de marcher avec armés, on exposerait sa vie, sa fortune et celle de ses parents : dans cette extrémité, on ne s'écartera pas de la loi, et on n'est pas coupable, si on portait l'intention de s'enfuir, et de ne point combattre : si on était forcé de se servir de ses armes, de se battre d'ce qui est permis pour une légitime défense.

Il est possible que parmi ceux qui combattent sous les drapeaux d'une puissance illégitime, il s'en trouve qui pensent que les puissances étrangères combattent moins pour soutenir la cause de la légitime souveraineté, que pour conquérir quelques-unes des provinces de l'empire : et dans cette persuasion, bien ou mal fondée qu'il était, il leur venait de s'opposer à l'invasion de ces puissances, avec l'espérance de travailler ensuite efficacement au rétablissement de l'ordre dans leur patrie. Ceux qui auraient agi de bonne foi dans ces dispositions, ne devraient pas être confondus avec ceux qui auraient combattu pour la puissance rebelle par attachement à ses principes.

Mouré-  
choussée.

Le que nous venons de dire des armées employées à servir des dehors les projets de la tyrannie, s'applique également à la force militaire. Elle n'est destinée dans l'intérieur du royaume, pour les états gouvernés par un légitime souverain, et où les hommes sont en vigueur, cette force armée n'a pour objet que la sûreté publique, elle n'est dirigée que contre les criminels et les mécontents. Elle n'est que les ordres des justes, et n'est plus qu'un assemblage de satellites ou d'écueils de toutes les volontés injustes et cruelles de la puissance

Exemple

Donc à  
intérieur

Fabrica  
des armées



monstruuse qui les commande; elle n'est employée qu'à la persécution des sujets fidèles au légitime souverain, et sous aucun prétexte il ne saurait y avoir de séquestre parmi de tels soldats. Cependant si parmi ceux qui servent dans cette milice, il s'en trouvait qui, au lieu d'exécuter des ordres injustes, s'en pressaient de dérober les innocents à la persécution, ils auraient de justes droits à la reconnaissance.

### Employés.

Même décision à l'égard des employés aux frontières. D'ont la mission peut être légitime dans le temps du bon ordre et du règne de la justice, mais qui, dans les jours malheureux d'un injuste et de l'oppression ne pourraient avoir pour objet que la persécution des innocents, leur injure de leur vie, et la spoliation entière des biens de leur fortune.

### Bonne armée

Il peut y avoir sous le règne même des factions une armée intérieure. Les fonctions ont un objet bon et utile, à l'empêcher les révoltes et les insurrections populaires, et de maintenir l'ordre dans les villes. On pense que pour ces mêmes fonctions, on pourrait s'engager avec la détermination bien expressée de s'interdire dans l'exercice de ses fonctions tout ce qui serait contraire à la justice, aux bons mœurs, à l'humanité et tout ce qui est contraire à la religion.

### Fabrication

### des armes.

Il n'est point si peu aisé facile de déterminer ce qui peut être permis relativement à la fabrication des armes destinées à une guerre injuste, telle que nous l'avons supposée, d'y conduire des munitions et des approvisionnement pour l'entretien des armées. La difficulté de la décision naît du rapport direct qui est entre la fabrication des armes, et les munitions de guerre avec les projets criminels des factions et des vices causés par l'augmentation

Des forces qu'elle leur procure,

Cependant malgré cette considération aux forte proportions l'opinion de la prohibition de ces ouvrages, nous pensons qu'on doit user d'indulgence envers ceux qui n'auraient travaillé que pour en tirer profit, pour se soustraire à une mortelle persécution, peut être même à la mort. Quelque inconvénient qu'on puisse les supposer de la criminelle destination de ces armes, il pourrroit être qu'ils doivent se référer à leur fabrication, au lieu de leur vie et de leur fortune; ces ouvrages n'étant pas mauvais en eux mêmes, et n'étant déterminés au mal que par la libre volonté de ceux qui en exigent forcément la fabrication.

Mais si ces ouvriers, se livrant à ce travail de leur propre volonté, par des vues d'intérêt, ou seulement pour éviter de légers inconvénients, ils seraient sans doute coupables, parcequ'ils feraient sans raison une action dont il résulteroit qu'on abuseroit. Il n'est pas incertaine l'histoire que la distinction que nous venons d'établir relativement à la fabrication des armes et aux approvisionnements des armées n'est point applicable à certains autres ouvrages qui pourroient être commandés dans un temps de révolte, en haine de la religion et de l'autorité légitime; tels seraient la démolition des édifices publics, des maisons des particuliers, la dévastation des forêts, les incendies et autres actes de violence. Toutes ces destructions ne pourroient être excusées par la violence qu'on éprouveroit pour y travailler. Elles sont mauvaises et dommageables, et par conséquent criminelles. Tous ceux qui se livrent à ce travail destructeur contracteroient solidement l'obligation de restitution, parcequ'ils auroient tous commis un crime efficace et une action dommageable. D.



Lettre de M<sup>te</sup> le Cardinal De la Roche-Foucault au R.  
P. Gardien des abbayes de Clouffault en Haute-Alsace.

Je ne dois pas vous laisser ignorer, mon R. P. les dispositions  
du pape, relativement à la dispositions des religieux, qui pourront  
avoir des raisons légitimes pour profiter de la liberté donnée par l'  
Assemblée nationale. Dans les circonstances présentes et étant absolu-  
ment de choisir, en suivant toutefois les principes de l'Eglise, les  
voies canoniques pour procurer aux religieux une satisfaction capa-  
ble de rassurer leur conscience. Tous mes confrères les évêques ont été  
la majorité à se prêter à une opération, qui fut consulté les intérêts  
de la religion, et les vœux des particuliers; et en conséquence j'ai eu  
l'honneur d'être l'interprète de leurs sentiments auprès du S. Père.

La réponse du Pape n'a été conforme à nos vœux. Il nous a écrit par  
son Bref du 31 Mars dernier, que les Brefs de sécularisation avaient  
été envoyés gratuitement à la Vaticane, lorsqu'ils avaient été demandés par les  
Evêques, qu'ils devaient seuls juger des raisons alléguées par les religieux,  
qui demanderaient à être sécularisés, lesquels se trouveront par là  
à portée d'examiner les motifs et d'être employés eux-mêmes dans les  
différents Ministères et de servir ainsi par leurs diocèses, cause qui seule nous par-  
ait dans les circonstances ne respecter pas moins les obligations de l'état ecclé-  
siastique séculier. Je vous prie, mon révérend Père de faire connaître dans  
les différentes réunions de votre ordre les dispositions du S. Père, afin que  
les religieux, qui en voudraient sortir, puissent se conformer et profiter en  
sûreté de conscience de la liberté donnée par l'Assemblée nationale. Je  
suis avec empressement cette occasion pour vous adresser mon souvenir  
de la sincère affection qui m'attache à vous.

Signé. Le Cardinal de la Roche-Foucault.

## Instruction,

Dressée par ordre de N. S. P. Le Pape Pie VI. sur quelques questions  
proposées par les Evêques de France, dans une congrégation choisie de  
Cardinaux tenue en présence de sa Sainteté, le 18 Août 1791.

La sainteté à Déclaré que,

1. Il n'est pas permis de recevoir le bapême des hérétiques, excepté  
dans le cas d'une absolue nécessité, et s'il ne se trouve personne qui  
puisse baptiser: mais que le baptême doit être conféré par des ecclésiastiques  
réguliers ou autres avec leur permission et autorité. La  
raison en est que l'action d'un Catholique qui reçoit le baptême  
de l'hérétique, l'un schismatique, est de commettre et de partager  
avec lui le crime même du schisme, puisque l'un, en administrant  
le baptême, et l'autre, le recevant, consomment un sacrement  
sans lequel aucun des deux ne pourrait exister sans le concours de l'autre.

D'après cela, il n'est pas permis aux Catholiques de recevoir le  
baptême d'un hérétique, quand même ils seraient réduits par le dé-  
faut de prêtres légaux à peiner les bruts et les sauvages, ou même  
à souffrir de plus grande mort; c'est en tout au cas où l'on se  
schématise qui peut appliquer cette sentence précieuse de S. P. Denis  
d'Alençon: „Il vaut mieux souffrir toutes les adversités que de  
se séparer de l'unité de l'Eglise de Dieu, et de martyre, auquel on se con-  
sacre plus tôt que de s'échapper de son sang par la violence, et de  
pas moins de mort, ou même en ce d'avantage, selon mon jugement,  
que le martyre d'un homme qui n'est point consacré aux dieux;”

II. Quoique les mariages de fidèles mariés par des ecclésiastiques légitimes sans  
aucun recours à l'hérétique, puissent être punis de tous les effets civils, les  
mêmes raisons ci-dessus expliquées pour le baptême consacrant la tou-  
te leur force et ne punissent pas que les fidèles unissent en mariage



par devant le curé instrus, qui n'est nullement curé légitime et n'a  
 nul titre ni réel ni ecclésiastique. Les fidèles doivent même s'abstenir, quand  
 ils ont été conjointement mariés par devant le légitime curé, de com-  
 paraître par devant le même pour renouveler leur mariage, d'assu-  
 rer quelque religieux et sacré, ou pour lui demander la perm-  
 ission de s'unir par le sacrement et de célébrer la cérémonie sainte  
 en présence d'un autre prêtre. Car pour cette soumission envers lui, on  
 peut croire que les fidèles s'approuvent comme le légitime pasteur,  
 ce que l'on ne saurait trop éviter.

Il est également défendu aux fidèles de faire la déclaration d'un  
 mariage déjà contracté, devant le magistrat civil, si ce n'est pour  
 être mis à faire une autre déclaration qui serait bien criminelle,  
 celle qui ne soit pas catholique, ni si subrepticement qu'ils soient, pour  
 en la même pour non catholiques, soit par ce que les termes de l'édit  
 de Novembre 1587, qui ordonne de déclarer les mariages aux magistrats  
 pour assurer les effets civils ne concernent expressément que les ébéli-  
 rodones, soit par ce que l'opinion publique répète pour ébélirodones  
 tous ceux qui déclarent leurs mariages, au magistrat civil; peut-être  
 qu'un catholique déclare le mariage pour être contracté, au ma-  
 gistrat civil, se semble s'y opposer la foi, et se ranger par là même  
 pour jouir de leurs mariages en vertu dudit édit.

III. L'abandon de même des jeunes filles et veuves, dans lesquelles  
 il semble qu'il y ait quelque nécessité de recourir à l'extrême et peut-  
 être de communiquer avec les dans les choses saintes, c'est un cas  
 si grave d'injure de tout le temps de l'édit, que l'on ne peut y par-  
 ticiper, sans punir ou des punitions sévères. Il est par là même indispen-  
 sable de déclarer le délit, et l'on ne peut en faire aucune déclaration sans  
 doute, on ne peut plus empêcher l'extrême de l'âme et le corps et de faire

les funérailles. Sa sainteté a donc prescrit la règle que doivent suivre à l'avenir les fidèles et surtout les pasteurs; c'est à savoir que les obseques des défunts soient célébrés par des légitimes pasteurs, selon que le dit le Concile de l'Eglise; Dans l'intérieur des maisons, si l'on s'y oppose, ou si l'on s'y oppose, on ne leur permet pas de faire autrement, et les derniers devoirs remplis, qu'on laisse les intrus emporter les corps pour les inhumer, dans l'Eglise, en sorte cependant que les fidèles catholiques n'accompagnent pas le corps, ne visitent point les saintes prières et ne communient point avec les hérétiques de l'Eglise avec les intrus.

### Extrait.

Du journal ecclésiastique de M. l'abbé Barraud Sept 1791.  
page 90.

Messieurs les intrus jureurs ont la conscience tranquille; mais assurément ils n'ont ni le droit ni même la loi constitutionnelle. Cette loi établit la liberté du culte la plus illimitée. Ils violent évidemment cette liberté, en forçant les citoyens à des cultes religieux quelconques opposés à leur conscience. Ces ébouvés ont beau dire, qu'ils ont encore la même religion que nous. Il faut bien que cela ne soit pas, puisque nous regardons le serment qu'ils ont fait, comme absolument contraire, à notre religion, que la leur s'accomplisse très bien sans serment. Qu'ils nous disent: Vous avez tout de même pas été de notre religion; ils ont pour ce langage le même droit que les calvinistes et les Luthériens, mais qu'ils nous disent que nous avons la même religion qu'eux, quand nous voyons dans leurs schismatiques, dans leurs hérétiques, dans les hérétiques; c'est le comble de l'absurdité. Au reste nous aurons la même religion qu'eux, la constitution nous servira de l'encens pour nous.



voulons et comme nous voulons, pourvu que nous ne troubliions pas ceux qui sont ailleurs ou font autrement que nous. Qu'ils nous laissent donc tranquilles chez nous, quand au lieu de les troubler dans leurs Eglises, nous nous faisons un crime d'y paraître.

La constitution, pour obliger les citoyens à faire baptiser leurs enfants par les nouveaux pasteurs, à recevoir d'eux le sacrement de mariage à les appeler même pour la sépulture, la constitution, dis-je, ne reconnaît plus des actes purement civils pour constater des naissances, les mariages et les morts. Mais les nouveaux pasteurs ont pris de la constitution tout ce qui assure leur place et ses revenus. Attendons nous bien à les voir laisser de côté tout ce qui nous assureroit, à nous, quelque liberté.

Sur tout leur zèle pour la constitution, les tribunaux en n'ont pas la force de maintenir la loi sur la liberté du culte, ou ne le veulent pas. La philosophie prêche la tolérance dans ses livres, et dans le fait elle nous persécute horriblement. A qui recourir contre ses vexations?

En Dieu qui les permet pour éprouver ses fidèles serviteurs et qui saura bien les récompenser de l'épreuve.

### PRINCIPES.

pour résoudre divers doutes sur les sacrements administrés par les schismatiques et par les infidèles.

1. La suspension ne prive de la juridiction que lorsque celui, qui encourt cette censure, est nommément dénommé / Const: Abart. *Verendum est* / ainsi un curé en plein schisme, même après avoir donné dans le schisme, peut valablement administrer la confession et le mariage. Il peut valablement substituer un autre prêtre pour le mariage.

2. L'intrus n'acquiert aucune juridiction par son intrusion. Toute absolution donnée par lui est donc nulle, si ce n'est en cas de mort.

Etant pas vrai pasteur, sa présence ou sa délégation ne pour-  
-ont pas non plus rendre valable le serment de mariage. Si la loi  
civile regarde les enfants nés d'un mariage comme légitimes, cela ne  
dispense pas les catholiques de recevoir le serment de leur vrai pas-  
-teur ou d'un prêtre qui tient sa place. Et on ne peut pas qu'un évêque  
persiste dans l'ignorance ceux qui auraient accusés ces serments d'être  
un intrus, sous prétexte de bonne foi. Il nous ayez lieu de croire  
nos amis irritables, par la même leur bonne foi est suspecte; leur dis-  
-position a persisté dans un mariage nul, les rend indignes de tout  
Serment.

3. Quoique le pontifical et l'ordination ne soient pas pour les  
mouvants d'une nécessité aussi absolue que la confession, l'Église n'  
ayant point excepté ces sacrements quand elle donne à tout prêtre  
la juridiction dans un danger de mort, nous ne condamnons  
personne, qui n'ayant point d'autre moyen de les procurer, les rece-  
-voient d'un schismatique. Dans cette circonstance on ne doit pas  
prendre leur demande pour une adhésion au schisme.

4. Dans le bref du 13 Avril, la dispense prononcée contre ceux qui  
sont simplement coupables du serment n'est limitée dans les quarante  
jours assignés, n'est pas dite remise au pape ou à ses délégués; mais  
cette remise est exprimée pour les évêques ou curés ou vicaires intrus,  
qui s'arrogeaient quelque juridiction, en conséquence de nouvelles  
élutions.

5. Il ne s'agit pas qu'il soit sur le trépas une peine spirituelle encourue  
par la simple communication avec les intrus ou schismatiques  
ou juifs. Le pape sur cet article se contente d'exhorter les fidèles à fuir  
ce fausse pasteurs. Il ne doit pas être plus sévère que la loi, quand les  
lucris égarés viennent au herail; les pouvoirs ordinaires suffisent.



pour les absoudre, au moins qu'il n'y ait quelque raison particulière  
aux diocèses.

Joseph,

par la grace de Dieu et du S<sup>t</sup> Siège apostolique Evêque de Basle,  
Prince du S. Empire Romain, &c. &c.  
Au clergé séculier et régulier de notre diocèse et Principauté de  
Sovembriij,  
Salut.

C'est donc en vain, Vos très chers frères, que nous cherchions à nous  
consoler des maux que souffrent nos fidèles sujets, dans l'espérance  
qu'il leur restent les biens de la religion. Au contraire de ce que nous  
l'ordre politique, si l'on venait à nous cette religion elle-même,  
nos ennemis n'en ont pas respecté long-temps la première insinuation,  
qu'ils avaient donné et répété plusieurs fois à nos paroissiens, de ne  
jamais jurer de serment au clergé de notre Principauté. Dès le  
commencement du mois de Mai de cette année ils ont fait publier  
des décrets portés par la convention nationale de Paris les 13 Août,  
21 et 23 d'Août, derniers, en suite desquels nous auriez eu, dans les trois  
mois vingt quatre heures, à prêter le serment de la liberté et de l'éga-  
lité, sous peine de déportation dans une île déserte, ou d'une in-  
carcération, qui pourraisait conduire à la mort.

Enclairez vous les décisions publiques et la conduite soutenue des pasteurs  
ou pasteurs d'un serment perfide, pourraisait anti qu'on ne craint de  
vous une promesse solennelle et sacrée de ne servir ni de tels les principes  
un système destructeur de tout bon ordre et de la religion catholique,  
un serment, quand au point, prout par le S. Siège, et par les Evêques.  
Et pour épargner d'innombrables crimes à nos persécuteurs, nous nous enivrons  
criminels vous mêmes, nous aurons suivi cetavis de votre divin maître à

des Apôtres; Quand ils nous présenteront dans une ville, ou dans une autre, à l'exemple de l'illustre Socrate et des plus grands saints vous vous êtes séparés de vos ancêtres dans un temps, où il ne vous étoit plus donné de leur être utiles, pour les rejoindre avec impuissance, quand il vous en a permis de vous consacrer à leur service.

Vos ennemis, qui vous connoissent mal, n'avaient pas envisagé les événements: étonnés de vous voir sacrifiés à la religion tout ce que leur au cœur, ils raigraient avec raison, que ce sacrifice généreux, n'éclairât les peuples et ne leur fit apprécier la profondeur de l'abîme, où l'on voulait les entraîner; pour prévenir cette impression salutaire, ils eurent recours au moyen le plus familier à l'hérésie et au schisme: ils empruntèrent le masque de la religion et le ton de la fable pour blasphémer ce que les saints ont pratiqué; ce que Jésus-Christ lui-même a conseillé. Dans une proclamation, où ils abusèrent des saintes Écritures, renvoyé à un article du décret du roi d'un département du clergé terrible de celui de nos; ils vous firent un devoir de rejoindre vos ancêtres et vous dirent: le serment qui enge au "cœur" la convention nationale; des prêtres, est un serment civique; que tout prêtre saute, que le serment civique, qui se doit prêter, ne doit ni ne pourra déroger en rien à la liberté de ses opinions religieuses, mais l'union du culte qu'il professe."

Le piège étoit sous ces expressions argues, mais malheureusement trop manifeste pour les sages, et n'a point été appréhensé; vous avez reconnu avec nous, que le prétendu républicanisme promettoit de nous faire perdre ce que nous avions et que nous ne voulions tenir: les saints lieux profanés, les temples dépouillés de leurs édifices divins et nous en des usages civils et profanes, les chœurs des prêtres obligés de chanter leurs divins cantiques



et de rompre une société qui contribuerait à conserver les mœurs et à ramener la paix; les Religieuses et les Religieuses réduits à entendre le blasphème leurs sacrés engagements et à quitter les marques de leur sainte profession, expulsés de leurs prières utiles et dignes au milieu de scandales et de ses scandales, une suite d'attentats, qui respirent une haine contre l'Eglise et son Vénérable Chef, ont abondamment prouvé que ces prétendus paroles de paix étaient des paroles de séductions. On voulait surprendre et tromper, jamais on n'eut l'intention de séduire, on faisait de notre malheureux pasteur, à une système d'impunité, dont on avait fait une loi générale, qui partout devait substituer le libertinage et la discipline ecclésiastique, l'irréligion à la foi catholique.

Aussi même les réserves à proposées ont certainement été sincères de votre part, mais on s'engageait, sous la foi de cet acte sacré, à promouvoir, de toutes ses forces les injustices et les usurpations créées d'un système de révolte? Non, non très chers frères, c'est une impiété de prendre Dieu à témoin de l'injustice, comme c'est un péché de promettre par serment à quelque chose de faux. Vainement ils nous ont fallu, sous les prières impies au refus de tout serment, peuples et prêtres d'approuver les droits coupables, qui annulent les vœux ou prouvant le Vénérable Chef ou même le sacré sacrilège d'un pasteur apostat, d'un adultère, même avec le Vénérable Chef et les pasteurs légitimes pour communiquer avec les loups, qui desolent le bercail de Jésus-Christ, participer ou commettre au schisme et à l'hérésie.

C'est ainsi pour nous faire connaître combien nous sommes de votre conduite; que ne pouvions nous également en faire sentir tout la rigueur à vos prévisions, afin que respectant toujours vos instructions et vos exemples, et en rappelant avec un tendre souvenir, les larmes que vous

a courtes un départ. Mais, ils continuent de nous, a plester  
 tout souffrir qui desirer prêter au schisme et d'abandonner la vraie  
 religion. Nous nous de demander cette pour au Père de mission des,  
 et afin de donner plus d'efficacité à nos prières, profitons des prières  
 auxquelles il nous soumet, pour vous sanctifier Peuples en plus,  
 et du loisir auquel vous sommes condamnés, pour demander la  
 sanctification de nos ennemis mêmes. Trêve nous en de l'ultrapar  
 nos vœux et attendons cependant avec patience et résignation le  
 moment du Seigneur.

Donné à Constantin sous notre saint pontificat le 11<sup>e</sup> (17) 13.

Signé: Joseph,

Eveque de Basle.

(L.S.)

Ezech.  
 34. 2. 16

2. 13

3. v. 13



## PROJET.

D'une instruction sur l'exercice du saint Ministère en France,  
lorsque l'édit de répression contre les ministres catholiques sera révoqué,  
ainsi qu'on l'annonce.†

Le libre exercice de la religion catholique, étant permis par la loi, et la loi qui interdisait les pasteurs de leur troupeau étant révoquée, les ministres fidèles s'engageront sans doute à offrir à leurs brebis, confiés à leur tendre sollicitude, les secours et les consolations de leur ministère. Ils se féliciteront de servir le Seigneur à une époque où Jésus-Christ, et surtout les maux que le schisme et l'hérésie ont fait à l'Eglise. Plus sensibles aux malheurs d'un peuple si digne et si digne qu'enus de ses crimes, ils chercheront avec zèle les brebis qui sont perdues; ils ramèneront celles qui ont été dispersées; ils soigneront les plaies de celles qui auront été blessées; ils fortifieront celles qui auront été affaiblies; ils consolideront celles qui seront restées saines et fortes; et ils les conduiront toutes dans la vie éternelle.

Ezech.  
34. 16

Ils commenceront, comme le chef des pasteurs, à la pratiquer, et à l'enseigner ensuite. Ils se montreront, à l'exemple des fidèles dans leurs discours, dans leurs mœurs, dans la charité, dans la foi, dans la charité.

2 Tim.  
3. v. 13.

Destinés à prêcher le baptême de la pénitence, ils se sanctifieront eux-mêmes par le recueillement et la mortification, afin que leurs disciples soient véritablement sanctifiés par leur ministère. Ils leur annonceront par leur dévouement que ce ne sont pas leurs biens,

† Le projet indiqué doit se prendre le but dans lequel on doit tendre, et contient beaucoup de règles applicables aux circonstances actuelles.

mais nous nous ne les cherchons; et les euhodistes font l'oubli des injures au pardon des ennemis. Envisageant au rétablissement de la foi et de la piété, ils se concilieront la confiance par l'union de leurs sentiments et la conformité de leurs principes, et ils s'assureront de la subordination des peuples par leur propre soumission à leurs supérieurs légitimes.

Le nouvel état de la religion dans lequel ces bons ministres auront à remplir leurs fonctions saintes, exige des règles particulières que nous devons leur tracer. Leurs objets importants seront l'instruction des peuples, l'administration des sacrements, et la célébration des saints offices.

### De l'instruction des peuples.

Art. 5. c. 2. De ref. Que tout curé, dit le concile de Trente, qui sont pourvus à quelque titre que ce soit d'églises paroissiales, ou autres, auxquelles est attachée la charge d'âmes, aient soin paternelles, ou pils sont légitimement empêchés, par d'autres personnes capables d'enourir du pain salutaire de la parole, au moins les jours de Dimanches et fêtes solennelles, les peuples qui leur sont confiés selon leur capacité et la portée de leurs auditeurs leur apprenant ce qu'il est nécessaire à leur salut pour être sauvés, en leur faisant connaître par des instructions courtes et faciles à saisir, les vices qu'ils doivent éviter, et les vertus qu'ils doivent pratiquer, afin de pouvoir se sauver et éviter la peine éternelle et obtenir la gloire du ciel, de peur qu'on ne voit s'accomplir, cette parole, Les petits enfants ont demandé du pain, et il ne s'est trouvé personne, pour leur en rompre.

Con. Colo. 1436. p. b. c. 15. Mais si le pasteur doit s'élever avec force et avec zèle contre les crimes, puisqu'il est établi pour les faire connaître au peuple, il se conduira néanmoins comme le prescrit le concile de Cologne, de



manière que dans la chaire de vérité il ne condamne que les vices sans attaquer nominativement les personnes.

Avec cette noble simplicité, cette sagesse d'expression, cette pureté apostolique, si recommandée par les Ecritures, ne peuvent plus nécessairement dans ces jours, où la persuasion doit vaincre les esprits et remuer les cœurs, et la poésie et la prose et le cœur et le triomphe de la religion.

La prudence et la douceur des ministres lui en procureront la gloire. Et d'abord, loin de l'exposer les hommes qui sont pressés, dans l'excès de leurs joies, et ne laissent rien approcher qu'avec crainte, et n'y pas donner lieu au soupçon même d'une indiscrétion ou d'un excès de zèle dans l'exercice du culte catholique.

Mais il n'est personne qui ne sache que les ministres de la religion ont été institués les premiers pour être chargés de toutes les vérités nécessaires au salut, et les débarrasser de toutes les illusions, de tous les vices, qui pourraient leur ou qui pourraient les séduire. Les pasteurs peuvent donc et doivent s'exprimer avec une sainte et sage liberté sur toutes les erreurs dans l'ordre de la religion, et en particulier sur le schisme qui a désolé et qui afflige encore l'une des plus belles portions de l'héritage de l'E.C.

Le premier vœu de leur cœur, le premier objet de leur zèle, sera de tenir le Seigneur dans l'assemblée des saints, de ce qu'il s'est consacré un grand nombre de catholiques fidèles qui n'ont pas fléchi le genou devant les idoles du jour; de féliciter en E.C. les âmes sages, que ni la sédition, ni la violence n'ont pu détacher de l'unité et du ministère légitime, et de leur exprimer comme St. Cyrille aux confesseurs de la foi de son siècle, avec quelle joie sensible l'Eglise leur mire les

les réunir dans son sein: sortant des épreuves ou leur vertu a tant  
 honoré la religion; combien elle est heureuse, combien elle se réjouit  
 de leur ouvrir les portes de ces assemblées, afin qu'ils puissent venir  
 en foule avec prière de Dieu qui a été leur consolation et leur  
 force déposer les signes glorieux de leurs triomphes. Mais leur dissi-  
 -pulation pas qu'un seul chargeur, et leur joie si pure, celle  
 de la chute d'un grand nombre de chrétiens que le seigneur leur  
 avait confiés; qu'ils sont persuadés que les catholiques vertueux  
 partagent leurs douleurs; mais que des pasteurs d'incertitude sont  
 pris sensiblement, puisqu'ils ne peuvent pas se flatter d'en avoir  
 pas été atteints par l'ennemi du salut, lorsqu'ils ont été enlevés et  
 blessés dans une position chrétienne du troupeau. Ils les exhortent à  
 'demander à Dieu avec instance avec gemissements et larmes de ces  
 âmes dévotieuses: ils les invitent à imiter les chrétiens de premiers  
 confesseurs, de premiers martyrs de la foi, qui ne se bornaient pas  
 à se défendre avec les armes de la prière, avec des larmes de la religion,  
 à leurs propres persécuteurs, mais qui avaient la générosité d'  
 offrir à Dieu et aux Pontifes de l'Eglise et aux chrétiens et leur  
 sang, en expiation des crimes de leur père et d'âme de leurs ennemis.

Ils conjureront leurs griefs, que la violence, les faiblesses,  
 leur propre volonté peut être, ont séparé de leur pasteur légitime  
 d'écarter ces paroles de paix dictées par la charité qui les presse:  
 ils leur feront entendre la voix d'un père qui les voit à regret s'  
 éloigner de lui, et qui les cherche avec une tendre sollicitude après  
 leur séparation, toujours prêt à les excuser, autant qu'il est en lui,  
 à leur offrir le pardon des crimes et des fautes qu'ils leur ont commises,  
 à solliciter auprès de Dieu, pour les surprendre et pour les ramener,  
 la grâce de leur réconciliation. Ils leur persuaderont par les expressions



les plus touchantes de la parole pastorale, que c'est autant par  
attachement que par zèle, qu'ils les rappellent au bercail, de  
J. Christ, et, semblables au bel des Pasteurs, ils rient en les  
reportant ainsi même dans le sein de l'Eglise, ne leur laissant que le  
mêlé et le bonheur du retour.

Tout en découvrant les erreurs des prêtres intrus et schismatiques,  
de condamner leur scandaleuse scission et tous les crimes qu'en ont  
été les suites funestes, le pape la surprise que le souverain pontife  
à prononcé contre eux, la menace d'anathème à laquelle il a joint  
leur excommunication, ils imitent la charité du père des fidèles qui  
déclare, qu'en reportant ces hommes si terribles, il prend  
hautement Dieu à témoin qu'il voudrait ne jamais faire usage  
de ces armes spirituelles, s'il pouvait s'en dispenser; qu'il se sent  
toujours incliné par les sentiments de son cœur à la douceur et à l'  
indulgence; que c'est pourqu'il exhortait et conjurait encore  
par les exhortations de N. S. P. ces ministres du sanctuaire de com-  
bien il est odieux, combien il est criminel, combien il est déplorable  
que les chrétiens, et surtout que les évêques légitimes soient  
en tel état de schisme et de division..... que le clergé seul aurait pu  
éviter de son naissance, si tous les membres y étaient constamment  
opposés."

Il s'agit maintenant de leur expliquer à tous ceux qui ont participé  
au schisme, ne fut-ce qu'indirectement et au regret, les moyens de  
leur faire qui auraient pu les en débarrasser et que l'on en ait  
détachés. Ils leur disent avec S. Paul, "Nous ne nous annonçons  
que ce que nous voyez, et ce que nous entendez; et nous espérons que  
vous deviendrez, par la fin dans nos instructions l'éternelle  
doctrina de l'Eglise."

Ils leur rappelleront que la véritable Eglise de H. C. est nécessairement une, et que cette unité, qui lui est essentielle, consiste dans la profession d'un même foi, la participation aux mêmes sacrements et la communion aux mêmes pasteurs légitimes et particulièrement au successeur de S. Pierre et S. Père le Pape, vicaire de H. C. sur la terre, et chef visible de l'Eglise; dans laquelle il a de droit divin une pleine puissance d'honneur et de juridiction; puis est exclu de la participation aux sacrements par l'excommunication; que la dissension sur la foi constitue l'hérésie, et que le schisme est formé par la rébellion aux pasteurs légitimes; et que c'est ainsi que les Pères ont distingué l'hérésie du schisme; mais que quoique par sa nature le schisme diffère de l'hérésie, on peut dire avec S. Ambroise, qu'il est toujours un péché digne d'être puni sur la foi, puisqu'il attaque les dogmes non moins précieux que tous les autres, de l'unité et de l'autorité de l'Eglise, et que trop souvent il conduit à l'hérésie et à l'impie, ainsi qu'une peste épouvantable ne nous l'a rendu que trop sensible; qu'il n'y a de pasteurs légitimes que ceux qui ont les pouvoirs d'ordre et ont reçu la mission canonique, conformément aux lois de l'Eglise, à qui seule il appartient de statuer sur l'institution et la destitution de ces ministres, de leur donner la juridiction spirituelle et de la déterminer et l'étendre; que quand un pasteur est canoniquement institué, celui qui prétend à quelque titre que ce soit, être pasteur de la même Eglise, ou de quelque partie de cette Eglise, sans pour la même autel contre autel, rompre l'unité, est un intrus, un schismatique; qu'il serait également intrus et schismatique, si le curé canoniquement institué avait fait une démission non acceptée par le supérieur légitime, ou si, le bénéfice étant vacant par mort, il ne l'était pas lui-même canoniquement pourvu; que dans toutes ces suppositions



il n'a dans l'Eglise aucune juridiction spirituelle pour le gouvernement des âmes; et que quiconque communique avec lui dans les choses saintes avertit complie de son schisme, et se met hors la voie du salut.

Auc cette unité, cette dépendance, cette hiérarchie du ministère ecclésiastique est ce qui donne un fondement solide à la foi des catholiques, que l'homme le plus incapable de discerner les fautes et les dogmes de la foi peut toujours assurer, par sa soumission au légitime ministère, qu'il professe la foi de l'Eglise avec laquelle Jésus-Christ a promis d'être jusqu'à la fin des siècles: il peut en effet toujours et facilement connaître que son curé a une fa mission des légittimes évêques; car outre de la légitimité des papes du second ordre, et que son légittime évêque est en communion avec le corps des évêques de l'Eglise catholique, communion qui est plus sensiblement et plus notoirement constatée par la communion avec le St. Siège, car outre de la légitimité des évêques; que lui-même, par sa communion avec son légittime curé et son légittime évêque, est en communion avec l'Eglise de Rome, et participe ainsi dans l'unité catholique. Il peut toujours et facilement savoir que son curé légitime a reçu le catéchisme du diocèse, que ce catéchisme est le même que celui des autres diocèses et que ce catéchisme est l'Eglise de Rome; que l'enseignement public, est le même dans l'Eglise catholique; que, dès qu'un pasteur ou du premier ou du second ordre s'élève, il est aussitôt averti, et, si persiste, condamné par ses supérieurs légitimes, et les fidèles, privés du défilé de la doctrine, avertis qu'il se fait par rapport aux curés coupables du schisme condamné par le souverain pontife et le corps épiscopal; que dès lors il est assuré que l'enseignement public, et non contesté, de son curé légitime est l'

l'enseignement de l'Eglise et la règle sûre de la foi.

Qu'en vain les faux évêques ont cherché à éluder la force de ces raisonnements si sensibles, si à la portée du peuple et si propres à constater la vraie foi et le vrai ministère, en prétendant établir qu'ils étoient en communion avec le S. Siège par des lettres qu'ils avoient écrites au Souverain pontife en signe de cette communion; puis qu'il n'est aucun catholique qui ne puisse savoir que, selon l'ordre actuellement établi dans l'Eglise, la communion des évêques légitimes avec le S. Siège se prouve par les bulles de leur institution qui leur sont accordées par le Pape, après une information sur leur religion et la profession de leur foi, et qui sont leur publiquement le gage de leur consécration et de leur pureté de possession; et non par de simples lettres écrites par eux-mêmes qui démontreroient cette communion, sans attestation, de leur foi; sans preuve de leur catholicité, et que d'ailleurs ce n'est pas par ces lettres des faux évêques, mais les réponses du pape qu'on pourrait juger qu'ils étoient en communion, et qu'ils ne pouvoient prouver aucune séparation de sa Sainteté. qu'il existe au contraire des brefs adressés en même temps aux évêques légitimes, par lesquels il se voit ces faux évêques indignes de sa communion; et les condamner, qu'en vain les parleurs canoniquement institués, et qui n'ont pas rétracté leur sentence, se serment convaincus par l'Eglise, prétendent être avec elle en communion de doctrine; puisqu'il n'est aucun catholique qui ne puisse se convaincre qu'ils ont sermenté par la même doctrine qu'elle sur le serment qu'elle ordonne de rétracter; et qu'ils ne rétractent pas; sur la suspension de leurs fonctions qu'elle leur interdit, et qu'ils exercent; sur la soumission à son autorité qu'elle exige, et qu'ils refusent, sur l'unité d'un gouvernement, qu'elle veut maintenir.

Les évêques  
seraient  
la religion



et qu'ils cherchent à s'unir en étant au-delà de tout; qu'en vain les uns et les autres entreprendraient-ils d'accuser leur résistance et leur détermination criminelle sur le défaut de connaissance suffisante des jugements de l'Eglise par une publication, une promulgation d'icelle jugements fait dans les journaux, puisqu'il est par lui-même et celui de tous les autres par la publication dans les journaux et c'est impossible; qu'ils ont été revus publiés par tous les moyens légaux et convenables dans les circonstances, et qu'ils ont eu la même authenticité qu'avant d'être les 3 premiers siècles les jugements des pères et de leurs légitimes successeurs.

Les vérités Le schisme n'ayant été que le marque de l'impureté, de l'erreur, de l'irreligion, de l'idolâtrie, l'union d'icelle de tout ce qui se fait dans l'irreligion, surdise en France dans le plus court espace de temps avec une rapidité et un scandale inouis, et sera toujours utile et très souvent nécessaire que les pasteurs enseignent parfaitement les principes fondamentaux de la religion; l'existence d'un Dieu seul, la monarchie d'un Dieu unique et public, la vérité de cette doctrine dont s'agit la pureté, la vérité de la religion catholique dont la conservation, par la protection de Dieu et la constance des confessions de la foi et du symbole de ce siècle, pour une nouvelle preuve aussi sensible que touchante; la nature du gouvernement de l'Eglise, la nécessité et le bonheur de se soumettre, pour avoir une règle toujours visible, toujours inflexible de la foi et des mœurs, et un garant de la grâce de Dieu et de la pureté de la fidélité à se servir en esprit et en vérité.

L'explication du Symbole des apôtres, des commandements de Dieu et de l'Eglise, de plusieurs articles de foi et de mœurs et de la pureté de la foi et des mœurs, le plus convenable à finir les idées des paroissiens, et à inspirer de la confiance par les

pasteurs, dont les discours ne seront que le développement de ce qui en a toujours fait profession de croire et de paraître respectés, jusqu'à l'époque de nos crimes et de nos malheurs.

Les peuples qui richement avec un profond sentiment de leurs fautes, leur religion et leurs pères, ministres, et qui annoncent le désir le plus ardent de réparer les écarts et les fautes du schisme et de l'irreligion, s'attendraient, comme le font les Israélites au retour de la captivité de Babel, à la seule lecture de la loi qui convertit les âmes; ils déplorent leurs péchés dont elle inspire la pénitence

2. *Ép. 3. 9.* et promet le pardon: et néanmoins Esdras, les pasteurs ont vu la cause de tout ce malheur, et se préparent les plus généreux sacrifices.

Quels qu'ils soient d'une espérance attendrissante, ils ne dissuaderont pas la nécessité d'une pénitence sérieuse; ils diront avec St. Cyrille: „que de grands désordres méritent d'être expiés par des larmes de larmes, qui à une place profonde il faut des remèdes fréquents et long temps „prolongés, que la pénitence ne doit pas être un jeu que la crainte!“ Ils ajouteront qu'il regrette, mais la vérité les force d'ajouter: „vous que Dieu puisse être satisfait, fléchi? ce Dieu que vous avez renoué avec une union si sainte, ce Dieu à qui vous avez préféré une fortune „périssable. le Dieu dont vous avez violé le temple en y introduisant une „contagion sacrilège! rendez vous qu'il puisse facilement pardonner vous „les yeux de sa miséricorde, ce Dieu que vous avez dit notre Dieu Dieu!“

Ils engageront les pénitents à ne pas demander une réconciliation, une paix simulée, qui serait pernicieuse aux pasteurs qui l'obtiennent et dangereux pour les ministres qui auront la témérité de l'accueillir; ils les exhorteront à se soumettre; ainsi que l'exigent les Décrets du Concile de Trêves, aux pénitences salutaires qui seront imposées à chacun.



par leurs confesseurs, suivant la qualité des crimes et des personnes, ainsi qu'aux satisfactions convenables et proportionnées à leurs iniquités, leurs injustices et leurs scandales, qui leur sont prescrites,

Ils invitent tous les catholiques à entrer dans la route sacrée de la pénitence : ils ne craignent pas de leur dire que tous ont péché et ont besoin que Dieu mette sa gloire à pardonner. Ils leur recommandent, qui, parmi les victimes même du désordre, n'ont pas à se reprocher d'avoir facilité la conjuration des impiétés contre le Seigneur et son Christ, par la faiblesse de son attachement à sa religion et la violence de sa passion pour le monde ? Qui n'a pas autorisé en espérant dans la foi par l'oubli de la morale de l'Évangile et le mépris de l'autorité de l'Église en matière de religion, par la violation publique et manifeste de ses lois et la pureté des mœurs et la nécessité de la mortification chrétienne ? Qui n'a pas préparé la chute des âmes par l'abandon des vœux ? Qui gémissait du petit nombre des personnes qui fréquentaient nos sacraments ? Qui n'a pas favorisé par une lâche complaisance ou par un silence coupable, soit un vil respect humain ou par un fol intérêt, l'établissement du schisme, lorsque il était en ce temps d'en préserver les peuples corrompus et égarés ? Qui par des discours perfides, des chants voluptueux, des lectures dangereuses, et des spectacles inutiles, n'a pas prélevé de la lumière, et l'impureté de ces jours mauvais ? Qui n'a pas joui de son cœur par le culte des idoles de chair, qui ont porté l'abomination de la désolation dans ce lieu saint ? Qui du moins par la négligence criminelle de l'éducation, relâchée de ses enfants et d'une sage surveillance n'a pas contribué à leur égarement et à leurs désordres, et ne doit pas se reprocher leurs erreurs, leurs crimes et leurs scandales ? Ils ajouteront : qui oserait se plaindre des malheurs qui ne se les ont pas attirés par ses infidélités ; et tous unissent la voix de la réflexion

que faisait St. Cyrien dans une pareille circonstance, „quels lorsque  
 „peu d'ont avant joint les catholiques avait altéré tous ses décrets aux lois  
 „saintes qui lui ont été données par un Dieu; et que le Seigneur pour  
 „la gloire dont la justice a pu être faite tomber vers la terre, et  
 „tomber presque dans l'oubli par la mort, a voulu l'honneur  
 „le ciel et la rendre digne de son divin auteur."

Il les déterminera à secouer les vices de la providence; à ranimer leur  
 foi languissante, à élever leurs mœurs dépravées à recueillir d'un bâti-  
 ment terrible, mais peut être nécessaire, la régénération de la foi, et des  
 mœurs, ce peut être même, peut-être seul le dédommager de la immense  
 souffrance, et les changer même en consolations agréables, salutaires et durables;  
 à être disciples de J.C. non seulement par le bonheur de leur naissance, par la  
 chaire de leurs parents, par leur éducation religieuse; mais par leur propre  
 volonté; à par une rénovation réfléchi et sage des engagements de leur  
 baptême; à se regarder dès lors comme associés aux J.C. et à mener une vie  
 séparée du monde, à renoncer à ses illusions, et à ses pompes vaines, et à ses amours  
 et à ses vanités, dont ils n'ont été que trop longtemps les coupables et  
 malheureuses victimes; à ne vivre plus qu'en Dieu et pour Dieu; à être  
 une nation sainte, un peuple acquis au Seigneur, associé à ses saints  
 qui s'immolent tous les jours à lui comme des hosties vivantes, et d'heu-  
 reux de lui appartenir; à faire remonter la suite des plus beaux siècles de  
 Ant. C. 15. l'Eglise, celle des apôtres et des martyrs, à s'associer comme une qu'un  
 cœur et qui une âme entièrement consacrés à la religion et à la charité; à  
 rendre enfin la religion catholique si florissante, si aimable par la  
 pureté de leur vie et la sainteté de leurs mœurs, que les partisans des  
 autres religions en reconnussent la vérité et la sagesse gravées sur leur  
 fronts et dans leurs mœurs. Qu'ils cherchent dans son sein la paix de la  
 conscience et les consolations de la vérité qui'elle seule peut procurer, et



qu'ils la récompensent de ses plus douloureuses épreuves par ce nouveau genre de bonheur et de gloire.

L'impossibilité où les pasteurs légitimes ont été d'instruire pendant plusieurs années et le faux enseignement qu'ont fait les prêtres intrus et schismatiques engagera les zélés ministres de la religion à faire, sur tout dans le cas où ils leur restent dans leur paroisse, ces instructions tous les jours de Dimanches et de fêtes.

Ils feront les catéchismes la plupart des jours de la semaine pour tous les enfants de leur paroisse en état d'y assister, et spécialement pour ceux qui doivent être disposés à faire prochainement leur première communion, ou à la renouveler dans l'union de la vénérable Eglise.

Ils feront sentir aux parents et aux maîtres la convenance et les avantages d'assister eux-mêmes à ces instructions, spécialement les Dimanches et fêtes. Les catéchismes de ces saints jours seront consacrés à des explications plus étendues des principales vérités de la foi, mais toujours courtes, simples et faciles, à comprendre et à retenir. Cette attention sera engagée les chefs de famille à s'y rendre, et par leur présence ils engageront l'imitation des enfants; ils y donneront les instructions qu'ils doivent leur donner, et ils se débarrasseront de plusieurs erreurs dont ils ont pu être imbus par des disons, ou des livres impies.

Ils les exhorteront à être eux-mêmes les instituteurs des personnes de leurs maisons, à préparer par eux le salut et le bonheur de leurs familles, et à assurer leur propre sanctification et leur salut éternel.

Ils les porteront à leur rappeler les instructions que leur auroient été faites à l'Eglise, à les remettre et y réfléchir, à les méditer, à les appliquer à leur conduite, et à faire la règle de leur vie; à faire sur tout les jours de Dimanches et de fêtes de saintes lectures dans les livres

saints, & imitation de P. S. Y. C. et les bons livres qu'ils ont  
plus souvent à l'honneur et à l'édification de leurs paroissiens, et qu'ils cherchent  
à leur procurer.

Ils leur recommandent d'interdire à leurs enfants, à toutes les per-  
sonnes de leurs maisons, la lecture des livres de ces mauvais auteurs, qui, se  
disant philosophes, ont outragé la religion, et méprisé la sagesse; qui,  
s'imaginant plus éclairés que tous les hommes, ont substitué, sous pré-  
texte d'indépendance et de justice, qui avaient fait la vertu, le bonheur et  
la consolation du genre humain, les illusions de l'orgueil, les vices de  
l'impureté, les égarements de la raison et le chaos des passions les plus  
honteuses; qui ont préparé, par leurs déclamations immorales et  
pernicieuses, ces jours d'aveuglement et de honte qui ont couronné notre infor-  
tune; l'extrême de crimes, de vices et d'égarement, qui ont servi de prétexte contre  
leurs téméraires et sacrilèges auteurs l'indignation publique, et la courroux  
d'un peuple éternel. Ils leur proposent d'imiter le sage scribe des  
Ephésiens nouvellement convertis, dont plusieurs qui avaient été aveu-  
gés et qui avaient une ignorance insupportable de la vérité, par leurs prophètes  
se convertirent et furent plus sages que les autres. Ils les sollicitent  
à établir dans chaque maison la prière en commun. C'est par là  
le seul moyen efficace qui aient les parents et les maîtres de s'assurer  
que toutes les personnes qui dépendent d'eux sont fidèles à la foi, et  
à leur bien élever: la prière en commun se fait chrétiennement avec  
plus d'exactitude, de recueillement et de pureté, par conséquent elle  
attire plus de grâces et de bénédictions sur les familles.

Enfin, plusieurs pasteurs, devant nécessairement être chargés de la  
cure de quelques paroisses voisines, ou de paroisses nombreuses et  
difficiles à desservir, ils ne négligent le service des fidèles, ou des bons  
instruits et vertueux, à faire des catéchismes dans les lieux où ils

(M. C. 19)

4. 19.



seront utiles, et où les pasteurs ne pourront remplir cette fonction  
essentielle, si intéressante, si propre à grandir dans les esprits les leçons  
de la sagesse, et à l'élever dans les cœurs les semences de la vertu, à  
préparer la gloire de la religion et le bonheur de la société.

### De l'administration des Sacramens.

Les sacramens seront administrés avec zèle, avec pureté, avec les  
sacramens saints et tous les révérends presbytères par l'Eglise, à moins  
que l'incapacité, ou de quelques dispositions ne rendent impossible  
par les circonstances. La révérence religieuse avec laquelle  
les ministres fidèles administreront ces sacramens au qu'on doit  
répondre à la splendeur et à la sainteté de leur sacrement divin; elle  
doit inspirer aussi catholiques qui les reçoivent, à ces personnes qui  
sont témoins de l'administration, la foi, le recueillement et la piété.

L'administration des sacramens le Baptême et le mariage doit  
être constatée par des actes transcrits sur des registres, et destinés par  
Art<sup>es</sup> les curés et desservants. Il en sera fait deux doubles. Si l'on n'a  
fait que prêter dans une paroisse, on prouvera que les actes sur  
des feuilles volantes, qui seront déposés en mains sûres.

Art<sup>es</sup> les curés et desservants, chargés de la cure de plusieurs parois-  
ses ou annexes, auront des registres doubles pour chacune des paroisses ou  
annexes, afin de distinguer les limites de territoire et de juridiction.

Il sera mis au commencement de chaque registre le titre suivant:  
Registre destiné à l'enregistrement des baptêmes et mariages de la  
paroisse / ou annexes de ..... pour l'année 1795 à dater de .....  
contenant ..... feuillets ..... coté et paraphé par premier et dernier  
pasteur le jour d'hui ..... On signera et cotera et paraphera le  
registre ainsi qu'il est énoncé.

On suivra dans la rédaction des actes les règles qu'on observait précédemment autant qu'il sera possible.

On ne donnera aux personnes que les titres et qualités qu'elles pourront prendre sans se compromettre.

On enusera, par rapport aux dispenses de mariage, les formalités qui auront dû être remplies, suivant ce qui sera dit à l'article du mariage. On s'ilcarera que les dispenses accordées, en vertu de l'indult du 19 Mars 1791, successivement prorogé, jusqu'au 19 Mars 1796, si les circonstances l'exigent, sont accordées en vertu dudit indult.

Ab<sup>és</sup> les Curés et Desservants recueilleront avec soin les actes d'entierement faits par des laïcs, même des baptêmes administrés, et des mariages célébrés par des prêtres. Ils les examineront avec attention, et ils nous rendront compte, en temps convenable, des actes qu'ils n'auront pu se procurer, ou dans la rédaction desquels ils auraient remarqué des irrégularités, des défauts considérables. Si la tenue même des actes d'écoulerait l'invalidité des baptêmes ou des mariages qu'on aurait entrepris de faire, ou bien donneraient des doutes fondés à ce sujet, ils se conformeraient aux règles ci-après prescrites.

Ils s'instruiront des dates liées où sont déposés les anciens et nouveaux registres des baptêmes et mariages, afin d'y pouvoir les indiquer à leurs paroissiens qui auraient besoin des dits registres. Les pasteurs s'informeront avec tout l'intérêt qui inspire la nécessité du sacrement de baptême, si les enfants ne pendant leur absence, ont été baptisés valablement suivant la doctrine de l'Eglise. Ils inviteront à cet effet les parents qui les reconnaissent comme leurs pasteurs à leur donner connaissance, soit par écrit, soit par témoins si des baptêmes de leurs enfants.



Il résulte de cet examen, ou que les enfants n'ont pas reçu le  
sacrement du Baptême, ou qu'ils ont été baptisés avec toutes les  
cérémonies de l'Eglise, ou qu'ils ont été certainement et valida-  
ment ordonnés, auquel cas des doutes sur l'existence, et la validité  
du Baptême.

Le Baptême conféré par les pasteurs catholiques, étant valide quoiqu'illi-  
cite, on devra en général regarder comme valides les Baptêmes conférés  
avec toutes les cérémonies de l'Eglise ; mais si les additions, ou innovations  
mises à ces cérémonies sont telles, ainsi que les signes d'intelligence qu'  
ont malheureusement données quelques pasteurs catholiques, et après mûre  
réflexion de la doctrine, ou nous conduiraient sur la parti à pren-  
dre, à moins que le danger imminent de l'enfant, n'obligeât à se hâter  
sans délai, alors on baptisera sous condition.

Les cérémonies du Baptême seront supputées avec l'enfant et le  
baptême et sa validité seront constatés avec certitude, par exemple,  
par un acte d'engagement rédigé par un pasteur catholique, et  
signé de lui ; ou par le témoignage de plusieurs personnes sages qui  
certifieraient avoir vu faire l'engagement, avec cette religion qui  
caractérise l'incertitude, et qui en se donnant un compte de toutes les  
fautes. Ces preuves seront mises dans l'acte d'engagement des ré-  
monies du Baptême. Il sera signé par les témoins qui auront  
vu l'engagement, ou si que par les parrains et marraines, s'ils  
sont présents, ou il sera enonné qu'ils ne s'en sont pas signés. Les preuves seront  
soignées avec l'un des doubles, et il en sera fait mention sur l'  
autre.

Les enfants dont la validité du Baptême ne sera pas indubitable-  
ment constatée seront baptisés sous condition. Il en sera fait registre  
dans la forme usitée. Il en sera fait aussi donner l'avis au curé

à la religion, ils seront changés en rappelant des les écrits antérieurs les noms et les motifs de changement, afin de pouvoir constater l'état des enfants.

On veillera, autant qu'il sera possible, à ce que les parrains, les maraînes et les mères-femmes qui présenteront les enfants au saint Baptême soient de vrais catholiques.

On ne se servira dans aucun cas du saint chrême et des saintes huiles consacrées par les évêques intrus. Elles seront brûlées. Les évêques de France et les évêques étrangers administrateurs de quelques-uns des diocèses de cet état sont autorisés à consacrer du saint chrême et des saintes huiles en tout temps. On peut leur demander annuellement ou peut se servir du saint chrême; les saintes huiles sont annuées, elles entretiennent par le mélange successif l'huile commune.

Les personnes qui auraient eu le malheur de prêter le serment de confirmation, en le recevant des mains d'un schismatique, ont reçu le caractère qui imprime ce serment. Elles n'ont pu recevoir la grâce dont le chrême les rendrait indignes. Elles savent au moins de leur faute, et on exigera qu'elles fassent, avant leur réconciliation, la prière qui suit, ou autre semblable qui prouve le renouveau au schisme, et dispose à recevoir les grâces du saint-Esprit:

„ Venez, Esprit Saint, sanctifiez mon âme par votre divine inspiration,  
 „ Je m'en suis rendu indigne par ma faute, mais notre miséricorde  
 „ est plus grande que mes péchés, puisqu'elle est infinie. Daignez  
 „ nous rappeler surtout le caractère que j'ai reçu dans le serment  
 „ de confirmation, et oublier le crime que j'ai commis en le recevant  
 „ des mains d'un évêque usurpateur de votre Eglise, hors de laquelle je  
 „ sais qu'il n'y a point de salut. Je réprouve le schisme et la profa-  
 „ nation des choses saintes; et je désire par la sainte Trinité d'être conduit



et l'annulation de mes vœux effaçant mes impiétés et mes crimes  
graves. Et vous prie d'en ordonner l'abolition de vos dons et de  
me rendre parfait chrétien et de me donner la force de confesser mon  
repentir, ma foi et spécialement l'unité de l'Eglise catholique,  
même au prix de ma vie. Donnez aussi que je sois tel la forme  
résolution. Accordé, mais les sermons nécessaires pour l'accomplissement  
fidèle."

Le nombre de ces personnes était considérable, si elles renouaient  
en même temps au schisme, si on ne voyait point d'inconvénients  
qui balançaient les avantages de se faire faire publiquement cette  
prière par un enfant puritent au nom d'etour, le plus d'une renoua-  
tion schismatique, ou qu'on dirait de dernier parti. Alors le prêtre indiquait  
le schisme, le schisme, avant la messe et ce prêtre se levait  
après le chant de cet hymne.

La requête de ces personnes fidèles est un sûr garant qu'ils prendront  
toutes les précautions qui exigent la prière pour la confession des  
femmes dans les occasions particulières. En leur faveur, on leur a  
donné l'indult du 19 Mars 1791, d'ailleurs prorogé, le pouvoir de confes-  
ser et d'indulger plénier à l'article de la mort, selon la forme pres-  
crite par Benoît XIV jusqu'à révocation. Ils prendront leurs  
paroissiens de ces indulgences qu'ils peuvent gagner, avec d'  
autant plus de soin qu'ils ne feront jamais plus nécessaires.

Les confessions faites avec prêtres intrus, ou en danger de  
mort, et à défaut de prêtres catholiques, sont nulles, et à défaut  
de prêtres de confession. Elles sont nulles par le défaut des  
dispositions des pénitents, puisqu'ils ne sont au schisme, si même  
ils n'avaient pas manifesté leur foi de manière à convaincre que  
c'est le besoin du sacrement, et non aucune autre fin qui les

a fait recourir au ministère d'un prêtre catholique. Quant ces confessions seront en général réitérées.

Les confessions faites aux curés assermentés par leurs paroissiens, avaient nulle part le défaut des dispositions des pénitents, si les pénitents avaient fermement adhéré au schisme le concernant comme tel, s'ils avaient continué de s'adresser à leurs pasteurs schismatiques, quoiqu'ils sussent que c'était adhérer au schisme et se séparer de la communion de l'Eglise. Mais comme il est possible qu'un grand nombre d'écarts s'en soient suivis, et se soient séparés de l'Eglise de St. C. en continuant de se confesser aux curés qui les confessaient depuis leur enfance, qu'ils n'ont pas eu connaissance des instructions données par les évêques et par les autres défenseurs de la loi, les curés qui exercent le ministère dans les paroisses dont les curés aient été schismatiques s'informent soigneusement dans quelle disposition ils se trouvent pendant le schisme, chacun de ses paroissiens qui s'adresseront à eux, et agissant en conséquence.

Un curé peut être tenu responsable 1° qu'il ne soit instruit, et qu'il ne le jure personnellement des vérités de la religion qu'il aurait combattues soit par ses discours, soit par ses actions; 2° qu'il n'ait retenu le serment condamné, s'il est laïc, au moins avec prudence de son confesseur, en transmettant, et aux gens de l'Eglise par son ministère, s'il est ecclésiastique ou religieux, soit instruit, soit seulement assermenté, suivant les lois des 17 et 18 Juin 1792; 3° qu'il n'ait tenu à l'habitation et à l'occasion que lui-même, ou si elle est nécessaire, qu'il l'ait tenu de prochain, d'éloigné; 4° qu'il n'ait promis de se soumettre à la réformation des usages, des injustices, et des scandales, qui sont dans la suite déterminés par les lois; 5° qu'il ne se soumette dans le moment même à faire une pénitence prescrite.



à se justifier, à la rendre publique de la meilleure manière qu'il  
sua possible, et à faire les réparations d'injustices et de scandales  
qui seront jugés convenables dans les circonstances.

La réconciliation sera plus ou moins retardée, les épures seront  
plus ou moins sévères, selon qu'on aura adhéré de cœur, et par  
système au schisme ou à l'irréligion, ou qu'on aura été seulement  
entraîné par faiblesse, par crainte, à faire des actes, purement  
extérieurs au lieu d'être sincère; selon qu'on aura uniquement  
communiqué avec les intrus et les impies, ou qu'on aura favorisé  
leurs intrusions, et leurs insultes: selon qu'on aura soigneusement  
gardé le silence sur des injustices, des persécutions que l'on pouvait  
empêcher; ou qu'on y aura contribué plus ou moins efficacement:  
selon qu'on aura eu une part plus ou moins directe aux profana-  
tions et aux scandales. Et afin d'édifier la dignité de la pénitence,  
on appellera aussi fréquemment la sainte sévérité des anciens canons,  
dont l'Eglise, dans sa sagesse, a modéré l'austérité religieuse, et en  
se permettant d'adoucir le zèle sensible et compassif de St. Ambroise  
qui était si attaché sur le sort des pécheurs, qu'il les excusait par ses  
larmes à dévoiler leurs crimes.

Le supérieur ecclésiastique se réserve néanmoins l'absolution de la  
suspension des ecclésiastiques et religieux intrus, soit dans les ordres,  
soit dans les places, soit dans les fonctions saintes, ou qui n'ont pas re-  
çue le serment canonique, en temps et lieu, il aura de la puissance d'  
absoudre les laïcs, les ecclésiastiques, les religieux de l'empire de l'austé-  
rité de tous les peccés, et de toutes manières, même d'indulgence et  
remission au St. Siège, ou au St. Siège de.....

Les ecclésiastiques seront de la juridiction de la pénitence. Mais par suite  
de la censure de ceux qui ont été excommuniés, selon St. Grégoire, saint

aujourd'hui avec des difficultés ordinaires des difficultés relatives à l'état déplorable de notre malheureux pays, les catholiques se sont appropriés des principes propres à élucider leurs décisions sur les derniers objets qui leur seront communiqués en leur donnant leur mission.

Les enfants qui ont été admis à leur première communion par les schismatiques, l'ayant eue hors de l'unité catholique, l'ont reçue illicitement, et ils ont profané le sacrement qu'ils recevaient. Ils ont, d'ailleurs été imbus d'erreurs et peut-être de maximes de schisme; ils ont besoin d'instructions sur la foi, et d'exhortations à la piété. On exigera qu'ils apprennent ceux des catéchismes qui sont faits pour disposer les autres enfants à la première communion, et ils seront de nouveau examinés et admis avec eux à la sainte table.

Le jour de cette touchante cérémonie on fera faire aux enfants qui auront communiqué dans le schisme, avant que d'être admis à la participation du corps et du sang de S. C. la rénovation des promesses de leur baptême et l'ignoration du schisme, aux mêmes en présence des autres enfants du catholicisme; et si il n'y a pas d'inconvénient à la faire faire à la messe solennellement, on procurera à toute la paroisse la consolation d'y assister, et elle se fera après le Veni Creator.

On se servira de la formule recitée pour la rénovation des promesses du baptême qui sera prononcée par un des enfants qui aura communiqué dans le schisme, et à laquelle on ajoutera :

„ Le schisme et l'erreur m'avaient rendu infidèle aux engage-  
ments sacrés de mon baptême; ils m'avaient détaché de la véritable  
„ Eglise de S. C. hors de laquelle je confesse qu'il n'y a pas de salut;  
„ ils m'avaient arraché des bras de cette tendre mère; et j'étais en la  
„ malheur de m'éloigner de son autorité et son amour. Dès lors j'errai  
„ sans des guides aveugles, hors les voies de la justice, et j'ai compté



„mes jours par mes égarements, mes ingratitudes et mes prophanations.  
 „Et déteste mes crimes, et j'abjure mes erreurs. Je ne me reprocherai  
 „jamais, assez vivement mon aveuglement et mes sacrilèges; jamais  
 „je ne pourrai les oublier; je désirerais pouvoir les effacer de mon sang.  
 „Vous seul le pouvez, agneau sans tache qui effacez les péchés du  
 „monde! C'est en vos merites, en votre grace et en votre charité infinie  
 „que je mets toute ma confiance. Une communion indigne a fait  
 „mon malheur; qu'une communion sainte prépare ma félicité:  
 „qu'elle soit le gage de ma réconciliation et de ma future union,  
 „de votre règne sur mon cœur, et de ma réunion à votre Eglise, dans  
 „le sein de laquelle je veux vivre et mourir, en enfant soumis et parf-  
 „fait chrétien.”

Les enfants <sup>trouvés</sup> et ceux d'adoption du schisme ou du désordre  
 ne doivent pas être admis à la première communion avant un âge  
 assez avancé pour que l'on puisse compter sur leur dévotion et leur  
 persévérance.

Les schismatiques et autres préteurs publics ne doivent pas recevoir  
 la sainte Eucharistie qu'ils n'aient réparé leurs scandales aux yeux  
 de l'Eglise.

Cette règle est applicable aux malades qui reçoivent le Sacrement,  
 la réparation du scandale doit être connue; au moins des personnes  
 qui assistent à l'administration du sacrement.

On peut noter le Sacrement reçu en dehors de l'Eglise  
 et sans l'union. C'est surtout dans cette circonstance qu'il faut se  
 bien remarquer de l'absence des prières, que la pureté, la dévotion  
 et la religion.

L'extreme unction sera conférée suivant l'usage du diocèse. Au même  
 pour rapport aux saintes huiles les règles indiquées à l'article du

Baptême.

On visitera les malades avec exactitude et avec zèle; mais par suite de la multitude des occupations des pasteurs et l'éloignement des lieux s'appropreront souvent à leurs diocèses; ils prient des personnes pieuses, de chaque paroisse d'être concourus à la consolation des malades, et à recueillir des prières des agents, lequel ils ne pouvant pas le faire eux-mêmes.

Les pasteurs se conformeront dans la célébration, ou réhabilitation des Aborigènes aux ordonnances du Diocèse, en tout ce qui est nécessaire à la validité d'icelles. La nécessité seule peut autoriser l'omission des autres formalités. Les bans seront publiés dans les assemblées de paroisse, et il sera fait registre de leur publication, ainsi que des dispensas, et on spécifiera celles qui auront été accordées en vertu de l'indult. La réhabilitation faite dans l'une des paroisses doit être changée en une ou dispensant ainsi pour toute l'étendue des paroisses qu'il devra.

Les bans ne doivent pas être publiés à l'Eglise, mais la réhabilitation du diocèse; mais on attendra pour la célébration du mariage, qu'ils l'aient été par les municipalités; et on prendra pour servir les informations nécessaires. Si le diocèse était éloigné, on ferait connaître les publications à l'Eglise et à la municipalité. Dans tous les cas les époux devront la réhabilitation acceptée avant de se présenter à la municipalité pour les effets civils seulement.

On ne donnera dans les publications et les pures aux époux parents qu'ils auront pu prendre sous être informé, conformément à ce qui a été réglé pour les registres.

Abandonnés les curés s'informeront avec autant de précision que d'exactitude des mariages contractés depuis leur absence, ils



examineront avec la réserve convenable, s'ils ont été valablement  
contractés, et parmi les personnes qui les reconnaissent comme leurs  
pasteurs, ils en désignent qui soient certainement nuls, ils les en  
avertiront ensemble, ils les engageront à les réhabiliter; quant aux  
mariages dont la validité serait douteuse, ils attendront qu'on les  
consulte et surtout au confessional où les déclarations sont plus  
vraies, ou il est plus facile de déterminer aux mesures nécessaires,  
et où l'indiscrétion est de moins à craindre. Si le mariage est vali-  
de, quoique non béni, il n'est pas nécessaire, mais il peut être bon  
d'engager les époux à se procurer les secours de la bénédiction nupti-  
ale. Ils avertiront les époux qui, par nécessité ou pour plus grande  
sûreté, seront disposés à renouveler leur consentement en face de l'  
Eglise Catholique, de la pureté dans laquelle ils doivent vivre, et  
de la religion avec laquelle ils doivent vivre se préparant à recevoir  
la grâce du sacrement.

Le supérieur, afin de faciliter les réhabilitations, soit en face de  
l'Eglise, si les empêchements sont publics, soit en secret, s'ils sont  
cachés, autorise M<sup>re</sup> les curés et desservants des paroisses à accorder  
toutes les dispenses nécessaires pour les dites réhabilitations, et des  
empêchements prohibés et des empêchements d'irritans, et même  
de la publication des trois bans, ainsi qu'il pourrait les autoriser  
lui-même tant en vertu de l'indult du souverain pontife que  
de la juridiction attachée à son siège 1<sup>o</sup> De l'empêchement d'hon-  
nêteté publique, provenant des fiançailles publiques valables;  
2<sup>o</sup> De l'empêchement d'affinité spirituelle, motu proprio et litteris  
et lictis; 3<sup>o</sup> De l'empêchement du crime, neutro-tamen machi-  
nante; 4<sup>o</sup> De l'empêchement de consanguinité, et d'affinité au  
quatrième, troisième et même second degré; simples ou mixtes, urn

modo tamen non attingant priorem gradum, et tamen cum la-  
ice, Deum modo mulier rapta non fuerit, vel si rapta fuerit,  
in potestate raptoris non existat. Chaque desquelles dispenses  
 sera exprimée dans l'acte de réhabilitation suivant la forme déter-  
 -minée.

On ne donnera avec rénovations de consentement qui seront faites  
 en face de l'Eglise que la publicité absolument nécessaire, et on les  
 fera avec tout le recueillement possible. On exigera l'observation  
 des règles ordinaires par rapport à la rénovation de consentement qui  
 sera faite en secret pour les empêchements occultes qui de leur nature  
 ne doivent pas devenir publics.

Le supérieur ecclésiastique, non seulement à Messieurs les Cures et Dep-  
 -utés mais à tous les confesseurs canoniquement appointés, le  
 pouvoir de dispenser des empêchements occultes de mariage, à l'effet  
 des dites rénovations de consentement.

#### De la célébration des saints offices.

Les lieux destinés à la célébration de nos augustes mystères,  
 et les divins offices doivent répondre par leur élévation à la sainteté  
 du Dieu qui nous y adore. L'Eglise les consacre à cette noble destination  
 par des cérémonies religieuses qui annoncent aux chrétiens la réné-  
 -ration dont ils doivent être pénétrés pour ces lieux saints et le respect  
 qu'ils doivent avoir de les profaner.

Il est des crimes qui lui inspirent tout à l'homme, que lorsque ils  
 ont été commis dans les Eglises elle ordonne d'en réparer les abus par  
 une réconciliation solennelle des saints lieux pollués par les crimes.

Ils sont ainsi déterminés par les règles canoniques: Violentus  
 ecclesia et reuincione indiget, homicidio uoluntario iniuria



perpetrante, item et eodem modo voluntaria humani sanguinis  
et seminis effusione, nec non infidelis vel excommunicati sepul-  
tura.

Les saints canons sont moins sévères sur les profanations du  
schisme : Ceterum errare oportet id quod dictum fuit ab Innocentio  
III in responsione ad archiep. linc. et yis suffragis eccl. : et no-  
bis humiliter monitis, nihil fieri debeat. Et mortuum corporibus  
in tempore schismatici et ipsi Waldemari a schismaticis  
sunt sepulti, et de indumentis sacerdotalibus cum quibus, nec non  
de altaribus in quibus sepulture presbyteri celebrant. Nos aut-  
em inquisitioni vestre huic respondimus quod non credimus ab  
hoc quantalibet sepulta hujusmodi excommunicatos, aut schisma indu-  
menta talia iterum heretici, vel heretici altaria supra  
dicta.

Mais il y a des profanations du schisme, surtout lorsqu'il dégénère  
en impiétés si graves, si multipliées, si scandaleuses que le respect  
du saint temple les permettrait difficilement l'usage sans  
une nouvelle bénédiction.

De là, si dans le choix d'un lieu pour la célébration actuelle  
du culte catholique, les paroissiens offrent à leurs pasteurs des  
Églises, ou oratoires, et si par malheur, par ignorance ou par malice  
ou par intérêt, ils les choisissent, sans en être informés, si depuis  
longtemps les dites églises ou oratoires n'ont été ni bénies, ni  
consacrées, ni dédiées, ce qui est une sorte de profanation, ils en-  
suiront par là une dévotion par eux même, de l'état de  
l'âme, de la convenance ou non convenance qu'il y a de s'y servir.  
A une église à nous donnée nous sommes à quel appar-  
tiendra. Cependant si les circonstances étoient impérieuses, nous auto-

siens lesdits curés et desservants n'y dirigent sur le devant, à l'encre et à l'ironie, même les Eglises, s'il est nécessaire, sans à nous rendre compte de leurs motifs. Tout autre avis contraire à cette destination, et à la disposition des catholiques pourra être agréé.

Mesmes les curés et desservants engageront les catholiques qui se seront réunis pour leur procurer ce local, à choisir parmi eux deux catholiques zélés et désignés par l'estime et la confiance publique, qui de concert avec lui pourront préparer tout ce qui sera indispensablement nécessaire au rétablissement de leur culte avec simplicité, et avec pureté.

Il sera fait par eux un registre de recette et de dépense; on sera par ordre de dates les articles des dites recettes et dépenses.

Il sera aussi fait par eux un état possible de tous les objets destinés au culte religieux, qui seront réunis, donnés ou achetés successivement; ils élèveront ledit état le plus fidèle pour le rétablissement du culte, et ils le signifieront, sans à mettre à la suite les objets particulièrement acquis ou réunis.

Ils auront soin de faire préparer dans le lieu saint un autel, un tabernacle, des fonts baptismaux, plaies divinement et portant à l'eff, un confessionnal ou au moins une grille à côté du siège du confesseur, et tout ce qui est nécessaire à la célébration des saints mystères, suivant les rubriques et dans la forme qu'elles prescrivent.

Ils se procureront les vases sacrés, calices, saints ciboires, verres de saintes huiles, livres, marbres, ornements, linges également nécessaires et conformes aux rubriques. Mais parce qu'il ne sera peut-être pas possible d'avoir dans les premiers moments des vases d'or; nous permettons, en attendant, de se servir de calice de tout métal, sans or, et de consacrer la sainte Eucharistie dans des hosties, et des saintes



huiles dans des vases d'écus.

Le supérieur autorise à M. M. Les Curés et Desservants le pouvoir de consacrer les matras, calices, et poutres, et de faire toutes les bénédictions nécessaires au rétablissement du culte dans leurs paroisses respectives, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Les vases sacrés, etc. qui auraient été consacrés ou bénis par les prêtres intrus, seront consacrés et bénis de nouveau.

Les vases sacrés qui auraient été consacrés, ou bénis par les prêtres canoniquement institués, quoiqu'ils aient servi aux prêtres intrus, ne seront pas de nouveau bénis ou consacrés.

Les préparatifs qui exigent le rétablissement du culte comportent. Des villos, nous autorisons Messieurs les Curés et Desservants à l'usage jusqu'au dit rétablissement la messe dans les maisons particulières, en tout lieu d'écus quoique non bénis, sur un autel portatif, et afin de satisfaire la dévotion d'un plus grand nombre de personnes, ils diront successivement la messe pendant la semaine dans différents quartiers, ou villages de leurs paroisses. Les paroissiens seront d'ailleurs avisés de l'heure précise à laquelle on la célébrera le dimanche et fêtes, afin qu'à cette heure ceux qui ne pourront pas y assister recitent au moins les prières de la messe, et s'unissent au prêtre qui la célèbre pour eux.

La divine Eucharistie sera pendant ledit temps conservée dans un oratoire particulier et d'écus.

Si l'on oppose à M. M. Les Curés ou Desservants la remise de quelque sacre religieux, l'usage de l'écus, ils leur en feront passer un à l'écus de l'écus, ils l'écuseront, et lui de tous les renseignements qui pourraient leur être donnés sur l'authenticité de l'écus, et sur son état actuel sans la déplacer, et le procès-verbal nous sera envoyé, afin

qu'à eux l'un ou l'autre il soit statué ce qui leur appartiendra. Tous les ecclésiastiques séculiers ou réguliers, intègres ou seulement schismatiques, ou trébuchants de leurs lettres d'ordination, du titre honorable de leur science, ou profanateurs de leur caractère sacré par des engagements que l'Eglise réprouve, ne seront pas admis à célébrer la sainte messe; à occuper aucune fonction de leurs ordres, à assister aux offices en habit de chœur, qu'ils ne puissent justifier de leur pénitence et de notre permission.

On pourrera le rétablissement des clercs, chanoines et autres officiers de l'Eglise qui auraient été privés de leurs fonctions, à raison de leur attachement aux vrais principes.

Ceux qui auraient adhéré au schisme, ou scandalisé par l'irréligion, ou le dérèglement des mœurs, ne reprendront pas leur service, qu'ils n'aient renoncé à leurs erreurs, donné des marques d'un véritable repentir: et afin d'établir une parfaite uniformité dans la conduite qu'on tiendra à l'avenir; nous n'entendons à ce sujet que les rétablissements nous avoir consultés.

Le jour désigné pour le rétablissement du culte, dans les paroisses; et où les Curés et Desservants feront non à la porte, mais dans l'intérieur de l'Eglise la cérémonie du feu nouveau, de là, après avoir allumé des cierges, priés de la main, ils se rendront aux fonts baptismaux où l'on fera la bénédiction suivant la forme prescrite, dans le rituel selon les usages d'Alsace. On pourrera de suite l'eau bénite et l'aspersion se fera: 1<sup>o</sup> au maître-autel, qui ne sera pas encore garni de ses nappes, 2<sup>o</sup> aux autres autels, s'il y en a, qui seront également décorés, 3<sup>o</sup> à la chaire s'il est possible d'en avoir une, 4<sup>o</sup> au parvis et devant l'Eglise, ainsi qu'à ses murs intérieurs, 5<sup>o</sup> au cimetière s'il est voisin de l'Eglise; par trois aspersions seulement, en forme d'eau; 6<sup>o</sup> au dehors les murs



sans, les gâteaux et moments qui auraient été bénis par les pasteurs ou qui auraient été nouvellement faits, et en effet ils auront placés sur le maître autel, 7<sup>e</sup> on bénira le peuple qui se fournira aussitôt d'eau bénite comme il est en usage de le faire avec miseres des amidi de Nagès, le bénitier qui aura été placé à la porte de l'Eglise en sera en même temps rempli, et l'on ouvrira alors les autels.

Si l'Eglise avait été polluée par les causes exprimées dans le Traité, elle sera réconciliée avant toute autre cérémonie. Dès que les autels seront ouverts, avant la messe, on exposera aux fidèles dans un discours simple et court les motifs des cérémonies précédentes. On leur fera entendre que l'Eglise en purifiant les temples les invite à purifier leurs cœurs; que la différence du culte détruit et du culte rétabli; est la triste image du changement déplorable qu'une criminelle défection dans la foi et l'abolition du culte légitime du vrai Dieu a opérée dans les consciences; qu'ils doivent en être pénétrés de la plus vive et de la plus sensible douleur; que, tels que le peuple de Dieu, lorsqu'il rétablit le culte vrai qui avait été détruit en punition de ses crimes, lorsqu'il purifia les autels qui avaient été profanés par le culte même des idoles, ils doivent s'agenouiller devant Dieu, exprimer leurs débordres par les plus grands sacrifices, et prosterner la face contre terre, prier le Seigneur, "de ne plus leur faire éprouver de tels maux, ou s'ils péchaient encore, de les punir", avec moins de rigueur, et de ne point les livrer à des hommes sanguinaires et impies."

Ensuite les curés et desservants s'agenouilleront au bas de l'autel le. Abisere mi Deus avec le verset et l'oraison ad tollendum schisma. Le chant fini, ils se prosterneront la face contre terre en disant: Abisere nostri Domine. Le peuple répondra: Abisere. Et tous priant en silence quelque temps.

Les pasteurs cèderont enfin la main du jour conformément au rit du diocèse, et continueront comme par le passé les messes et offices, ne faisant aucunes prières publiques extraordinaires, jusqu'à ce qu'elles aient été ordonnées.

Attendu qu'il ne sera pas possible de suivre entièrement le rit de l'Eglise catholique pour les inhumations, on fera sans les lieux ou les circonstances le permettant, quelque temps avant la levée du corps, les prières et les cérémonies auxquelles il n'y aura pas d'obstacle. On en dressera acte, afin de constater la mort des défunts dans le sein de l'Eglise catholique.

On aura à cet effet des registres doubles, tenus dans la même forme que ceux des mariages et baptêmes; on se conformera aux règles générales que nous avons indiquées sous ce titre.

Au lieu d'énumérer, si c'est inhumé à N....., on énumérera: ont été faites les prières de l'inhumation pour N..... Ces actes seront du reste rédigés dans la forme ordinaire.



ent au  
 lis, ne  
 m'éc

sent le  
 au sans

mys  
 m'éc

le corala-  
 i.

nime  
 non ven

cont'et'  
 du











## Ecclesiasticus.

ex instructione pastorali venerabilis et eminensissimi principis Cardinalis  
de Oebau episcopi principis Argentiniensis ac Clerici Sacerdotum et  
Regularum Transiberum, post auctoritatem persecutionem, de 21 octobris anni 1775  
/ Dum nimirum moribus Austriacis magnam Alsatia inferioris partem  
occuparet.

..... Ut cunctis citiusque illud omne, quod pro Dei gloria,  
minorum salute, ecclesie catholice incrementis, status sacerdotalis  
honore, pastorem et christe ministerium amicum amicitia, pasto-  
rum mutuo solatio ardentissimis desideramus votis, assequamur, nos  
episcopus Princeps Argentiniensis, invocato christi nomine, auctoritate  
nostra ordinaria dicimus, declaramus, decernimus, et mandamus, ut  
quo sequitur:

1<sup>o</sup> Animarum pastori gregi suo itum advenatus curet amoveri, quo-  
cumque a schismaticis fuerint consecrata vel benedicta, et quicquid ratio-  
ne cum ipsis in eorum sacris communiumus. Hostia ab ipsis consecrata  
in communione fidelium non distribuatur, sed sacros illas in vase  
munde atque in aliquo loguo seuro, non tamen tabernaculo deponat,  
et si ob suspicionem, celebrans post communionem non surseret,  
eque cibitas et corruptas in cinerem proiciat. Nisi tamen latus  
altaris, qui polluti sunt aut a pseudo-episcopo consecrati, remo-  
vantur, et in aliquo comitatu angulo terra coacti deponantur.

Chrisma et oleum ab eodem pseudo-episcopo benedicta combur-  
antur, et nix moris alia habeat prorsus sibi more consueto  
sacramentali curio episcopalis cursum.

Effusio in convivium aqua a schismaticis benedicta et sacris, in qui-  
bus continebatur lotis ac purgatis, alia benediciatur.

Ad majorem reverentiam Divinis mysteriis exhibendam et ad significandum majorem schismatis horrorem volumus, et in ecclesia, presentis populo, iterum benedicantur vasa sacra, indumenta occurrentalia, corporalia et alia altaris lintheamina, quo a schismaticis eadem cultum adhibebantur.

Parochus postea ecclesiam, in qua heterodoci vel schismatici solium cultum colebant, benediciat juxta ritum in rituali prescriptum. Quamvis enim ecclesia per similem cultum violata non sit, neque proprie dicta reconciliatione indigeat, sicut tamen, ut rursus, antiquam in ea peragantur Divina mysteria, juxta usum nostre Ecclesie benedicatur. Ad predictam quoque benedictionem faciens, parochus et parochiarum administratibus requisitam facultatem impetimus, ita tamen, ut pro benedictione calicis, eadem, quae in rituali pro ciborio benediciendo prescripta, est benedictione, utantur. Praeterea benedictione, ceterisque, luminaribus, novus ignis cultui Divino destinatus benedicatur extra, ecclesiam prout in missali romano prescriptum est.

Quia, quicumque a schismaticis pollutus sunt, necantur purgatione, indeque, etiam ecclesia, per personam schismaticarum doctrinam contaminata est, in benedictione est calicis et aspergitio aqua benedicta, Vento, et cunctis cum stribulo: et in fine hujus benedictionis, sermo habebitur de pessimis partibus schismaticis effectibus, cum quo etiam data occasione sensus communiarum pro reconciliatione culis in fidei populo aperitur; in sermone demum fides a parochio genuflecto et, unum super eum cunctam in nomine tenente fiat publica denunciatio in lingua vulgari pro reparatione injuriarum, quod de a schismaticis illato sunt, habeamus in ecclesia veritatis doctrinam predicantem, minus significat. ff. a. De aut. et ius. itus. no. de re. et de cultum.



exhibendo schismaticum isque ab ecclesia prohibitum. Et hic  
omnibus parochis praecipitur in sacramenti aqua baptismali ac  
santo diligenter servanda, alia cum cum infusa aqua benedicta  
juxta ritum non rituali praescriptum pro benedictione aquae bap-  
tismalis contra sublatum Pascho et Penteosten.

Demum ad augendum magis horum adversus dictos tandem  
schisma, quod praesens etiam gratiarum sortis suo solit veneno  
injicit, ut ex eo, ut primam communionem vel confirmationem  
de manu sacerdotis vel episcopi schismatici suscipientes ipsis sui  
dolo, rationem reddant, et perinde sicut a parochis regenda  
docti in ecclesiasticis instructis et illis tantum determinata  
causis solum habendis in vera ecclesia Christi doctrina erudiantur.  
Proinde postea examine rite dispositi cum quodam apparatus iterum  
sacram communionem suscipiant prius devote recitatione in lingua  
vernacula hymno: Veni Creator et alia brevi oratione apta ad  
movenam et circumstantis accommodata, quam ut memoriam  
imprimant, et sapienter devote recitent, eorum curabunt paroches.

Septimo item parochus, qui in parochia durante schismate  
baptizati, sepulti et matrimonio juncti sunt, a quibus et qua ratione  
sacramentis et matrimonii sacramenta illis non sunt administra-  
ta. Ab baptizantur sub conditione quod se diligenter examinetur  
eorum constat rite fuisse baptizatos; rebaptizandi tamen non sunt,  
qui baptizati sunt a schismaticis aut hereticis, qui debitum ritum  
observant, nec caeremonia sacris ritibus et sacro unctionis supplendo  
eunt in omisso habent. Pro quo quilibet parochus vel administra-  
tor collegat et examinet actus baptismalis, sepulchralis et matri-  
moniales de super confectus, utque, ut qui regit parochiam  
inscriptis non solum, sed etiam rationi, quo fieri poterit modo, inscri-  
bantur.

uno aut altero actu deficiente, presentibus testibus, etus si fieri potest, qui tales actus signare solent, conficiat parochus alium actum, qui vulgo perusus verbalis vocari solet, quem registri inscriptum omnes presentes cum parochis subsignabunt. Si vero actui eiusdem formae quid requisita, non nisi interveniente iudicio ecclesiastici auctoritatis necessariam mutationem facere presumat. In pagina registri, in qua primum actum inscribet, parochus legitimus, annotabit Deum, quia post reditum in parochiam ei officio suo fungi iterum fuit concessum.

Sequentes parochi ab obstaculis ecclesiis, per infantem in ecclesiam a schismate baptizantes se prebent, ut in tanta sacri corporis reverentiam agant et ut schisma abjucantes sub pena dimissionis affirmare et ad interrogationes respondere, ad quas etiam parochi modo patrum et matrum ante collocationem baptismi respondere debentur, quod si respondere nollent, ad sacrum iterum in ecclesia non admittantur.

Sequentia proponendo questiones:

An sincere detestaris schisma?

An ad hunc Summo Pontifici Proxi eumque agnoscis a Christo accepisse potestatem regendi et gubernandi universalem ecclesiam?

An ad hunc Reverendissimo et Eminentissimo Principi Cardinali De Althoban, argentinenis Diocesis Episcopo?

Ad vitandam quoque fidelis populi offensionem, volumus ut ludimagistri, qui schismate adhaerent, et peramentum suum emiserunt, in eoque persistunt, ab continuanda officia sua non admittantur, nisi postquam publice et prius idem peramentum retractaverint et fidem sanctam et lumen reparaverint; similiter, mandamus, ut in conventibus et



reverentia rebus divinis debita ad divinum cultum in ecclesia  
curandum, nisi necessitas aliud videatur exigere, non usurpantur,  
qui tempore schismatis ad schismaticum cultum saltem proxi-  
me concurrebant: quales sunt ordinarii, capituli aliqui omnes, qui  
schismaticus in peragendo servitio divino operam praeferunt, usque  
dum se vere poenitentes et conversos probaverint.

In memoriam vobis non recedebimus restituenda vobis esse, regis-  
tra parochiae, claves ecclesiae, libros vasa sacra et alia quaecunque ad  
cultum divinum aut ecclesiam vestram ministerium spectantia.  
Siqui parochi puniti vel alii in ecclesia ad divinis hactenus in paro-  
chia aut in vicinia existunt, cogantur, poenitentes invocato etiam  
archiepiscopo seculari, ut de rebus ecclesiae cura suo commissis rationem  
reddant.

Sistra autem maxime sollicitudo, fratres dilectissimi, in eo  
posita sit, ut avertentes, ois in sinum ecclesiae et in salutis viam  
revertatis. Impium igitur schisma iniquitate omni quoque acri-  
to zelo, qui charitatem tamen et prudentiam comites habeat, ut  
omne ordinis viriditque desiderium inter parochianos cohercet  
solus quam emendat: errantes ceterorum precibus commendati,  
errores ipsos, in quos per angelos Satanae abierunt, eis detegite;  
iniquitatem criminum, in quo prolapsi sunt, ostendite, ut in  
eis emendatis et ad poenitentiam revocandis assidue etate et impetret.  
Poenitentes vero, qui cupiunt in salutis viam redire, omni quia pote-  
rit, charitati et benignitate excipite. Si tamen quisquam poenitentia  
sua apud sacerdotem schismaticum etiam proximum parochum  
sua necessitate casum deprecatur, nisi prius confiteretur ita  
poenitentiam iteraverit, non obsecratio talis quippe confessionis sacri-  
lege sunt et nullo et dilecto jurisdictionis ex parte ministerii vel

saltem de facto dispositionis ex parte ipsius penitentis. Nos  
fideles, quia ratione, quod in his confessionibus erratum est,  
emendare valent, in publicis instructionibus sunt edocandi;  
atque hortamur confessorios et illos per viscera Domini Christi obtes-  
tamur, ut de salute animarum solliciti non nisi rite confessus  
et rite penitens post iteratas sibi confessiones nullas laxati-  
gas a peccatis absolvant.

Nullum et revalidandum est matrimonium cum impedimento  
derivante, super quo dispensatio a nobis vel ab illo a nobis fa-  
cultatem habente non prius fuit obtenta. clandestinum et  
sine revalidandum est matrimonium celebratum coram intru-  
so aut alio ab hoc deputato, vel nullo eorum duobus saltem rite  
sacerdotem testibus. Ab initio autem validum habetur matrimo-  
nium quod contractum est coram proprio parochio institutionem  
canonicam habente vel schismatico, aut alio sacerdote a parochio  
iure proprio delegato, cum propter schismam non dicitur esse  
parochus.

Illi autem spiritualibus necessitatibus et angustis ille in-  
commodum, qui durante schismate sine obtenta proinde legitima  
dispensatione matrimonium contraxerunt, quantum in nobis  
est, consulamus. Archiepiscopi, hyterici vel incommunicabilem, anathematis,  
excommunicationis, interdicti apostolici super annum commatis, penulti-  
mam communicamus, ut in suo qualibet ecclesiastico gradu prout  
matrimonia jam contracta ac effectum illa celebrandi,  
super impedimento etiam de illis apostolicis decretis, eum modo  
proximum consanguinitatis et affinitatis gradu non attingant,  
et copulatio spiritualis non consistat inter laicam et clericam,  
ac insuper super impedimenti cimonis, ac nuptiarum conjugum



mortem machinatus fuerit, pro hac vice dispensare valeat, sub ea tamen conditione et expressa lege, ut in exercito diutius facultatis declaretur, illam ab ipsis tanquam a reliis apostolicis per Nos subdelegatis committi, quo declaratio in ipso actus tenore, vel dispensationis litteris inserenda erit.

At forte quidam legitime conjugati divortium iniqua conventus nationalis lege permittitur ab invicem fuerint et absumptas adulterius commiserint, sciant hoc secundum communem sententiam esse concubinatum lege divina prohibitum sequi teneri sibi tum cohabitare manente scilicet semper vincoli conjugalis firmitate et indissolubilitate, quod enim Deus coniungit, homo non sepat. Math. 19.

II<sup>do</sup>. Constitutio in comitibus nationis gallicae recentia adornata ab eisdem gallicano episcopis et ab ipso Romano Pontifice damnata est ut impia et heretica: unde postquam in aemulata est et promulgata, iuramentum in illam emissum non potuit non esse impium et hereticum. Gravis igitur delicti non sunt, qui iuraverunt scientes aut ex ignorantia graviter culpabili non scientes constitutionem doctrinae fidei et cultus iuribus adversari: qui iuraverunt sine animo jurandi, quod est abusus divini nominis in re ad religionem spectante et promissarii iuramenti veritati manifeste repugnans; qui tamen iuraverunt cum restrictione in animo latente, ut quo veteris iuramento non fuit adjecta, alias perjurio non daretur locus, et nemini in dubium revocare potest; iurantes praecipue in rebus religionis in opinione hominum iurare non in sensu, quem tantum habet in animo, sed in sensu nisi non ab omnibus cognito, quem verba exprimunt, nec non eorum, qui per iuramentum

*De qui proponunt iuramentum.*

Nullius autem vel non gravis delicti rei sunt, qui iuraverunt, sed cum debita restrictione aut explicacione iuramento adjecta, vel excusant ignorantia et bona fides; cum sibi forte persuadent, a se non exigere iuramentum, nisi quoad res mere civiles aut propter grave damnum emergens, tumum cessans sibi licitum esse simulare; vel ob similes causas si posse sine peccato intima restrictione uti, absque ulla tamen adjecta iuramento explicacione.

Ex verbis et factis liquet, quid Dominatum in gallia exercentes per libertatem suam intelligant et reconciliationem ideo ibi illas iurare non minus inquam obsequium minus impium.

Oportet confessarium memorare esse, iuratorem laicum tunc scandalum, sopius saltem cum iuramento civilis conjunctum meliori, quo fieri poterit modo reparare. Si iurator sit vir ecclesiasticus, propter scandalum publicum, publicam ab eo retractationem exigat, et nisi id se praestitutum committat, ipse peragatur absolutio, et injungatur, ut abstineat a quacunque S. ministerii ac ordinis sui functione, usque dum publice retractando scandalum reparaverit, injuncto illi iuramenti spiritus et prudentia suggerit, ut ajunt Tridentini Patres Sess. 24. c. 8 pro qualitate criminum et poenitentiarum facultate salutariibus et commensuratis satisfactionibus.

III<sup>to</sup> Emptio nulla est, si non ex una parte transferatur et ex altera acquiratur vel vendito Dominium. Quis autem sane mentis sibi persuadet, non ita nationis gallie, potius Dominum bonorum ecclesie, quod nunquam habuerunt, in seculis emptoris transferre, propterea iustitiam demonstravit, experientia,



tam universalem, cuiusio gallicano exhortationum factam non esse, ut res publicam in necessitate sublevarent, sed potius ut religionis et eius auctoritatis ruinam eo facilius accelerarent. Injusta igitur est ab Ecclesia superiorum res obata et a Concilio Tridentino sub poena anathematis prohibita, illa quo ab aliquot annis in Gallis facta est bonorum ecclesiasticorum venditio.

Quamvis ergo contra justitiam delinquant similia bona vendentes et ementes cum ad eorum venditionem solummodo dicte et prohibite copiantis, atque scientes, talem venditionem sub poena anathematis prohibitam esse, etiam ipso facto excommunicationem adesti apostolicam reservatam incurrunt. Non excusamus eos, qui talia bona emunt, cum voluntate hanc ecclesia restituendi, si forte casus contigerit: vel qui illa emunt, sub poena, ut se et familiam suam honeste valeant sustentare. An enim ob similem protectionem licet bona ecclesia dissipare? et quis ignorat, bona ecclesia propter illa, quae ex ista venditionum intentione iam in pauperum et ministrorum ecclesiae usus et necessitates delabantur converti, si legitimo eorumdem Domino restitui non possent, impendenda esse ad usus pios vel pauperibus eroganda.

Videntur tamen excusari aliquo modo posse, qui ecclesiarum bona iam possidentes illa non emunt / quod non consentiente ecclesia nullo in casu fieri potest / sed tantum solvant, quod absolute erat necessarium, ut ea possent intacta deponere. Non paucas etiam potuit excusare eorum bona fides: tales forte sunt, qui sibi persuadebant, ad evitanda maiora mala sibi licuisse ad bonorum ecclesiae venditionem concurrere,

vel qui se non purare existimabant, si eadem bona emerant  
cum emendo restituendi, aut ut se et suos honeste possent  
sustentare.

Possidentes bona modestam inique vendita ad restitutionem  
tenentur, quamvis etiam ante si quocunque genere solvere con-  
visita; et in horum defectum primi emptores atque ad venditio-  
nem positum cooperantes in rigore tenentur quoque deductis  
deducendis restituere peremptis bonorum fructus et damnum  
quod exclusio in his suis bonis illorum est, resarcire. Quantum  
ad hominum fructuum restitutionem de hoc nostra diocesis merito  
et iudicium, ipsum cum clementia et benignitate autem  
ad emolviendos sibi magis magisque fidei animos: de re  
procul dubio foret lex, quod est communis omnium regula, cui-  
que se conformare tenebitur confessorius.

¶ *Item* si sit sit, quod Gallo ego majorem pecuniam alle-  
git, quam illa, quo a comitis gallo nationis introducta  
est moneta papaveris, cujus intrinsecus valor nullus est, et  
que in estimatione hominum valorem habet valore per duce-  
tum constituto multo minorem. In quocunque vero contractu  
cuiusque parte onerato inter contrahentes habita summi debet,  
proportio, atque ut aequitas non laedatur in contractu moliri,  
necesse est, ut perfecta sit inter duas contrahentes aequalitas,  
quo magis consistit, ut tantum reddatur, quantum fuit acceptum.

¶ *Item* ergo et ad restitutionem tenentur, qui operariorum  
salaria, merces, aliusque res venditas solvere debent, in moneta pap-  
taea sed non secundum valorem, quem habebat, in estimatione  
nummorum, nam moneta et aliarum rerum restitutionem pro-  
portione proportionem gentium propter solutionem in simili



monetam factam jam, viset audiri. Neque in conscientia  
habeant, qui creditores profectione debitorum solutionem non  
exigentes in eadem moneta solvant, cum tamen mutuum  
accidentum sit in re a moneta.

Equidem cum volenti non fiat iniuria, i. moneta exactione  
constituta merito soluta sunt tributo sine ordinaria sine extraordinaria  
nationi debita vel civitati: qui in solvendo non alia  
moneta vel solubat. Neque de privato arguimus eos, qui hac data  
ratione per similem solutionem, servatis tamen servandis,  
utlebantur, compensatione occulta ut ita compensarentur usuro  
et alia damna sibi ab ipso creditore illata repararentur.

Qua ratione autem in aliis casibus, qui circa solutiones in  
eadem moneta factas occurrunt, prevenerint, et an restitutionis  
nem teneantur promittentis, prudens confessorius ex illorum  
intentione et modo solvendi fraudulentis, nec non ex supra allatis  
et aliis sibi utique notis restitutione principis dijudicabit,  
nisi mutato rerum ordine et res tutata paucis vero leges pro communis  
bono in quibusdam circumstantiis, illis etiam, pro fore  
conscientia et timore, totum denegaverint.

¶ *De rebus* i. iudicibus legibus ecclesiarum institutis et soluti-  
onis aliis, quas vera christi ecclesia non agnovit, soluta nun-  
quam velis dyabolandum in tali Galliarum regno fuit intradu-  
tum. Schismaticis criminibus semper abhoruit ecclesia, ut ipsi  
dem criminis reos in sacris canonibus ipso facto excommunicati  
esse declaraverit. Ad hoc aumen pervenire accesserunt, si  
eiusdem criminis rei non sunt, qui cum schismaticis in eorum  
sacris communicaverunt.

Gravissime ergo deliquerunt et excommunicati sunt schis-

mali corde et animo adherentes quibus multo annumerantur  
 Schismatici auctoribus, fautores et amici, illi ut magis propa-  
 gandum dicunt et positius caventur. Qui vero Schismate  
 non adherunt, sed tantum cum Schismaticis communicant  
 Divinamodi perantur: alii enim sunt, qui a sacerdotibus Schis-  
 maticis adhibitis sacramenta suscipiunt, vel, ut hoc aliter  
 -entur, expressius tulerunt; alii, qui cum illis communicant  
 in ceteris eorum sacris, quales sunt, qui Schismaticorum sacerdo-  
 tum missas audierunt vel conciones; alii Denique, quia hoc  
 eorum sacra quocumque modo concurrerunt. Qui sacramenta  
 ab his susceperunt, vel ut aliis adhibitis sacramentis, pastores aut  
 /: nequissimi exceptis extra necessitate casibus baptismi et quatuor-  
 tentio sacramentis /: non solum ecclesie preceptum transgressi  
 sunt, sed etiam contra religionem peccaverunt, et hoc enim sacrum  
 sacras constituerunt. Cum Schismaticis communicantes in ceteris  
 eorum sacris cum animo religionis actum exerceundi gravi-  
 ter deliquerunt. Sed a peccato immunes sunt, qui interius  
 Schismate et Schismaticorum cultum detestati sunt, sed extra ecclesiam  
 eorum sacris et sacrosissime interfuerunt, nisi aliquos excus et  
 bona illorum, hinc. Hoc enim agendi ratio est quodam sacrum  
 eterna Schismatis professio scandalosa quadam ex ab ecclesia  
 prohibita cum Schismaticis in eorum sacris communicatio. His  
 annumerandi non sunt, qui exclusio scandalosa una aut altera  
 curiositatis causa aut metu compulsi eorum sacris, interfuerunt:  
 vel qui in eorumdem cultum etiam dum sacra agebantur, alia  
 negotia pertraherunt, multo minus illi, qui tanta ecclesie  
 utilitas, quo librum prius tollit an voluntarium. Illos autem,  
 qui nunquam causa aut obsequio in gravi metu, singulis per



Coniugiis et festis diebus schismaticorum sacra frequentant, ob id memoratis rationibus, nisi eas bona fide exuant, a pœnitentiis esse non venientiamus; pariter non iudicamus pœnitentia immunes esse, qui ad schismaticorum sacra proxime concurrunt, et matrimonium coram schismatico intruso contraxerunt, nisi a schismatico eorum legitime parochia iterum reatificanda est.

VI<sup>to</sup> Insuper totis secularibus et regulares nostris diocesis, qui cœntro-dicantur Dei verbum, excipientes fidelium confessiones et obsequia vicarii munia approbationem et jurisdictionem etiam a tempore institutionis sue usque ad revocationem obtinuerunt, ipsorum revocationem et prorogationem statim post ipsorum reditum in obsequia a Prelatis aut vicariis nostris generalibus petere teneantur; illa autem regularibus non conceditur neque prorogabitur, nisi claustris religionis rediti a superioribus sui Ordinis legitime presentati fuerint.

VII<sup>mo</sup> Et ultimo ut eisdem confessori ampliore in tribunali poenitentiae habeant potestatem, ipsis concedimus facultatem ad sed menses immediate sequentes militum, pœnitentibus a pœnitentiis et censuris tum nobis tum a sedis apostolica reservatione absolendi; quæ ultima facultas quoad censuras nobis per Hultum sub die 21. Septembris anni 1791. Datum a die Martis 10 proxime elapsi renovatum concessa fuit; sicut et eisdem confessoris ad similem tamen limitationem, viros ecclesiasticos seu secularis sine regularibus a casibus nobis reservatis absolendi impetimus, ita tamen, ut dictos ecclesiasticos, qui schismatici adhaerent, aut pœnitentiam amiserunt in eam tractent, aut eas, qui ab episcopo schismatico mœriti, aut a alienas parochias intrusi fuerint.

sive non, ac censuris, quas incurrerunt, absolvere non valiant, nisi  
satisfecisse ad hoc a nobis vel minoris nobis generalibus licen-  
tiam obtinuerunt. Confessarii, qui hanc specialem facultatem  
a nobis obtinuerunt, memores sint, sibi minimè competerè  
potestatem dispensandi super irregularitate seu inhabilitate ad  
obtinentia et proscribenda beneficia ecclesiastica, quam potestatem  
ultrò ad penitentes in foro conscientie Deo reconciliandos min-  
ime necessariam, vigore producti Privilegii Apostolici, nobis uni-  
versamur. Quantum vero ad archiepiscopos et episcopos super-  
ioris ecclesiastici ordinis sive sint consecratos et assistentes, sive  
intrinseci, sive etiam pignificantes circa obsequia, nota I. et III  
clarum litterarum apostolicarum diei 17. Martii anni 1792  
iuxta alias litteras S. S. Domini Nostri de die 13. mensis junii  
sequenti S. S. S. apostolicum expressè revocata sunt. Item decla-  
ramus a pseudo-episcopis ordinatos, nisi super irregularitate a  
nobis dispensati et censuris, quas incurrunt, absolvi fuerint,  
suoptorum ordinum functiones sine gravi delicto exercere non  
possunt.

Cum confessarii sedulo perlegant, utli munitur et in praxi  
ea, quo in presentia nostra instructione pastoralis tradita et  
proscripta sunt, ad amussim sequantur.

Itaque, dum ad nos dirigimus instructionem pastorem,  
„rogamus vos et obsecramus in Domino Jesu, ut quomodo maxime  
„cupistis a nobis, quomodo oporteat vos ambulare et placere Deo, sic  
1 ad. Thes. 4. „et ambulatis, ut abundetis misericordia.“ multo magis et largiamini  
hanc omni auctoritate, ut ubi in ecclesiis catholicis vestris  
benedictionem impartiatu.

Datum Ettenheim in Castello nostro die regisima mensis



Octobris anno Milleſimo septingentesimo nonagesimo tertio.  
 Signatum; Cardinalis Princeps de Urban.

Et inferius

De Mandato

Scilicet et Eminenti Principis Cardinalis Episcopi  
 Weimborn.

Extrait  
Du Bref de la Sainteté.  
Pie VI  
En 17 Janvier 1794.

La Sainteté accorde aux Prêtres et aux fidèles de la France les indulgences suivantes, que l'on pourra gagner jus qu'au temps, où le libre exercice du culte catholique sera rétabli dans ce malheureux royaume :

I<sup>re</sup> Indulgence plénière à gagner une fois chaque semaine pour tout prêtre, qui priant pour la paix de l'Eglise universelle et celle du royaume de France, pour l'extirpation de l'hérésie et du schisme et pour la concorde entre les princes chrétiens, célébrera le S. Sacrifice, dont il peut recevoir l'honoraire.

II<sup>re</sup> Mêmes indulgences pour tous les fidèles, qui étant dans la communion de l'Eglise, s'approcheront des sacrements de pénitence et de l'Eucharistie dans la même intention en quelque lieu qu'ils se trouvent.

III<sup>re</sup> 50 jours d'indulgence pour les fidèles en quelque lieu qu'ils se trouvent, étant unis de la consolation d'assister à la Messe, réciteront les prières de la Messe ou autres, dans les intentions ci-dessus une demi-heure avant midi, en s'unissant avec sacrifices qui se célèbrent dans l'Eglise catholique, surtout par le Pape.

IV<sup>re</sup> 7 ans d'indulgence à tout prêtre catholique toutes les fois qu'il administrera les sacrements, au moins celui de pénitence, aux fidèles malades.

V<sup>re</sup> 7 ans d'indulgence pour les fidèles en quelque lieu qu'ils soient, qui auront suggéré aux malades les actes que les fidèles doivent



induire, qui les auront aidés à abjurer leurs erreurs, à recevoir les sacrements et à faire une sainte mort.

VI<sup>e</sup> Indulgence de 7 ans qui pourront se gagner lors les jours par les fidèles malades, qui étant contrits, feront des actes de foi, ou moins de ceux.

VII<sup>e</sup> Indulgence de 7 ans pour tout prêtre toutes les fois qu'il expliquera la parole sainte, et pour les fidèles toutes les fois qu'ils y assisteront.

VIII<sup>e</sup> Indulgence plénière pour tous ceux qui jeuneront communieront le 21 Janvier et le 16 Octobre pour l'expiation des crimes commis à l'égard de Louis XVI et de la Reine.

IX<sup>e</sup> Indulgence plénière à la mort pour ceux qui fugitifs de France ou de Savoie, passent dans d'autres pays pour recevoir les sacrements des prêtres catholiques.

X<sup>e</sup> Pareilles indulgences pour tous prêtres catholiques, qui se consacrent au salut des fidèles fugitifs.

---

Y a-t-il quelque différence entre la religion qu'on professait en France il y a quatre ans et celle qu'on y professera aujourd'hui?

Il est des personnes peu instruites à qui l'on voudrait faire croire qu'en France on n'a rien changé à la Religion; qu'on n'a fait qu'en réformer les abus. C'est pour les éclairer sur un fait si intéressant qu'on a fait ce petit ouvrage: on les prie de le lire attentivement, sans prévention d'aucun vrai désir de s'instruire.

1793.

Tout le monde sait la religion qu'on professait en France avant l'assemblée nationale; on ne sera pas fâché ni surpris de voir celle qu'on professe sous cette assemblée: pour le bien comprendre voyons en le parallèle.

1. L'ancienne religion est la religion catholique apostolique et romaine;  
La nouvelle religion est ni catholique ni apostolique, ni romaine.
2. L'ancienne religion est catholique ou universelle; parce qu'elle est reconnue dans tous les lieux, et qu'elle a été enseignée dans tous les temps.  
La nouvelle religion n'est pas catholique; car elle n'est d'apté qu'en France; et n'y est connue que depuis la révolution.
3. L'ancienne religion est apostolique, parce qu'elle tire des apôtres sa doctrine, son autorité et sa mission.

La nouvelle n'est point apostolique; mais nationale; parce qu'elle tire sa doctrine, son autorité et sa mission de l'assemblée nationale.



4. L'ancienne religion est romaine; parcequ'elle reconnaît l'Eglise de Rome pour la mère et la maîtresse de toutes les Eglises, et qu'elle accepte la foi qui y est enseignée.

La nouvelle religion n'est point romaine, puisqu'elle s'est établie contre l'autorité et malgré les censures de l'Eglise de Rome, et qu'elle abjure la foi.

5. Le catholicisme ou nos pères ont appris l'ancienne discipline, d'où vient ainsi l'Eglise, l'Eglise est la société de tous les fidèles qui, faisant profession de la vraie foi, obéissent à leurs pasteurs légitimes et principalement à notre saint Père le Pape.

La société des sectateurs de la nouvelle religion n'est d'aucune part l'Eglise, puisqu'ils ont chassé de leurs sièges leurs pasteurs légitimes et désobéi formellement à notre saint Père le Pape.

6. Dans l'ancienne religion quand on dit dans le Symbole: je crois à la sainte Eglise, on fait profession de se soumettre à l'enseignement du Pape et des Evêques comme à la règle infaillible de notre foi, parceque le pape et les Evêques sont les successeurs des Apôtres, à qui Jésus-Christ a dit, allez, enseignez, je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles.

Dans la nouvelle religion on refuse expressément de se soumettre à l'enseignement du Pape et des Evêques, et par conséquent on ne peut dire à Dieu sans mentir: je crois à la sainte Eglise.

7. Dans l'ancienne religion on dit dans l'acte de foi: mon Dieu, je crois fermement toutes les vérités qui nous sont proposées par votre Eglise, par où l'on fait profession d'admettre toutes les vérités que le Pape et les Evêques nous enseignent comme articles de foi, et de reconnaître toute autorité que le Pape et les Evêques ont eue et ont. C'est ce qui ne peut être distingué dans tous

les siècles. le catholique de l'hérétique; c'est ainsi qu'élucidés par cet enseignement infailible, les catholiques ont rejeté toutes les hérésies qui ont déchiré l'Eglise: c'est sur ce fondement qu'ils croient à la présence réelle de J. C. dans l'Eucharistie, par laquelle les Papes et les Evêques l'ont ainsi décidé contre les protestants qui la nient.

Dans la nouvelle religion, l'article de foi est le même quant aux paroles, mais il n'est pas le même quant au sens, puisqu'on ne veut pas réprouver les erreurs que le Pape et les Evêques ont confirmées dans la constitution civile du clergé, et qu'au lieu de renvoyer avec soumission le bref du Pape, qui en signe avec les Evêques, que cette constitution est un amas et un carboil de plusieurs péchés, on écoute préférentiellement l'instruction antérieure de l'Assemblée nationale, qui repousse assez peu la vérité pour en déduire, que "tous les dogmes de la foi y ont été respectés."

8/ C'est la doctrine de J. C. consignée dans l'ancienne religion que "celui qui n'écoute pas l'Eglise doit être regardé comme un païen et un publicain."

Dans la nouvelle religion celui qui écoute l'Eglise n'est pas regardé comme un païen et un publicain, mais celui qui n'écoute pas l'Eglise, est regardé comme un mauvais citoyen."

9/ Dans l'ancienne religion, c'est l'autorité de l'Eglise qui doit décider toutes les disputes de religion.

Dans la nouvelle, on croit que toutes les disputes de religion sont décidées par les décrets de l'Assemblée nationale.

10/ Dans l'ancienne religion, on croit comme article de foi que J. C. a donné à St. Pierre toute l'autorité nécessaire pour empêcher qu'il n'y ait des divisions dans l'Eglise.



La nouvelle religion n'étant autre chose qu'une division dans l'Eglise, on a pris à tâche de rendre impuissante et nulle l'autorité du Pape.

- 11) L'ancienne religion ordonne à tous les Evêques d'entretenir avec notre S. Père le Pape une communion expresse et particulière, sous peine d'en courir tous les malheurs du schisme.

Dans la nouvelle religion une simple lettre d'étiquette fait toute la communion des Evêques constitutionnels avec le Pape, et sans vaincre le schisme ils rejettent ses brefs, méprisent les censures et bravent ses excommunications.

- 12) Selon l'ancienne religion, dans tous les troubles de l'Eglise, le bon parti est toujours celui du Vicar de Ch. et du saint Siège, et du corps des Evêques qui lui sont unis. / Versus E. Bourdaloue /.

Dans la nouvelle religion on se fait une nouvelle route, et au milieu des discussions qui déchirent l'Eglise, on abandonne le Pape et les Evêques unis au Pape, et l'on suit avec confiance un nouveau d'opinion, qui devenu Evêque ou une constitutionnel s'occupe à son profit la nouvelle organisation du clergé.

- 13) Selon l'ancienne religion, c'est une lâche hypocrisie de dire qu'on ne veut pas se séparer de l'Eglise, tandis qu'on se retire, pas les erreurs pour lesquelles on a été retranché de son sein.

Le langage hypocrite est admis dans la nouvelle religion, et l'on ou dire qu'on ne se sépare pas du pape, alors même qu'on en a abandonné la foi et qu'on persiste dans les erreurs qu'il condamne.

- 14) Dans l'ancienne religion, on reconnaît l'indispensable nécessité de recourir à certaines circonstances à l'Église Saint Pierre pour obtenir l'absolution. Dans la nouvelle, la communication au

venue et la dispense des empêchements du mariage.

Dans la nouvelle religion il est expressément défendu à tout Français de recourir au Pape, sous quelque prétexte que ce soit.

- 15 Dans l'ancienne religion il y eut des temps où l'Eglise avait le trésor des grâces et où notre saint Père le Pape accorde aux fidèles les indulgences des jubilé.

Dans la nouvelle on ne pourra plus gagner les indulgences et les jubilé qu'on aura.

- 16 Selon l'ancienne religion, la puissante législative de l'Eglise vient de Jésus-Christ, et elle est indépendante de toute autorité temporelle.

Selon la nouvelle, tous les pouvoirs émanent essentiellement de la nation et ne peuvent émaner que d'elle.

- 17 Dans l'ancienne religion la puissance spirituelle a été confiée aux apôtres et transmise aux évêques, non seulement pour annoncer la sainte parole ou pour sanctifier les ames par les sacrements; mais aussi pour polir les Eglises, pour y établir la discipline, pour réprimer les crimes, et pour donner à tous les fidèles l'exemple de la sainteté, et accomplir tous les devoirs du ministère ecclésiastique. Bossuet.

Dans la nouvelle religion, l'autorité souveraine sur la discipline de l'Eglise est dévolue à l'assemblée nationale.

- 18 Dans l'ancienne religion, il est de foi que le Pape a une primauté de juridiction.

Dans la nouvelle religion, quoiqu'on ne ignore pas que le Pape est encore le chef de l'Eglise on enseigne qu'il n'a qu'une primauté d'honneur et il est défendu à tout Français de reconnaître sa juridiction.

- 19 Dans l'ancienne religion, on voit comme article de foi enseigné



Dans les saintes écritures que les évêques ont été établis de Dieu pour régir et gouverner l'Eglise, et que les prêtres doivent travailler sous leur autorité.

Dans la nouvelle les évêques ne peuvent rien ordonner que d'après le suffrage des prêtres.

20 Dans l'ancienne religion, les évêques et les prêtres sont envoyés par l'Eglise, et l'Eglise seule, peut par le ministère des chanoines invoker, étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Dans la nouvelle religion, les évêques et les prêtres sont commis par le peuple, et le peuple seul peut les destituer ou marquer des bornes à leur autorité.

21 L'ancienne religion enseigne que pour être un véritable évêque ou véritable curé, il faut avoir été nommé et envoyé selon les règles établies ou adaptées par l'Eglise.

Dans la nouvelle, il suffit d'être nommé selon les règles établies par l'assemblée nationale c'est-à-dire, par les protestants, ou par les catholiques.

22 Dans l'ancienne religion, c'est de la mission de l'Eglise que les prêtres reçoivent une juridiction spirituelle sur le troupeau qui leur est confié.

Dans la nouvelle l'ordination toute seule donne une juridiction universelle.

23 C'est une vérité incontestable dans l'ancienne religion, que toutes les confessions faites à un prêtre qui n'est pas approuvé par l'Eglise et les absolutions qu'on en reçoit, sont nulle et de nulle valeur.

Dans la nouvelle religion on prétend que ces confessions et ces absolutions sont bonnes / cet article est de la dernière importance.

24 Dans l'ancienne religion, on écoute avec respect le saint Concile de Trente qui a prononcé la nullité de ces confessions et de ces absolutions.

Dans la nouvelle on se moque de ce concile et de ces décisions.

25 Dans l'ancienne religion, c'est un article de foi que les Evêques ont le droit de se réserver des cas dont on ne peut être vicinement absout que pour les prêtres à qui ils en ont donné le pouvoir.

Dans la nouvelle on rejette ce dogme de foi, et contre la décision formelle du concile de Trente on prétend que les Evêques ne peuvent limiter les pouvoirs des prêtres chargés d'entendre les confessions.

26 Dans l'ancienne religion, nul prêtre n'allait dans une paroisse pour la desservir, qui après en avoir reçu les pouvoirs de l'Evêque.

Dans la nouvelle, les départements et les districts ont plus d'une fois tenu lieu d'Evêque à cet égard, et donné pour desservir les paroisses tous les pouvoirs qu'ils n'ont pas.

27 Dans l'ancienne religion, un prêtre interdit était sans pouvoir pour entendre les confessions, et l'on ne pouvait sans crime requérir son ministère.

Tout ce qu'il y a de moines et de prêtres interdits ont trouvé place dans la nouvelle religion.

28 L'ancienne religion tenait à tous les fidèles de demeurer inviolablement unis avec leurs pasteurs que l'Eglise leur a donnés.

Dans la nouvelle religion on prétend que les peuples peuvent choisir leurs Evêques et leurs curés pour leur donner d'autres.

29 Selon l'ancienne religion ceux qui malgré les persécutions reconnaissent toujours leurs pasteurs légitimes et ne se séparent pas, sont de bons chrétiens, de vrais fidèles et qui, avant qu'il faille confesser



leur foi.

Dans le langage de la nouvelle religion ce sont des fanatiques, de mauvais citoyens.

- 30 L'ancienne religion est reconnue pour religion catholique dans tous les pays catholiques.

Au jugement de tous les pays catholiques la nouvelle est schismatique.

- 31 Les hérétiques de l'ancienne religion sont accueillis par tous les catholiques des nations voisines comme autrefois on accueillait les lyoniens, les Althunais, les Chrysastains, que les hérétiques avaient chassés de leurs sièges.

Les Evêques de la nouvelle religion en seraient repoussés comme des Apôtats et des indignes usurpateurs.

- 32 Dans l'ancienne religion il y a des prêtres, une Messe, des Sacraments; mais des prêtres donnés par l'Eglise d'une autorité spirituelle, des sacrements valides, une Messe célébrée au nom de l'Eglise et dans l'unité de la Eglise catholique.

Dans la nouvelle religion il y a aussi des prêtres, des sacrements, une messe; mais des prêtres apostats et sans autorité, des sacrements nuls ou profanés, une messe célébrée malgré les défenses de l'Eglise et souillée par le schisme.

- 33 L'ancienne religion apprend à respecter le serment.

Dans la nouvelle on s'arrête à le profaner.

- 34 L'ancienne religion enseigne qu'on ne peut jurer sans nécessité.

Dans la nouvelle on répète le serment à l'assemblée nationale, au champ de Mars, dans les corps de garde, dans les clubs, dans les cens.

- 35 Dans l'ancienne religion c'est un crime d'annuler le serment par violence.

Dans la nouvelle, forcer les gens à faire le serment c'est patriarisme.

36 Dans l'ancienne religion on se croit lié pour la vie par son serment.

Dans la nouvelle en jurant la constitution on se croit délié de tous les serments.

37 Dans l'ancienne religion, après avoir prêté serment de fidélité au roi, y manquer serait un péché.

Dans la nouvelle, après avoir prêté serment de fidélité au roi, le retenir prisonnier, le dénoncer comme coupable, le calomnier dans l'esprit du peuple, dénaturer les plus justes intentions, proposer sa déchéance et même son supplice, c'est le saint enthousiasme de la liberté.

38 L'ancienne religion dit: que toute âme soit soumise aux prisonniers.

Dans la nouvelle, l'insurrection / c'est-à-dire la révolte / est le plus saint des devoirs.

39 L'ancienne religion enseigne que les vœux religieux sont des engagements sacrés.

On dit dans la nouvelle que les vœux sont contraires aux droits naturels.

40 Dans l'ancienne religion le mariage des prêtres est défendu.

Dans la nouvelle il est regardé comme permis.

41 Dans l'ancienne religion on regardait comme apostats les religieux qui, sans y être forcés quittaient le cloître et abandonnaient la vie commune qu'ils avaient vouée.

Dans la nouvelle on a prisonnier comme tous patriotes tous les religieux qui se sont hâtés d'être payés à leurs vœux.



42 Dans l'ancienne religion le mariage est indissoluble, et le divorce est un crime.

Dans la nouvelle un engagement indissoluble, serait la perte de la liberté qu'on y veut établir, et le divorce y est autorisé.

43 Selon l'ancienne religion était une fête quand on bâtissait des temples.

Dans la nouvelle c'est une fête quand on les détruit.

44 Les juifs, les protestants, les impies sont les ennemis de l'ancienne religion.

La nouvelle les a tous pour amis et pour patrons.

45 L'ancienne religion s'est établie en souffrant persécution.

La nouvelle en la faisant.

46 L'ancienne religion parlait à l'esprit et au cœur et ne forçait personne.

La nouvelle craint de n'être pas crue si elle parlait seulement à l'esprit et au cœur: elle emploie de plus la violence.

47 L'ancienne religion disait: Si vous ne venez à la messe vous perdrez la grâce du salut.

La nouvelle dit: Si vous ne venez à nos messes, vous serez bafoués, calomniés, maltraités et peut-être même massacrés.

48 Dans l'ancienne religion c'est un péché d'entendre la messe d'un schismatique; parqu'il n'est pas permis de communier avec eux dans les chous saintes.

Dans la nouvelle religion on force les catholiques à y assister, et on abat les autels qui ne sont pas destinés au schisme.

49 L'ancienne religion ne tolère aucune erreur parqu'elle ne peut s'associer avec le mensonge.

La nouvelle religion, fraternise avec les Calvinistes, les Presbytériens

et les Anabaptistes dont elle a renouvelé plusieurs erreurs.

50. Ceux qui professent l'ancienne religion croient fermement qu'on ne peut se sauver dans la nouvelle, parqu'il n'y a point de salut hors de l'ancienne Eglise de Jesus-Christ, ni par conséquent dans le schisme.

Les sectateurs de la nouvelle religion sont obligés de convenir qu'on peut se sauver dans l'ancienne: Tous les risques pour le salut sont donc dans la nouvelle religion. lui mérite la plus grande considération.

Où j'ajoute promettre. Ouvrez donc les yeux, voyez avec n'est pas avec raison que nos pasteurs ont refusé le serment: ils ne craignent qu'on altère votre foi, qu'on vous dérobait votre religion, et vous ne vous en apercevez pas, voyez vous le voyez cette doctrine nouvelle, prêchée avec autant de zèle dans les clubs, que dans les temples, n'est pas la religion de vos pères. Les séducteurs! pour mieux vous tromper, ils ont conservé l'extérieur des cérémonies, le même chant des psaumes, les mêmes prières, les mêmes rites sacramentels, mais prenez-y garde; cela ne suffit pas pour être de la vraie religion, ils n'en sont pas moins schismatiques et hérétiques. Eh! que vous importe les prières faites contre l'esprit de l'Eglise et que Dieu réprouve; des serments qui ne sont qu'un appareil stérile et sans vertu; des sacrements, qui confus par des ministres sans autorité, ne sont plus que des profanations! ce sont les grâces attachées aux prières et aux sacrements qu'il nous faut, mais ces grâces ne trouvent pas dans les sociétés schismatiques.

Retournez donc de revenir sur vos pas, si du moins vous voulez mourir dans la religion de vos pères. Retournez vous de mettre dans le sein de l'Eglise, dans ce berceau unique hors duquel il n'y a ni



grâce et salut à espérer.

Pour vous qui êtes si heureux pour n'avoir jamais participé au  
chisme ni à l'hérésie, rendez-en grâce au Seigneur, frères d'une  
vive reconnaissance pour le bienfait; ne négligez rien pour conserver  
toujours pour vous et vos familles la religion sainte dans laquelle  
vous avez eu le bonheur de naître, mettez-vous en garde contre les  
séducteurs qui veulent vous tromper, et qui sous prétexte de vous inspirer  
l'amour de la liberté et de l'égalité, ne cherchent qu'à vous ravir  
le trésor le plus précieux, le don de la foi, sans laquelle il est impos-  
sible de plaire à Dieu, „Nolite ne qui vos decipiant per philosoph-  
iam et inanem fallaciam secundum traditionem hominum,  
„secundum elementa mundi, et non secundum Christum. Col. 2. 8.

~~~~~  
En l'élection V<sup>te</sup> Dominicæ IV<sup>te</sup> Octobris.

Et quando gravis quidem bellum ingrebat, ne quidquam pos-  
sent facere, quod proficeret, se abscondabant; nam hoc quoque  
fuerunt apostoli. Peruenim semper apparentes, in media nuebant  
pericula, sed nonnunquam et fugientes, et locutis succedebant.  
Postquam autem paucum respirauerunt, tanquam generati quidam  
cubili ex antris exsultantes, et ex latribus emergentes, statuerunt non  
se amplius solos servare, sed etiam alias, quorumque possent,  
et civitatem et omnem regionem oberrantes, collegerunt, quot-  
quot invenerunt ad huc sanos et integros; et multos etiam, qui  
laborabunt, et convalescenti erant, in statum pristinum redegerunt,  
eis, permoventes redire ad legem prædicant.































1<sup>2</sup>  
156















